



Avis de convocation et circulaire d'information de la direction

GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Aux fins de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se déroulera sous forme d'assemblée virtuelle
le vendredi 5 août 2022 à 10 h (heure de l'Est)

La présente brochure renferme des renseignements importants pour les actionnaires.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Assemblée générale annuelle des actionnaires

LA PRÉSENTE BROCHURE CONTIENT :

- l'avis de convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires;
- la circulaire d'information de la direction;
- des directives sur la manière d'assurer l'exercice, à l'assemblée, des droits de vote rattachés à vos actions.

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale annuelle (l'« **assemblée** ») des porteurs (les « **actionnaires** ») d'actions ordinaires (les « **actions ordinaires** ») de Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « **Société** ») le 5 août 2022. Tout de suite après l'assemblée officielle, la direction fera rapport du rendement de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 (l'« **exercice 2022** »).

L'assemblée portera sur l'élection des administrateurs, la nomination des auditeurs, ainsi que l'approbation d'une résolution consultative et non contraignante visant l'acceptation de la rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire d'information de la direction.

Nous accordons de l'importance à votre présence et sollicitons votre appui pour toutes les questions qui seront tranchées à l'assemblée.

Si vous avez des questions sur la manière d'exercer vos droits de vote, veuillez communiquer avec notre conseiller stratégique pour les actionnaires et agent de sollicitation de procurations, Kingsdale Advisors, en composant le +1.800.775.3159 (sans frais) en Amérique du Nord ou le numéro +1.416.867.2272 (à frais virés) de l'extérieur de l'Amérique du Nord ou en envoyant un courriel à l'adresse contactus@kingsdaleadvisors.com.

Actionnaires inscrits

VEUILLEZ PRENDRE NOTE : Si vos actions sont immatriculées à votre nom (et que vous êtes, par conséquent, un actionnaire inscrit), un formulaire de procuration vous est transmis avec l'avis de convocation. Ce formulaire peut être utilisé pour exercer les droits de vote rattachés à vos actions ordinaires si vous ne pouvez pas assister à l'assemblée. Vous trouverez des directives sur la manière d'exercer vos droits de vote à l'aide de ce formulaire de procuration à la page 3 de la circulaire d'information de la direction.

Actionnaires réels non inscrits

VEUILLEZ PRENDRE NOTE : Si vous n'êtes **pas** un actionnaire inscrit et que vos actions ordinaires sont détenues en votre nom, ou pour votre compte, par un courtier en valeurs mobilières, une banque, une société de fiducie, un dépositaire, un prête-nom ou une autre entité semblable (un « **intermédiaire** »), aucun formulaire de procuration ne vous est habituellement transmis avec l'avis de convocation, celui-ci étant généralement remplacé par un formulaire d'instructions de vote. Il se peut que vous ne puissiez voter qu'en suivant rigoureusement les directives fournies par l'intermédiaire accompagnant l'avis de convocation ou dans le formulaire d'instructions de vote. Veuillez vous reporter à la page 6 de la circulaire d'information de la direction.

Nous espérons que vous trouverez ces documents relatifs à la procuration faciles à lire et, ce qui est plus important, à comprendre. Nous accueillerons avec plaisir vos commentaires et suggestions.

Avis de convocation à l'assemblée générale annuelle

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que le conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « **Société** ») a convoqué l'assemblée générale annuelle (l'« **assemblée** ») des actionnaires de la Société de 2022 à 10 h (heure de l'Est), le vendredi 5 août 2022. La Société tiendra l'assemblée sous forme d'une réunion entièrement virtuelle.

La Société vous procure un accès électronique à la circulaire d'information en vue de l'assemblée, plutôt que de vous en faire parvenir une copie papier. Cette façon de faire est plus respectueuse de l'environnement, car elle contribue à réduire l'utilisation de papier ainsi que les coûts d'impression et d'envoi des documents aux actionnaires. L'avis de convocation qui vous a été envoyé vous indique comment accéder à la version électronique de la circulaire d'information de la direction de la Société (la « **circulaire** ») et comment en demander une copie papier. Il indique également comment voter par procuration lors de l'assemblée. Si vous désirez recevoir une copie papier de la circulaire, veuillez suivre les instructions indiquées dans l'avis de convocation.

Pour déterminer la forme de l'assemblée, la Société a tenu compte des répercussions sans précédent de la pandémie de coronavirus (COVID-19), dont celles sur la santé et la sécurité des actionnaires de la Société, des collègues et de la collectivité élargie. La Société a également pris en compte les restrictions potentielles sur les grands rassemblements, les restrictions relatives aux déplacements et la possibilité que tout endroit physique retenu pour tenir l'assemblée ne soit plus disponible advenant une fermeture inattendue des lieux. À la lumière de ces facteurs, la Société tiendra son assemblée sous forme d'assemblée virtuelle seulement, par l'intermédiaire d'une webémission en direct. Tous les actionnaires, quels que soient leur emplacement géographique ou leur participation, auront une chance égale d'assister et de participer à l'assemblée et d'interagir avec les administrateurs de la Société, les membres de la direction et les autres actionnaires. Les actionnaires ne pourront pas assister en personne à l'assemblée. Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront assister et participer à l'assemblée, poser des questions et voter en ligne à l'adresse <https://web.lumiagm.com/#/434429753>. Les actionnaires réels non inscrits (c'est-à-dire ceux qui détiennent leurs actions par l'entremise d'un courtier en valeurs, d'un courtier en placement, d'une banque, d'une société de fiducie, d'un dépositaire, d'un prête-nom ou d'un autre intermédiaire) qui ne se sont pas dûment nommés eux-mêmes fondés de pouvoir pourront également assister à l'assemblée virtuelle en tant qu'invités. Les invités pourront assister virtuellement à l'assemblée et l'écouter, mais ne pourront pas voter ou poser des questions au cours de celle-ci.

À titre de porteur d'actions ordinaires, vous avez le droit d'assister à l'assemblée et d'exercer un droit de vote pour chaque action ordinaire que vous détenez. Si vous êtes un actionnaire et que vous ne pouvez assister à l'assemblée, vous pourrez néanmoins y voter en remplissant le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote joint à l'avis. La circulaire explique le fonctionnement du processus de vote. **Pour garantir leur vote à l'assemblée, les actionnaires inscrits doivent déposer leur formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote auprès de l'agent des transferts de la Société, Services aux investisseurs Computershare inc. (« Computershare »), à ses bureaux de Toronto au plus tard à 10 h (heure de l'Est), le mercredi 3 août 2022.**

Si vous êtes un actionnaire réel non inscrit, vous devez suivre les directives fournies par votre intermédiaire pour pouvoir exercer les droits de vote rattachés à vos actions.

Les questions suivantes seront abordées à l'assemblée :

- a) Élection des administrateurs pour l'année à venir
- b) Nomination des auditeurs pour l'année à venir et autorisation aux administrateurs de fixer la rémunération des auditeurs
- c) Approbation d'une résolution consultative et non contraignante visant l'approbation de la rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire
- d) Toute autre question pouvant être dûment soumise à l'assemblée ou tout report ou ajournement de l'assemblée

Dès la fin de l'assemblée officielle, le chef de la direction fera une présentation.

Fait le 13 juin 2022.

Par ordre du conseil d'administration
D'Arcy P. Doherty
Secrétaire

Information à l'intention des actionnaires concernant l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2022

L'information contenue dans la présente circulaire d'information de la direction est à jour au 31 mai 2022, sauf indication contraire. Tous les montants figurant dans la présente circulaire d'information de la direction sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, la « Société » désigne Groupe Canaccord Genuity inc., et « Canaccord Genuity », « Groupe Canaccord Genuity » et le « Groupe » désignent la Société et ses filiales directes et indirectes.

D'autres renseignements se rapportant à la Société se trouvent sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

L'information financière de la Société est fournie dans les états financiers et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice considéré. Les actionnaires peuvent communiquer avec la Société pour obtenir un exemplaire des états financiers et du rapport de gestion de la Société en transmettant un courriel à cette fin à investor.relations@cgf.com.

L'objectif de la présente circulaire d'information de la direction (désignée la « circulaire ») est :

- de vous expliquer comment, à titre d'actionnaire de la Société, vous pouvez voter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. (l'« assemblée »), directement ou en déléguant vos droits de vote à quelqu'un d'autre qui les exercera en votre nom;
- de vous informer des points à l'ordre du jour de l'assemblée, notamment l'élection des administrateurs, la nomination des auditeurs pour l'année à venir, ainsi que l'approbation d'une résolution consultative et non contraignante visant l'approbation de la rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire d'information de la direction;
- de vous fournir des renseignements importants pour vous aider à déterminer comment vous souhaitez voter.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations à l'égard des questions qui seront discutées au cours de l'assemblée, si ce n'est celles qui figurent dans la présente circulaire. Si de telles informations étaient données ou de telles déclarations étaient faites, il ne faudrait pas s'y fier puisqu'elles n'ont pas été autorisées. La présente circulaire ne constitue ni une offre d'achat, ni une sollicitation d'offre de vente, de titres, ni une sollicitation de procuration, par quiconque dans un territoire dans lequel une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou dans lequel la personne qui fait une telle offre ou sollicitation n'est pas habilitée à le faire, ou encore auprès de quiconque pour qui il est illégal de faire une telle offre ou sollicitation. Ni la remise de la présente circulaire ni aucun placement des titres visés dans la présente circulaire ne sauraient laisser entendre qu'aucun changement n'est survenu dans les renseignements figurant aux présentes depuis la date à laquelle ils ont été donnés dans la présente circulaire.

Les actionnaires ne devraient pas considérer le contenu de la présente circulaire comme des conseils fiscaux, financiers ou juridiques et devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux, financiers ou juridiques ou d'autres conseillers professionnels au sujet des questions fiscales, financières, juridiques ou autres, pertinentes en rapport aux présentes.

Énoncés prospectifs

La présente circulaire, y compris les documents intégrés par renvoi aux présentes, peut contenir de l'« information prospective » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2023 » du rapport de gestion annuel, contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers, les risques et incertitudes et les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière,

la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, ainsi que l'incidence de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire en découlant sur l'économie mondiale et, en particulier, sur les marchés mondiaux du pétrole, des marchandises et des produits agricoles. D'autres facteurs de risque pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes sont décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels, les états financiers consolidés résumés intermédiaires et le rapport de gestion de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ce qui comprend également les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2023 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels.

Bien que l'information prospective figurant dans le présent document soit fondée sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Procédures de notification et d'accès

La Société envoie les documents liés aux procurations aux porteurs inscrits et aux propriétaires réels en utilisant les procédures de notification et d'accès. La direction de la Société ne prévoit pas payer pour que des intermédiaires fassent suivre aux propriétaires réels opposés, conformément au Règlement 54-101, les documents liés aux procurations et l'Annexe 54-101A7 (*Demande d'instructions de vote faite par l'intermédiaire*) et, dans le cas d'un propriétaire réel opposé, celui-ci ne recevra pas les documents, à moins qu'il n'assume les coûts de livraison.

Sollicitation de procurations

VOTRE VOTE EST SOLLICITÉ PAR LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

La sollicitation des procurations sera faite principalement par la poste, mais elle peut aussi être faite par téléphone, par télécopieur, par courriel ou verbalement par les administrateurs, les membres de la direction et les employés de la Société et de ses filiales, sans rémunération additionnelle. Tous les frais liés à la sollicitation de procurations par la Société et ses filiales seront acquittés par la Société et ses filiales. La Société a embauché Kingsdale Advisors (« Kingsdale ») à titre de conseiller stratégique pour les actionnaires et agent de sollicitation de procurations et lui versera des honoraires d'environ 45 000 \$ au titre de ses services de sollicitation de procurations et remboursera certains débours engagés. La Société peut également rembourser aux courtiers ou à d'autres personnes détenant des actions en leur nom ou au nom de prête-noms les frais d'envoi des documents à leurs mandants afin d'obtenir leur procuration. Les actionnaires peuvent communiquer avec Kingsdale par la poste à l'adresse Kingsdale Advisors, The Exchange Tower, 130 King Street West, Suite 2950, P.O. Box 361, Toronto (Ontario) M5X 1E2, en composant le +1.800.775.3159 (sans frais) en Amérique du Nord ou le numéro +1.416.867.2272 (à frais virés) de l'extérieur de l'Amérique du Nord ou en envoyant un courriel à l'adresse contactus@kingsdaleadvisors.com.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET DÉSIGNATION D'UN FONDÉ DE POUVOIR

Vos droits d'assister à l'assemblée et d'y voter dépendent du fait que vous soyez un **actionnaire inscrit** (c'est-à-dire que les actions ordinaires de la Société sont effectivement immatriculées à votre nom) ou un **actionnaire réel non inscrit** (par exemple, si vous détenez vos actions ordinaires de la Société par l'intermédiaire d'un courtier ou d'une banque) qui a nommé un fondé de pouvoir.

Se connecter à l'assemblée virtuelle

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront assister à l'assemblée en ligne à partir de l'adresse <https://web.lumiagm.com/#/434429753>. Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront assister et participer à l'assemblée en cliquant sur « I have a login » et en saisissant un nom d'utilisateur et un mot de passe avant le début de l'assemblée.

- Actionnaires inscrits – Le nom d'utilisateur correspond au numéro de contrôle à 15 chiffres indiqué dans le formulaire de procuration ou dans l'avis que vous avez reçu par courriel, et le mot de passe est « CGF2022 ».
- Fondés de pouvoir dûment nommés – Computershare fournira au fondé de pouvoir un nom d'utilisateur après la date limite du vote. Le mot de passe est « CGF2022 ».

Seuls les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés pourront voter. Les actionnaires réels non inscrits qui ne se sont pas nommés eux-mêmes comme fondé de pouvoir pourront assister à l'assemblée à l'adresse <https://web.lumiagm.com/#/434429753>, en cliquant sur « I am a guest » et en remplissant le formulaire en ligne.

Les actionnaires qui souhaitent nommer un fondé de pouvoir tiers pour qu'il les représente à l'assemblée en ligne **doivent soumettre leur formulaire de procuration ou d'instructions de vote (selon le cas) avant d'inscrire leur fondé de pouvoir. L'inscription du fondé de pouvoir est une étape supplémentaire qui doit être réalisée une fois que l'actionnaire a soumis son formulaire de procuration ou d'instructions de vote. S'il n'est pas inscrit en bonne et due forme, le fondé de pouvoir dûment nommé ne recevra pas le nom d'utilisateur nécessaire pour assister ou participer à l'assemblée.** Pour inscrire un fondé de pouvoir, les actionnaires SONT TENUS de visiter le site <https://www.computershare.com/canaccord> et de fournir les coordonnées de celui-ci au plus tard à 10 h (heure de l'Est) le mercredi 3 août 2022 afin que Computershare puisse fournir au fondé de pouvoir un nom d'utilisateur par courriel.

Il est important que vous soyez connecté à Internet en tout temps pendant l'assemblée pour pouvoir voter à l'ouverture du scrutin. Vous devrez également utiliser un des navigateurs pris en charge, comme les plus récentes versions de Chrome, de Safari, d'Edge ou de Firefox. Les actionnaires recevront, avec leur formulaire de procuration ou leur formulaire d'instructions de vote, un guide de l'utilisateur pour les aider à s'inscrire et à participer à l'assemblée générale annuelle virtuelle. Le guide de l'utilisateur pour l'assemblée générale virtuelle sera disponible à l'adresse www.envisionreports.com/Canaccord2022AGM. Nous conseillons aux actionnaires qui ont des questions sur la plateforme de l'assemblée virtuelle ou qui ont besoin d'aide pour accéder au site Web de l'assemblée de consulter le site Web de Lumi, fournisseur de la plateforme de l'assemblée, à l'adresse <https://go.lumiglobal.com/faq>. En outre, tout actionnaire ou fondé de pouvoir qui désire communiquer avec un représentant de Lumi peut aller sur son site et utiliser le service d'assistance virtuelle en direct ou le système de soutien par billet.

Pour participer en ligne, les actionnaires doivent avoir un numéro de contrôle à 15 chiffres valide et les fondés de pouvoir doivent avoir reçu un courriel de Computershare contenant un nom d'utilisateur.

Participer à l'assemblée

L'assemblée se tiendra en ligne par l'intermédiaire d'une webémission en direct. Les actionnaires ne pourront pas assister en personne à l'assemblée. Un résumé des renseignements dont les actionnaires auront besoin pour assister et participer à l'assemblée en ligne est fourni ci-après. L'assemblée commencera à 10 h (heure de l'Est), le vendredi 5 août 2022.

- Les actionnaires inscrits qui ont un numéro de contrôle à 15 chiffres et les fondés de pouvoir dûment nommés qui ont reçu un nom d'utilisateur de Computershare pourront voter et poser des questions pendant l'assemblée. Pour ce faire, veuillez visiter le site <https://web.lumiagm.com/#/434429753> avant le début de l'assemblée pour ouvrir une session. Cliquez sur « I have a login » et saisissez votre numéro de contrôle à 15 chiffres ou votre nom d'utilisateur et le mot de passe « CGF2022 ». Les actionnaires réels non inscrits qui ne se sont pas nommés eux-mêmes pour voter à l'assemblée peuvent ouvrir une session en tant qu'invités en cliquant sur « I am a guest » et en remplissant le formulaire en ligne.
- Les actionnaires réels non inscrits qui n'ont pas de numéro de contrôle à 15 chiffres ne pourront assister à l'assemblée qu'en tant qu'invités, c'est-à-dire qu'ils pourront écouter la diffusion de l'assemblée, mais ne pourront pas voter ou poser des questions. Veuillez lire les renseignements fournis à la rubrique « Actionnaires réels non inscrits » pour savoir pourquoi certains actionnaires pourraient ne pas recevoir un formulaire de procuration.
- Si vous avez un numéro de contrôle à 15 chiffres pour vous connecter à l'assemblée en ligne et que vous acceptez les modalités et conditions, vous aurez la possibilité de voter au scrutin sur les questions soumises à l'assemblée. Si vous votez de cette manière, vous révoquerez ainsi toutes les procurations accordées antérieurement. Si vous NE souhaitez PAS révoquer toutes les procurations accordées antérieurement, n'acceptez pas les modalités et conditions, et vous pourrez alors assister à l'assemblée en tant qu'invité seulement; par contre, si vous acceptez les modalités et conditions, ne votez pas au scrutin sur les questions soumises à l'assemblée, et les procurations que vous avez accordées antérieurement ne seront alors pas révoquées.
- Si vous êtes habilité à voter à l'assemblée, il est important que vous soyez connecté à Internet en tout temps pendant l'assemblée afin de pouvoir voter à l'ouverture du scrutin. Il vous incombe de maintenir une bonne connectivité pendant la durée de l'assemblée.

Questions lors de l'assemblée

Les actionnaires inscrits et les fondés de pouvoir dûment nommés (y compris les actionnaires réels non inscrits qui se sont nommés eux-mêmes ou qui ont nommé un fondé de pouvoir tiers) qui assistent à l'assemblée virtuelle et qui ont adéquatement suivi les instructions fournies dans la présente circulaire pour voter en ligne à l'assemblée auront la possibilité de poser des

questions à l'assemblée durant une période de questions. Tout actionnaire ou fondé de pouvoir qui désire poser une question doit sélectionner l'icône des messages et taper sa question dans la fenêtre de clavardage dans la partie inférieure de l'écran des messages. Lorsque l'actionnaire ou le fondé de pouvoir est prêt à envoyer sa question, il peut cliquer sur le bouton en forme de flèche pour soumettre sa question au président de l'assemblée. Celui-ci réservera un bloc de temps lors de l'assemblée afin que les membres de la direction puissent répondre aux questions des actionnaires inscrits et des fondés de pouvoir dûment nommés qui assisteront à l'assemblée. Toutes les questions transmises seront modérées avant d'être acheminées au président de l'assemblée. Il sera possible de transmettre des questions au cours de l'assemblée jusqu'à ce que le président de l'assemblée mette fin à la période de questions. Nous prévoyons que les actionnaires auront essentiellement la même possibilité de poser des questions sur les points à l'ordre du jour avant l'assemblée qu'au cours des années précédentes lorsque l'assemblée était tenue en personne, sous réserve que lesdits actionnaires aient adéquatement suivi les directives fournies dans la présente circulaire pour participer à l'assemblée virtuelle et soient connectés à Internet à tous les moments requis. Après l'assemblée, une rediffusion sera disponible sur le site Web de la Société à l'adresse <https://www.canaccordgenuity.com/fr/relations-investisseurs/nouvelles-evenements/evenements/>.

Voter à l'assemblée

Chaque actionnaire inscrit et chaque actionnaire réel non inscrit qui s'est nommé lui-même pour assister à l'assemblée ou qui a nommé un fondé de pouvoir tiers pour qu'il l'y représente figurera sur une liste des actionnaires établie par l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres, Computershare. Pour exercer les droits de vote rattachés aux actions agrafées à l'assemblée, chaque actionnaire inscrit ou fondé de pouvoir devra saisir son numéro de contrôle ou le nom d'utilisateur qui lui a été fourni par Computershare à l'adresse <https://web.lumiagm.com/#/434429753> avant le début de l'assemblée. Pour pouvoir voter, les actionnaires réels non inscrits qui se nomment eux-mêmes en tant que fondés de pouvoir SONT TENUS de s'inscrire auprès de Computershare à l'adresse <https://www.computershare.com/canaccord> après avoir soumis leur formulaire d'instructions de vote afin de recevoir un nom d'utilisateur.

Si un actionnaire qui a soumis une procuration assiste à l'assemblée par l'intermédiaire de la webémission et accepte les modalités et conditions lorsqu'il se connecte à l'assemblée en ligne, les voix exprimées par cet actionnaire dans le cadre d'un scrutin seront comptées, et la procuration soumise ne sera plus prise en compte.

Les fondés de pouvoir qui n'auront pas obtenu un nom d'utilisateur ne pourront pas voter à l'assemblée.

Actionnaires inscrits

Si vous êtes un actionnaire inscrit, vous pouvez assister à l'assemblée en ligne. Vous pouvez aussi désigner quelqu'un (un fondé de pouvoir) pour vous représenter à l'assemblée en ligne et pour y voter en votre nom. Si vous remplissez et déposez le formulaire de procuration tel quel, vous aurez alors désigné le président du conseil d'administration de la Société (ou son remplaçant) pour assister à l'assemblée et y voter en votre nom. Le président du conseil de la Société (ou son remplaçant) ne sera pas tenu de s'inscrire en tant que fondé de pouvoir pour assister à l'assemblée et y voter en votre nom.

Vous avez le droit de désigner une autre personne physique ou morale que celles mentionnées dans le formulaire de procuration pour vous représenter à l'assemblée. Si telle est votre intention, vous pouvez le faire en biffant le nom des personnes mentionnées dans le formulaire de procuration, en inscrivant le nom de la personne physique ou morale que vous désignez dans l'espace prévu à cette fin et en signant le formulaire.

Si vous désirez voter par fondé de pouvoir à l'assemblée, vous devez soit a) remplir et signer la procuration et la retourner à l'agent des transferts de la Société, Services aux investisseurs Computershare inc. ou b) suivre les directives précisées dans la procuration pour voter par téléphone ou par Internet. Pour être valides, les droits de vote doivent être exercés par téléphone ou par Internet, ou la procuration doit être reçue par Computershare, au 100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 (à l'attention du Service de procuration), ou par télécopieur au +1 866-249-7775 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au +1 416-263-9524 (à l'extérieur du Canada et des États-Unis), au plus tard à 10 h (heure de l'Est), le mercredi 3 août 2022, ou, en cas d'ajournement ou de report de l'assemblée, au plus tard 48 heures (exclusion faite des samedis, dimanches et jours fériés) avant la reprise de ladite assemblée. Le président de l'assemblée générale peut, à sa discrétion, renoncer à l'échéance du dépôt des procurations ou repousser cette échéance sans préavis.

À titre d'actionnaire inscrit, vous pouvez, même en ayant donné une procuration, assister et voter à l'assemblée.

Révocation de votre procuration

Une procuration est révocable. Si vous avez donné une procuration, vous (ou votre représentant dûment autorisé par écrit) pouvez la révoquer en transmettant un avis écrit de la révocation à l'agent des transferts de la Société, Computershare, au 100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 (à l'attention du Service de procuration), ou par télécopieur au +1 866-249-7775 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au +1 416-263-9524 (à l'extérieur du Canada et des États-Unis), en tout temps jusqu'au dernier jour ouvrable précédant l'assemblée inclusivement, ou au président de l'assemblée avant un scrutin visé par la procuration. L'avis de révocation doit être signé comme suit : a) si vous êtes une personne physique, l'avis

doit être signé par vous, par votre représentant personnel ou par votre syndic de faillite et b) si vous êtes une personne morale, l'avis doit être signé par la personne morale ou par un représentant désigné par elle conformément à ses statuts. Si vous avez un numéro de contrôle à 15 chiffres pour vous connecter à l'assemblée en ligne et que vous acceptez les modalités et conditions, vous révoquerez toutes les procurations accordées antérieurement.

Actionnaires réels non inscrits

Si vos actions ordinaires ne sont pas immatriculées à votre nom, elles sont alors détenues au nom d'un intermédiaire (habituellement une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières, une banque ou une autre institution financière) ou à celui d'une agence de compensation comme La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitées. Vous êtes généralement appelé un actionnaire réel, propriétaire véritable ou actionnaire ou propriétaire non inscrit. Les documents destinés aux porteurs de titres sont envoyés aux propriétaires inscrits et propriétaires non inscrits des titres. Si vous êtes un propriétaire non inscrit et que l'émetteur ou son mandataire vous a transmis directement les documents, vos nom et adresse et les renseignements concernant les titres que vous détenez ont été obtenus auprès de l'intermédiaire qui les détient pour votre compte conformément aux exigences réglementaires applicables en matière de valeurs mobilières. Si vous remplissez et soumettez le formulaire d'instructions de vote habituel tel quel, vous aurez alors désigné le président du conseil d'administration de la Société (ou son remplaçant) pour assister à l'assemblée et y voter en votre nom. Le président du conseil de la Société (ou son remplaçant) ne sera pas tenu de s'inscrire en tant que fondé de pouvoir pour assister à l'assemblée et y voter en votre nom.

Les actionnaires réels non inscrits qui ne sont pas dûment nommés eux-mêmes en tant que fondés de pouvoir ne pourront pas voter à l'assemblée. Cela tient au fait que la Société ou son agent des transferts ne disposent pas d'un registre des actionnaires réels de la Société et, par conséquent, n'auront pas connaissance de votre participation ou de votre droit d'exercer un droit de vote à moins que vous vous nommiez vous-même en tant que fondé de pouvoir.

Diverses procédures existent pour l'exercice des droits de vote rattachés à vos actions ordinaires, et celles-ci peuvent varier selon les intermédiaires et les agences de compensation d'une façon qui échappe au contrôle de la Société. **Si vous êtes un actionnaire réel, vous devrez suivre rigoureusement les directives de l'intermédiaire ou de l'agence de compensation, dont celles concernant le moment et l'endroit auxquels un formulaire d'instructions de vote doit être transmis, sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister ou de participer à l'assemblée et votre présence et votre participation seront à l'entière discrétion de la Société.**

Vous recevrez habituellement l'un des documents suivants :

1. **Un formulaire d'instructions de vote de Computershare.** Si vous recevez ce formulaire et désirez voter à l'assemblée, vous devez a) remplir le formulaire d'instructions de vote de Computershare et le retourner à Computershare ou b) suivre les directives figurant dans le formulaire afin de voter par téléphone ou par Internet. Les droits de vote doivent être exercés par téléphone ou par Internet, ou le formulaire d'instructions de vote doit être reçu par Computershare, au 100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1 (à l'attention du Service de procuration), ou par télécopieur au +1 866-249-7775 (sans frais au Canada et aux États-Unis) ou au +1 416-263-9524 (à l'extérieur du Canada et des États-Unis), au plus tard à 10 h (heure de l'Est), le mercredi 3 août 2022, ou, en cas d'ajournement ou de report de l'assemblée, au plus tard 48 heures (exclusion faite des samedis, dimanches et jours fériés) avant la reprise de ladite assemblée. Si vous désirez aussi **assister** et participer à l'assemblée et y voter (ou faire en sorte qu'une autre personne y assiste et vote en votre nom), vous devez suivre les directives précisées dans le formulaire et vous inscrire à titre de fondé de pouvoir conformément aux directives fournies à la rubrique « Se connecter à l'assemblée virtuelle », **sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister ou de participer à l'assemblée et votre présence et votre participation seront à l'entière discrétion de la Société.**
2. **Un formulaire d'instructions de vote de Broadridge.** Il s'agit d'un formulaire fourni par Broadridge Financial Solutions (« **Broadridge** ») conformément aux ententes souvent prises par les courtiers pour déléguer à Broadridge la responsabilité d'obtenir des instructions de vote. Si vous recevez un formulaire d'instructions de vote de Broadridge et que vous désirez voter à l'assemblée, vous devez soit a) remplir et retourner le formulaire d'instructions de vote de Broadridge à cette dernière ou b) suivre les directives précisées dans le formulaire pour voter par téléphone ou par Internet ou utiliser l'application Broadridge ProxyVote qui peut être téléchargée sur l'App Store et Google Play. Broadridge compilera les résultats et transmettra ensuite à Computershare des directives concernant l'exercice des droits de vote rattachés aux actions qui seront représentées à l'assemblée. Vous devez retourner le formulaire d'instructions de vote à Broadridge ou donner vos directives de vote par téléphone, par Internet ou au moyen de l'application ProxyVote bien avant l'assemblée pour que les droits de vote rattachés à vos actions puissent être exercés. Si vous désirez aussi **assister** et participer à l'assemblée et y voter (ou faire en sorte qu'une autre personne y assiste et vote en votre nom), vous devez suivre les directives précisées dans le formulaire et vous inscrire à titre de fondé de pouvoir conformément aux directives fournies à la rubrique « Se connecter à l'assemblée virtuelle », **sans quoi il ne vous sera pas permis d'assister ou de participer à l'assemblée et votre présence et votre participation seront à l'entière discrétion de la Société.**

Nous pourrions aussi faire appel au service QuickVote^{MC} de Broadridge pour aider les actionnaires réels non inscrits à exercer les droits de vote rattachés à leurs actions. Les actionnaires réels non inscrits peuvent être contactés par Kingsdale, à qui ils pourront donner leurs directives de vote directement par téléphone. Broadridge compilera ensuite les directives reçues et transmettra des directives concernant l'exercice des droits de vote rattachés aux actions qui seront représentées à l'assemblée.

Si vous avez des questions sur la manière d'exercer vos droits de vote, veuillez communiquer avec notre conseiller stratégique pour les actionnaires et agent de sollicitation de procurations, Kingsdale Advisors, en composant le +1.800.775.3159 (sans frais) en Amérique du Nord ou le numéro +1.416.867.2272 (à frais virés) de l'extérieur de l'Amérique du Nord ou envoyant un courriel à l'adresse contactus@kingsdaleadvisors.com.

Révocation de votre procuration

Un actionnaire non inscrit peut révoquer une procuration ou un formulaire d'instructions de vote transmis à un intermédiaire sur avis écrit à ce dernier. Pour assurer qu'un intermédiaire agisse en fonction de la révocation d'une procuration ou d'un formulaire d'instructions de vote, l'avis écrit devra lui parvenir bien avant l'assemblée.

Dispositions relatives à l'exercice des droits de vote visés par les procurations

Si vous êtes un actionnaire inscrit et soumettez une procuration ayant la forme de celle du formulaire transmis aux actionnaires inscrits (la « **procuration** »), les droits de vote rattachés aux actions représentées par la procuration seront alors exercés ou feront l'objet d'une abstention conformément à vos directives dans le cadre de tout scrutin pouvant avoir lieu et, si vous précisez le choix de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter, selon le cas, relativement à une question à trancher, les droits de vote rattachés à vos actions seront exercés conformément à celui-ci. **Si vous retournez une procuration sans donner de directives ni préciser la façon dont vous voulez que vos droits de vote soient exercés, les droits de vote afférents à vos actions seront exercés en faveur de toutes les propositions mentionnées dans la procuration et en faveur de l'élection des administrateurs, de la nomination des auditeurs, ainsi que la résolution consultative et non contraignante visant l'acceptation de la rémunération des membres de la haute direction décrite dans la présente circulaire.**

La procuration confère à la personne qui y est désignée le pouvoir discrétionnaire de voter selon son propre jugement à l'égard de toute modification des questions mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée et de toute autre question pouvant être dûment soumise à l'assemblée. À la date de la présente circulaire, la direction de la Société n'est au courant d'aucune autre modification ou question susceptible d'être soumise à l'assemblée, hormis celles mentionnées dans l'avis de convocation.

Importantes restrictions à l'actionnariat

En vertu des règles établies par certaines autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada, des États-Unis et d'autres territoires, l'actionnariat d'un courtier en placement ou en valeurs mobilières est assujéti à certaines restrictions. Pour permettre à la Société et à ses filiales de se conformer à ces exigences, les statuts de la Société comportent les dispositions résumées ci-après. Ce résumé est fourni à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les statuts eux-mêmes. Les statuts, de même que les documents déposés par la Société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, peuvent être consultés sur le site Web de la Société, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/fr (sous « Relations investisseurs – Ressources pour investisseurs – Gouvernance et déclarations d'entreprise »).

Lorsque des procurations sont sollicitées auprès des actionnaires à ou avant une assemblée, la Société peut en tout temps demander une déclaration relative à la détention d'actions de la Société à titre de propriétaire réel et à toute autre question que les administrateurs jugent pertinente aux fins de déterminer si la détention d'actions par une personne est susceptible de contrevenir aux statuts ou aux exigences légales ou réglementaires applicables.

La Société a le pouvoir de révoquer les droits de vote rattachés à toute action de toute catégorie si :

- a) une personne détient à titre de propriétaire réel ou contrôle, directement ou indirectement, une « participation importante » dans la Société sans avoir obtenu toutes les approbations requises de toutes les autorités de réglementation en valeurs mobilières pertinentes;
- b) une personne qui souhaite exercer, personnellement ou par fondé de pouvoir, des droits de vote refuse de signer et de délivrer, à l'égard de sa propriété réelle d'actions de la Société, une déclaration ou d'autres renseignements raisonnablement nécessaires pour aider les administrateurs à prendre leurs décisions en vertu des statuts; ou
- c) les administrateurs ont établi, sur la foi de la déclaration ou des renseignements fournis par une personne qui souhaite exercer des droits de vote, que ladite personne peut détenir ou contrôler, directement ou indirectement, une « participation importante » dans la Société sans avoir obtenu toutes les approbations requises de toutes les autorités de réglementation en valeurs mobilières pertinentes.

À ces fins, une « participation importante » se rapporte à une participation définie par diverses autorités de réglementation en valeurs mobilières (y compris la Bourse de Toronto, Bourse de croissance TSX inc., la Bourse de Montréal inc. et l'Autorité des

marchés financiers au Québec) qui n'exige aucun préavis ni aucune approbation. Ces participations correspondent notamment et tout au moins à la détention : i) de titres avec droit de vote assurant au moins 10 % des votes rattachés à la totalité des titres avec droit de vote de la Société; ii) d'au moins 10 % des titres participatifs en circulation de la Société; ou iii) d'une participation représentant au moins 10 % du total des titres de la Corporation Canaccord Genuity (filiale en propriété exclusive de la Société) ou à d'autres descriptions similaires.

Puisque la Société est la société mère de Canaccord Genuity Corp. et de JitneyTrade Inc., qui sont toutes deux réglementées par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), les règles des courtiers membres de l'OCRCVM exigent que la Société obtienne l'approbation préalable d'un conseil de section de l'OCRCVM pour toute transaction qui permettrait à un investisseur, seul ou avec des entreprises associées ou des filiales, de détenir des titres avec droit de vote assurant au moins 10 % des votes rattachés à la totalité des titres avec droit de vote de la Société.

Puisque la Société est la société mère de Canaccord Genuity LLC, qui est réglementée par la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA), Canaccord Genuity LLC (le membre) doit, en vertu des règles de la FINRA, obtenir l'autorisation préalable de la FINRA pour a) toute acquisition directe ou indirecte, ou tout transfert direct ou indirect, de 25 % ou plus du total de l'actif du membre ou de tout actif, toute société ou toute activité qui génère des produits des activités ordinaires représentant 25 % ou plus du total des bénéfices du membre, mesuré sur une période consécutive de 36 mois, et pour b) tout changement dans l'actionariat du membre faisant en sorte qu'une personne ou une entité détiendrait ou contrôlerait directement ou indirectement 25 % ou plus du capital social.

Puisque la Société est la société mère de Canaccord Genuity Limited et d'autres filiales réglementées par la Financial Conduct Authority (FCA) au Royaume-Uni, la loi intitulée *Financial Services and Markets Act 2000* (Royaume-Uni) impose aux contrôleurs et contrôleurs proposés de ces filiales l'obligation d'obtenir l'approbation de la FCA avant de prendre le contrôle ou de hausser le niveau de contrôle détenu (dans certaines circonstances). Le défaut d'obtenir cette approbation constitue une infraction en vertu de la *Financial Services and Markets Act 2000* (Royaume-Uni). En ce qui a trait à Canaccord Genuity Limited et aux autres filiales régies par la FCA, un « contrôlant » est une personne qui (avec ses associés) détient au moins 10 % des actions ou droits de vote de la Société ou qui est en mesure d'influer de manière importante sur la gestion de la Société grâce à son actionariat dans la Société.

Les lois d'Australie, de Dubaï, de Hong Kong, de Singapour et des dépendances de la Couronne des îles de Jersey, de Guernesey et de l'île de Man, qui font partie des îles de la Manche, imposent des obligations semblables à l'égard des filiales de la Société et prévoient des infractions similaires. Ces filiales sont régies par les autorités de réglementation des contrats à terme standardisés et des valeurs mobilières dans ces territoires.

Quorum

Les statuts de la Société prévoient que le quorum pour une question à l'ordre du jour de l'assemblée est de deux personnes qui détiennent ou représentent par procuration au total au moins 25 % des actions émises conférant des droits de vote à l'assemblée.

Titres avec droit de vote et principaux porteurs de titres avec droit de vote

Les administrateurs de la Société ont fixé le 6 juin 2022 comme date de clôture des registres aux fins de déterminer les actionnaires ayant le droit de voter à l'assemblée. Seuls les actionnaires inscrits le 6 juin 2022 ont le droit de voter à l'assemblée, qu'elle ait été ajournée ou non. Chaque actionnaire inscrit dispose d'un vote pour chaque action ordinaire détenue à la fermeture des bureaux le 6 juin 2022. À cette date, il y avait 99 155 832 actions ordinaires de la Société en circulation.

En date du 6 juin 2022, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Société n'avaient connaissance d'aucune personne ou société qui détenait ou qui contrôlait, directement ou indirectement, en propriété réelle des actions ordinaires de la Société assurant au moins 10 % des droits de vote rattachés aux actions ordinaires.

Élection des administrateurs

Les administrateurs de la Société sont élus par ses actionnaires à chaque assemblée générale annuelle et occupent leurs fonctions pendant un an jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce que leur remplaçant ait été dûment élu ou nommé.

La candidature des personnes dont le nom figure dans le tableau suivant a été proposée aux fins d'élection aux postes d'administrateurs de la Société, pour siéger à ce titre jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante, jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce que leur remplaçant ait été dûment élu ou nommé. **En l'absence de directives contraires, les droits de vote visés par les procurations données en vertu de la sollicitation par la direction de la Société seront exercés en faveur des candidats énumérés dans la présente circulaire. La direction ne prévoit pas que l'un ou l'autre des candidats sera dans l'impossibilité de siéger comme administrateur. Si l'une des candidatures de la liste du tableau suivant est retirée avant l'assemblée,**

la direction exercera, à sa discrétion, les droits de vote visés par la procuration en faveur de l'élection de toute(s) autre(s) personne(s) à un poste d'administrateur.

Le tableau suivant indique le nom des candidats à l'élection à titre d'administrateurs, les postes qu'ils occupent au sein de la Société, leur fonction principale, la période pendant laquelle ils ont déjà siégé comme administrateurs de la Société, leur appartenance aux comités permanents du conseil d'administration (le « conseil d'administration ») et le nombre d'actions ordinaires de la Société et de ses filiales qui sont détenues en propriété réelle ou contrôlées, directement ou indirectement, par chacun des candidats à un poste d'administrateur. Actuellement, le conseil d'administration est constitué de onze administrateurs. MM. Michael Harris et Terrence Lyons ainsi que M^{me} Merri Jones ne seront pas candidats en vue de leur réélection. La taille du conseil d'administration a été fixée à neuf administrateurs, et la candidature de M. Michael Auerbach et des huit autres administrateurs actuellement en poste a été proposée en vue de leur élection.

L'information relative aux actions et aux autres titres détenus en propriété réelle a été fournie par les administrateurs eux-mêmes et, à moins d'indication contraire, est à jour en date du 31 mai 2022.

Nom et lieu de résidence	Poste au sein de la Société	Fonction principale	Administrateur depuis	Actions détenues	UAD détenues ²
Michael Auerbach ¹ New York, New York, États-Unis	Candidat au poste d'administrateur	Fondateur et membre dirigeant, Subversive Capital LLC	—	—	—
Charles N. Bralver ^{3, 4} Nantucket, Massachusetts, États-Unis	Administrateur	Administrateur de sociétés et conseiller	2010	60 500	111 016
Daniel J. Daviau Toronto, Ontario, Canada	Chef de la direction et administrateur	Chef de la direction de la Société et de la Corporation Canaccord Genuity	2015	3 307 045 ⁵	—
Gillian H. Denham ^{4, 6} Toronto, Ontario, Canada	Administratrice principale	Présidente d'Authentum Partners Ltd. et administratrice de sociétés	2020	—	12 827
David J. Kassie ⁷ Toronto, Ontario, Canada	Président du conseil et administrateur	Président du conseil d'administration de la Société et du Groupe Canaccord Genuity	2010	4 804 743 ⁸	—
Jo-Anne O'Connor ⁴ Toronto, Ontario, Canada	Administratrice	Présidente et chef de la direction, Strategem Capital Corp.	2021	513 050 ⁹	4 325
Dipesh J. Shah ^{3, 4} Londres, Angleterre	Administrateur	Administrateur de sociétés	2012	—	97 844
Francesca Shaw ⁴ Toronto, Ontario, Canada	Administratrice	Administratrice de sociétés et conseillère	2021	—	3 460
Sally J. Tennant ³ Londres, Angleterre	Administratrice	Administratrice de sociétés et conseillère et consultante en gestion de patrimoine	2019	30 350	31 792

- 1) M. Auerbach était administrateur de CybAero AB, société aérospatiale suédoise qui mettait au point et fabriquait des hélicoptères télépilotés, au moment où, en juin 2018, celle-ci a déclaré faillite.
- 2) Chacun des administrateurs indépendants a reçu des unités d'actions différées. Se reporter à la note c) du tableau sous l'en-tête « Rémunération des administrateurs » à la page 48 et à la rubrique « Unités d'actions différées » à la page 49.
- 3) Siègent actuellement au comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.
- 4) Siègent actuellement au comité d'audit et de risque.
- 5) En outre, M. Daviau détient 800 000 options sur actions liées au rendement et, compte non tenu de tout ajustement au titre des dividendes, 752 681 unités d'actions liées au rendement (UALR) de l'exercice 2020, 437 589 UALR de l'exercice 2021 et 426 530 UALR de l'exercice 2022.
- 6) De juin 2012 à juin 2016, M^{me} Denham a été administratrice de Penn West Petroleum Ltd., société qui a fait l'objet d'ordonnances d'interdiction d'opérations à la suite de l'annonce en juillet 2014 par Penn West Petroleum Ltd. de la révision de certaines de ses pratiques comptables et de la décision de retraiter ses états financiers. Ces ordonnances ne sont plus en vigueur.
- 7) M. Kassie était administrateur d'ACE Aviation Holdings inc. au moment où, le 25 avril 2012, les actionnaires ont adopté une résolution approuvant la liquidation de la société en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Le processus de liquidation est toujours en cours. M. Kassie est également un administrateur de Reitmans (Canada) Ltd., un détaillant de vêtements pour femmes, qui, le 19 mai 2020, a reçu une première ordonnance en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* en vue d'une restructuration et qui, le 12 janvier 2022, est sortie de la procédure de restructuration.
- 8) De ces actions, 662 261 sont détenues par une fiducie dont M. Kassie est l'un des bénéficiaires. En outre, M. Kassie détient 400 000 options sur actions liées au rendement et compte non tenu de tout ajustement au titre des dividendes, 341 839 UALR de l'exercice 2020, 175 036 UALR de l'exercice 2021 et 172 253 UALR de l'exercice 2022.
- 9) De ces actions, 450 000 sont détenues par Strategem Capital Corporation dont M^{me} O'Connor est présidente et chef de la direction.

VOTE À LA MAJORITÉ

En vertu de la loi sur les sociétés applicable, les actionnaires ne peuvent que voter « en faveur » des administrateurs ou « s'abstenir » de voter, mais ne peuvent pas voter « contre » eux. Par conséquent, un seul vote « en faveur » d'un administrateur peut entraîner son élection, quel que soit le nombre d'abstentions. Dans le cadre de l'assemblée, le formulaire de procuration utilisé pour l'élection des administrateurs permettra aux actionnaires de voter séparément en faveur de chaque candidat au poste d'administrateur ou de s'abstenir. Le conseil d'administration a adopté une politique de vote à la majorité en exigeant des administrateurs qu'ils remettent leur démission dans les cas (sauf dans le cas d'élections contestées) où le nombre d'abstentions est supérieur au nombre de votes exprimés en leur faveur. Le conseil d'administration doit déterminer s'il accepte ou non la démission dans les 90 jours suivant la date de l'élection. Il ne doit pas accepter la démission d'un administrateur sauf dans des circonstances exceptionnelles. La démission prendra effet par suite de l'approbation du conseil d'administration. L'administrateur qui a soumis sa démission ne peut pas participer aux assemblées au cours desquelles la démission est

examinée. La Société est tenue de rapidement publier un communiqué de presse annonçant la décision du conseil d'administration. Si le conseil d'administration refuse la démission, le communiqué doit indiquer clairement les raisons de cette décision.

La présente politique de vote à la majorité ne s'applique pas si le nombre de candidats à un poste d'administrateur est supérieur au nombre d'administrateurs à élire, notamment en cas de course aux procurations. Dans le cas où une élection est contestée, sous réserve de la loi applicable, le mode de scrutin qui sera appliqué aux fins de l'élection des administrateurs à l'assemblée sera déterminé par le président de l'assemblée à son entière discrétion.

RÉSULTAT DES VOTES DE L'ÉLECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des porteurs d'actions ordinaires tenue le 5 août 2021, les actionnaires ont voté en faveur de la nomination d'Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. comme auditeurs de la Société pour l'exercice suivant et ont autorisé les administrateurs à fixer leur rémunération (99,81 % en faveur), en faveur de l'établissement du nombre d'administrateurs à dix (99,80 % en faveur), en faveur de l'approbation de i) la totalité des options sur actions non attribuées dans le cadre du régime d'options sur actions liées au rendement et ii) du maintien de la capacité de la Société à attribuer des options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement jusqu'au 5 août 2024 (97,50 % en faveur), en faveur de la résolution consultative et non contraignante visant l'acceptation de la rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire d'information de la direction de 2021 de la Société (93,73 % en faveur) et ont voté pour les candidats au poste d'administrateurs proposés par la direction comme suit :

Administrateur	Votes « en faveur », en pourcentage des votes exprimés pour l'administrateur	Votes « abstentions » en pourcentage des votes exprimés pour l'administrateur ou des abstentions
Charles N. Bralver	97,52 %	2,48 %
Daniel J. Daviau	99,25 %	0,75 %
Gillian H. Denham	97,86 %	2,14 %
Michael D. Harris	94,51 %	5,49 %
Merri L. Jones	99,91 %	0,09 %
David J. Kassie	97,22 %	2,78 %
Terrence A. Lyons	93,34 %	6,66 %
Jo-Anne O'Connor	99,91 %	0,09 %
Dipesh J. Shah	99,90 %	0,10 %
Sally J. Tennant	99,28 %	0,72 %

ANTÉCÉDENTS DES CANDIDATS

Le profil des candidats à l'élection à titre d'administrateur de la Société est résumé ci-après. Sauf pour ce qui figure ci-dessous, chaque candidat a occupé la même fonction principale au cours des cinq dernières années.

Michael Auerbach, 46 ans, est entrepreneur, investisseur, conseiller d'affaires, producteur média et diplomate privé. Depuis 2013, il agit à titre de membre dirigeant de Subversive Capital LLC, une société de capital de risque dont il est le fondateur, qui investit exclusivement dans des sociétés radicalement innovantes dont la mission principale bouleverse le statu quo et dont la réussite nécessite l'élaboration de stratégies gouvernementales et réglementaires sophistiquées. Depuis 2021, il agit également à titre de membre dirigeant de Subversive Capital Advisor LLC, une société de conseils en placement inscrite auprès de la SEC qui a récemment lancé le FNB Subversive Metaverse sur le Chicago Board Options Exchange (CBOE). M. Auerbach a été chef de la direction de Subversive Acquisition LP, une société d'acquisition à vocation spécifique canadienne cotée en Bourse qui, à la suite de sa transaction admissible, est devenue Intercure Ltd. en avril 2021. M. Auerbach a été président du conseil d'administration de Subversive Capital Acquisition Corp., une société d'acquisition à vocation spécifique canadienne cotée en Bourse qui, à la suite de sa transaction admissible, est devenue TPCO Holding Corp. Depuis novembre 2012, en sa qualité de diplomate privé, M. Auerbach agit à titre de premier vice-président d'Albright Stonebridge Group, une entité de Denton Global Advisors qui est le cabinet de services-conseils d'envergure mondiale fondée par la défunte Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'État des États-Unis. Avant son arrivée chez Albright Stonebridge Group, M. Auerbach a fondé une société de services-conseils en gestion des risques qu'il a par la suite vendue à Control Risks, un cabinet de conseils spécialisé en gestion des risques de premier plan à l'échelle mondiale. M. Auerbach a commencé sa carrière pendant le boom des entreprises point-coms à la fin des années 1990 alors qu'il dirigeait Panopticon Inc., un incubateur d'entreprises en capital de risque spécialisé dans les technologies Internet et mobile. M. Auerbach a été producteur délégué chez Pseudo Programs. M. Auerbach a également occupé des postes de direction au sein du Center for American Progress et de The Century Foundation, où il se consacrait à des enjeux liés à la politique étrangère et à la sécurité nationale des États-Unis, ainsi qu'au règlement de différends. Ses travaux ont fait l'objet de diverses publications à l'échelle nationale et internationale, et il a été professeur invité à la New School for Social Research. Il a également enseigné à l'Université du Cap et au Collège de Chypre. M. Auerbach a obtenu une maîtrise en relations internationale de l'Université Columbia et un baccalauréat en théorie critique de la New School for Social Research.

À l'heure actuelle, M. Auerbach est administrateur des sociétés ouvertes Atai Life Sciences NV, The Parent Company (TPCO Holding Corp.) et Tuscan Holdings Corp. Il.

Charles N. Bralver, IAS.A., 70 ans, est membre de la direction des services financiers et compte plus de 30 ans d'expérience sur les marchés des capitaux. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il a également agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver est le président du conseil d'administration de Sigma 7 et agit également à titre d'administrateur de la Société et d'AkinovA Ltd., place de marché électronique dans le secteur des risques en assurance, et siège au conseil de leadership de r4 qui vise à développer une solution d'intelligence artificielle. Il est membre du Royal Institute of International Affairs, de l'Institut des administrateurs de sociétés du Canada et de Business Executives for National Security aux États-Unis. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School et du Dartmouth College.

À l'heure actuelle, M. Bralver n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Dan Daviau, 57 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. Il occupait le poste de président de la division Marchés des capitaux de Canaccord Genuity pour l'Amérique du Nord depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de la division Marchés des capitaux des États-Unis et a concouru à y structurer le financement de sociétés, la recherche, la vente et la négociation dans la région, et à améliorer les possibilités d'affaires transfrontalières. De 2010 à 2012, il a été chef, Financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion entre Canaccord et Genuity, annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Marchés de Capitaux Genuity, où il a occupé différents postes de dirigeant depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été cochef, Financement de sociétés à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Il y a occupé les postes de chef, Groupe des médias et télécommunications à partir de 2000, et de chef, Groupe du financement des sociétés et technologies au Canada à partir de 1997.

Ayant amorcé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodmans LLP, M. Daviau possède une grande expérience dans une vaste gamme d'opérations financières et de fusions-acquisitions.

M. Daviau est basé à Toronto, au Canada, et il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit (LL. B.) du même établissement (Osgoode Hall) et d'un baccalauréat ès arts (mathématique et statistique) de l'Université Western Ontario.

À l'heure actuelle, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Gillian (Jill) Denham, 61 ans, est présidente d'Authentum Partners Ltd., société qui investit dans la technologie et dans des entreprises exerçant des activités dans des domaines connexes et fournit des services consultatifs. M^{me} Denham siège actuellement au conseil d'administration de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée, de Kinaxis inc. et de LifeWorks inc. (auparavant Morneau Shepell inc.). Elle a travaillé pendant de nombreuses années chez Wood Gundy et à la CIBC. Elle a occupé des postes à la haute direction de banques d'investissement, a été présidente des Services aux marchands et capitaux privés et a exercé des responsabilités régionales pour la CIBC en Europe. Elle a également dirigé les services bancaires de détail de la CIBC. Elle est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en administration des affaires de l'Ivey Business School de l'Université Western Ontario et d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School.

David Kassie, 66 ans, est devenu président du conseil d'administration du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil d'administration de la CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et a occupé ce poste jusqu'à la nomination de M. Daviau au titre de chef de la direction. M. Kassie occupe actuellement le poste de président du conseil d'administration à temps complet.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs : il fait partie du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences après en avoir été le président, et il a déjà siégé aux conseils d'administration de la Richard Ivey School of Business, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children (SickKids).

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977) et un MBA de l'Université Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Jo-Anne O'Connor, 62 ans, cumule plus de 35 ans d'expérience dans le secteur des services financiers et possède une grande expertise à l'égard des marchés des capitaux. Elle a passé plus de 30 ans (de 1985 à 2014) chez Wood Gundy et à la CIBC, occupant des postes de cadre supérieur en négociation d'actions institutionnelles. De 2017 à 2020, M^{me} O'Connor a été directrice générale et chef de la direction de Crescentwood Capital, cabinet privé. À l'heure actuelle, elle est présidente et chef de la direction de Strategem Capital Corporation, société de portefeuille dont les actions se négocient en Bourse (SGETSXV) et dont l'objectif est de procurer une croissance au moyen d'actifs de placement diversifiés.

À l'heure actuelle, M^{me} O'Connor n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Dipesh Shah, OBE, FRSA, 69 ans, est président de National Highways et administrateur et président du comité de placement du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures et du Fonds Marguerite de l'UE.

M. Shah a déjà été chef de la direction de l'Autorité de l'énergie atomique du Royaume-Uni (R.-U.) et de diverses grandes entreprises au sein de BP plc, où il a été membre du Groupe des leaders depuis plus d'une décennie, et dernièrement, chef mondial, Acquisitions et cessions. M. Shah était notamment président du conseil d'administration de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Administration, de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JX Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016, et administrateur de The Crown Estate de 2011 à 2018, de Thames Water de 2007 à 2017 ainsi que de Cavendish Fluor Partnership de 2014 à 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs grandes organisations, notamment de Babcock International Group Plc et de Lloyd's of London, dans le secteur de l'assurance. Il a été fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School. Enfin, il a fait partie du Comité consultatif sur les sources d'énergie renouvelables du R.-U. de 1994 à 2002. Auparavant, M. Shah était chef économiste à BP Oil UK.

Né en Inde et élevé en Ouganda, M. Shah est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme pour cadres de direction de la Harvard Business School. Il a été nommé Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) à l'occasion de la Liste des honneurs du Nouvel An en 2007, et il est Life Fellow of the Royal Society of Arts (FRSA).

À l'heure actuelle, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Francesca Shaw, FCPA, FCA, 62 ans, compte près de 40 années d'expérience dans une grande diversité de postes de responsable de la gouvernance et de fonctions commerciales auprès de banques du Royaume-Uni et d'envergure internationale. Elle a amorcé sa carrière en 1982 chez Ernst & Young, où elle a occupé des postes à responsabilités croissantes en expertise comptable dans différents secteurs et pour des banques des annexes A et B. Elle est par la suite entrée au service de la CIBC, où elle a passé 20 années, assumant des fonctions de direction financière d'une importance stratégique de plus en plus grande, notamment à titre de première vice-présidente et chef comptable, mandat au cours duquel elle a joué un rôle de premier plan en aidant son organisation à composer avec succès avec la crise du crédit structuré et les enjeux liés à Enron ainsi qu'en contribuant à la mise en œuvre des trois accords de Bâle d'envergure et d'un système de répartition et de gestion des coûts d'entreprise, et de chef des services financiers de FirstCaribbean, mandat au cours duquel elle a fourni un leadership essentiel dans les domaines de la finance et du risque et assuré la gestion des relations avec quatorze organismes de réglementation internationaux. Elle s'est jointe à la Banque TD en 2011, initialement à titre de première vice-présidente, chef des finances et chef de la gestion du risque, gestion de patrimoine et assurance, avant d'être promue au poste de première vice-présidente et chef des finances, assurance et cartes de crédit, pour finalement devenir chef de la productivité aux États-Unis, mandat au cours duquel elle a dirigé la conception et l'exécution d'un programme de productivité pour l'ensemble des États-Unis. Plus récemment, soit de 2015 à 2020, elle a été chef des services financiers de C. Hoare & Co.

Hors du domaine des services financiers, M^{me} Shaw démontre un inlassable engagement à l'égard du bénévolat et du développement des collectivités. Au cours de plus de 30 années de travail bénévole auprès de Centraide de la région du Grand Toronto, elle a occupé de nombreux postes clés au sein du conseil d'administration de cette organisation, notamment à titre de présidente du comité d'impact communautaire et du comité d'innovation, en plus d'agir à titre de fiduciaire pour des groupes de travail gouvernementaux conjoints et de diriger diverses initiatives de gouvernance en appui à des entités en difficulté.

M^{me} Shaw est également administratrice indépendante non dirigeante de Cashplus Bank, au Royaume-Uni. À l'heure actuelle, M^{me} Shaw n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Sally Tennant, OBE, 66 ans, est l'associée fondatrice d'Acorn Capital Advisers, société indépendante de services consultatifs en gestion de patrimoine, et a été présidente-directrice générale de trois banques : Kleinwort Benson (de 2011 à 2014), Schroders Private Banking (2002-2006) et Lombard Odier (UK) Ltd. (de 2007 à 2010), mais aussi présidente du conseil d'administration d'une quatrième, Duncan Lawrie Ltd. Elle possède également une vaste expérience en gestion d'actifs et de patrimoine en tant

qu'ancienne membre du conseil d'administration de Gartmore PLC, dont elle a créé la division institutionnelle mondiale. Elle a cumulé un total de 20 années d'expérience en gestion d'actifs au sein des sociétés Gartmore, Morgan Grenfell et SG Warburg/Mercury Asset Management. En outre, M^{me} Tennant a pris part au lancement d'un fond de couverture, Beaumont Capital, et elle possède une expérience approfondie des entreprises familiales et des familles multigénérationnelles sous différents aspects. Elle a notamment été membre du conseil d'administration d'une grande société familiale de portefeuille, B-FLEXION; elle a travaillé au sein d'une banque appartenant à une famille multigénérationnelle, Lombard Odier; et elle a offert ses services de consultation à de nombreuses familles très fortunées. Dans le domaine des actions non cotées et du capital privé, elle possède un fort bagage à titre de présidente, d'administratrice non exécutive et de présidente de la rémunération.

M^{me} Tennant est née et a grandi en Suisse. Elle a acquis une expérience internationale dans les îles Anglo-Normandes, aux États-Unis, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe continentale et en Europe de l'Est. Elle est titulaire d'un diplôme en science politique de l'Université de Durham. Elle est marraine de l'organisme de bienfaisance Tommy's the Baby Charity et fiduciaire de la Guy's & St. Thomas' Foundation. Elle a été nommée Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) à l'occasion de la Liste des Honneurs de la fête de la Reine en 2018.

À l'heure actuelle, M^{me} Tennant n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Présence aux réunions

Le tableau suivant indique la présence des candidats à au poste d'administrateur aux réunions du conseil et des comités tenues entre le 1^{er} avril 2021 et la date de la présente circulaire :

	Réunions du conseil d'administration		Réunions du comité d'audit et de risque		Réunions du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Charles N. Bralver	7/7	100 %	5/5	100 %	8/8	100 %
Daniel J. Daviau	7/7	100 %				
Gillian Denham	7/7	100 %	5/5	100 %		
David J. Kassie	7/7	100 %				
Jo-Anne O'Connor ¹	5/5	100 %	3/3	100 %	8/8	100 %
Dipesh Shah	7/7	100 %	5/5	100 %		
Francesca Shaw ²	4/4	100 %	2/2	100 %		
Sally Tennant	7/7	100 %			7/8	88 %

1) M^{me} O'Connor s'est jointe au conseil le 5 août 2021.

2) M^{me} Shaw s'est jointe au conseil le 27 septembre 2021.

Compétences et expériences

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine annuellement les critères généraux et particuliers applicables aux candidats dont la nomination au conseil d'administration sera envisagée. Cet examen vise à faire en sorte que la composition du conseil d'administration continue d'offrir la meilleure combinaison de compétences et d'expériences pour guider la stratégie à long terme et les activités commerciales courantes de la Société. Cet examen tient compte du bien-fondé du maintien chez les administrateurs d'une diversité raisonnable de compétences, d'expériences et de qualités personnelles, en plus des principales caractéristiques communes requises pour favoriser une participation efficace du conseil d'administration.

Le comité tient à jour une grille des compétences servant à identifier les lacunes ou les nouveaux domaines d'importance. Les compétences clés suivantes ont été déterminées :

- Expertise financière.* A des compétences financières; ce qui signifie qu'il a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en comptabilité et information financière et en finance d'entreprise, surtout en ce qui a trait aux marchés des obligations et des actions. Connaissance approfondie des contrôles internes et des PCGR ou des IFRS. Compétences en audit, en évaluation ou en analyse d'états financiers. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine (p. ex., un titre professionnel ou un diplôme en administration).
- Expertise en gouvernance.* Expérience en matière de gouvernance à titre d'administrateur ou de membre de la haute direction, notamment à titre de président d'un comité de gouvernance ou de mise en candidature (secteur public, privé ou sans but lucratif) ou dans un rôle de premier plan, soit comme chef du contentieux ou secrétaire général, y compris l'expertise acquise dans ce domaine grâce à un poste dans un cabinet d'avocat. Peut avoir une formation technique et une formation officielle (p. ex., un titre lié à la gouvernance ou d'administrateur) ou une autre formation universitaire liée à une profession en gouvernance.

- c) *Expérience en planification stratégique ou gestion de projets.* Expérience à titre de membre de la haute direction dans des projets d'infrastructure d'envergure ou des programmes de dépenses d'investissement. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine.
- d) *Expérience éprouvée en direction d'entreprises.* Expérience à titre de membre de la haute direction apportant une vision et une orientation stratégique visant à encourager l'innovation et à conceptualiser les principales tendances de manière à continuellement mettre l'entreprise au défi d'affiner sa vision tout en atteignant une croissance interne importante.
- e) *Compétences en matière de ressources humaines.* Expérience à titre de membre de la haute direction ou participation au sein d'un comité d'un conseil, et bonne connaissance de la rémunération, des programmes d'avantages sociaux et de retraite, de la planification en matière de capital humain, des dispositions législatives et des ententes. Des compétences particulières en rémunération des membres de la direction sont requises, notamment en ce qui a trait au salaire de base, aux incitatifs, aux actions et aux avantages indirects, ainsi qu'une connaissance de la rétention, de la relève, de la formation et du recrutement du capital humain. Des compétences et une expérience particulières sont requises relativement à la gestion du changement organisationnel et à la planification et à la mise en place de mesures en matière de diversité.
- f) *Compétences en matière de gestion des risques.* Expérience à titre de membre de la haute direction dans l'analyse de l'exposition aux risques et la détermination de facteurs d'atténuation appropriés visant à traiter cette exposition de la meilleure façon possible. Des compétences et une expérience particulières sont requises en matière de recensement et d'atténuation des risques géopolitiques.
- g) *Expérience à titre de président d'un comité ou d'un conseil d'administration.* Expérience à titre de membre du conseil d'administration d'une importante société ou organisation (secteur public, privé ou sans but lucratif).
- h) *Expérience en marketing et communications.* Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en marketing et communications pour le secteur des services financiers.
- i) *Expérience en technologies de l'information (TI).* Expérience à titre de membre de la haute direction ou en prestation de services consultatifs en TI. Peut avoir une formation technique et une formation officielle dans ce domaine. Des compétences et une expérience particulières sont requises en matière de transformation numérique, des technologies financières et de la cybersécurité.
- j) *Expérience politique ou gouvernementale.* Expérience dans un poste de haut niveau d'un gouvernement municipal, provincial ou fédéral, ou expérience à titre de membre de la haute direction dans le domaine de la consultation politique et publique.
- k) *Expérience sectorielle et fonctionnelle.* Expérience à titre de membre de la haute direction, en prestation de services consultatifs ou juridiques dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants, ainsi qu'une excellente connaissance du secteur : stratégie, marchés, concurrence, finance, enjeux opérationnels, questions réglementaires et technologie; peut comprendre une formation technique et une formation officielle dans les domaines suivants : banque d'investissement, fusions et acquisitions, ventes et négociation, gestion de patrimoine, exploitation, affaires juridiques, conformité réglementaire, ainsi que recensement des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») et mise en œuvre, gestion et présentation des informations connexes.
- l) *Expérience transfrontalière et propre à un pays.* Expérience à titre de membre de la haute direction, en prestation de services consultatifs ou juridiques dans le secteur des activités transfrontalières à l'international et dans au moins une des régions suivantes : Canada, Royaume-Uni et Europe, États-Unis, Asie et Australie. Une excellente connaissance de la stratégie, des marchés, de la concurrence, des enjeux culturels et opérationnels et des questions gouvernementales et réglementaires de cette ou de ces mêmes régions.

Le comité a relevé les compétences des candidats à l'élection à titre d'administrateur de la Société dans le contexte de la grille des compétences, comme suit :

	Michael Auerbach	Charles Bralver	Dan Daviau	Jill Denham	David Kassie	Jo-Anne O'Connor	Dipesh Shah	Francesca Shaw	Sally Tennant
Expertise financière	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expertise en gouvernance	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expérience en planification stratégique ou gestion de projets	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Expérience éprouvée en direction d'entreprises	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Compétences en matière de ressources humaines	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gestion du changement organisationnel		✓						✓	
Planification et mise en place de mesures en matière de diversité									
Compétences en matière de gestion des risques	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Recensement et atténuation des risques géopolitiques		✓							
Expérience à titre de président d'un comité ou d'un conseil	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓
Expérience en marketing et communications	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Expérience en technologies de l'information (TI).	✓							✓	
Transformation numérique et technologies financières				✓	✓			✓	
Cybersécurité		✓			✓				
Expérience politique ou gouvernementale	✓						✓		
Expérience sectorielle et fonctionnelle	✓								
Financement de sociétés	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
Fusions et acquisitions	✓		✓	✓	✓	✓	✓		
Ventes et négociation	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓
Gestion de patrimoine	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Exploitation						✓			✓
Affaires juridiques			✓						
Conformité réglementaire		✓						✓	✓
Facteurs ESG				✓		✓	✓		✓
Expérience propre à un pays									
Activités transfrontalières à l'international		✓	✓				✓		
Canada	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	
Royaume-Uni	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Territoire continental européen							✓		✓
États-Unis	✓	✓	✓	✓	✓				
Asie (y compris l'Australie)			✓		✓		✓		

Nomination des auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. agit comme auditeur de la Société depuis le 21 juin 2004. La direction de la Société entend reconduire la nomination de ce cabinet. **Les procurations données en vertu de la sollicitation par la direction de la Société seront exercées conformément aux directives et, en l'absence de directives, elles seront exercées en faveur de la reconduction de la nomination d'Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. selon une rémunération à être fixée par les administrateurs.**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2022, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. a facturé des honoraires de 5 043 300 \$ pour des services d'audit (y compris les audits légaux et réglementaires pour les filiales situées dans les territoires où de tels audits sont exigés), 109 000 \$ en honoraires liés à l'audit, ainsi que 1 186 620 \$ en honoraires d'observation fiscale et de préparation de déclarations de revenus et pour des services consultatifs en fiscalité, y compris des travaux de consultation sur diverses questions liées à l'impôt des sociétés, notamment les honoraires de fiscalité relatifs aux acquisitions. Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. a facturé des honoraires de 4 743 660 \$ pour des services d'audit (y compris les audits légaux et réglementaires pour les filiales situées dans les territoires où de tels audits sont exigés), 108 000 \$ en honoraires liés à l'audit, ainsi que 1 036 759 \$ en honoraires d'observation fiscale et de préparation de déclarations de revenus et pour des services consultatifs en fiscalité, y compris des travaux de consultation sur diverses questions liées à l'impôt des sociétés, notamment les honoraires de fiscalité relatifs aux acquisitions.

Vote consultatif des actionnaires sur la rémunération des membres de la haute direction

Dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de 2021, le conseil d'administration a approuvé la tenue d'un vote consultatif sur la rémunération des membres de la haute direction qui a eu lieu pour la première fois à l'occasion de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société. Ce vote consultatif permet aux actionnaires d'exprimer leurs points de vue sur l'approche du conseil d'administration en matière de rémunération des membres de la haute direction. À l'assemblée, le conseil d'administration demande aux actionnaires de participer à un vote consultatif sur l'approche du conseil d'administration en matière de rémunération des membres de la haute direction décrite à la rubrique « Analyse de la rémunération » de la présente circulaire. Les résultats ne lient pas le conseil d'administration, mais le conseil d'administration et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération ont l'intention de tenir compte des résultats du vote consultatif lorsqu'ils auront à prendre des décisions en matière de rémunération dans l'avenir. La Société communique les résultats du vote consultatif des actionnaires dans le cadre de son rapport sur les résultats du vote à l'assemblée. Lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des porteurs d'actions ordinaires tenue le 5 août 2021, plus de 93 % des voix exprimées l'ont été en faveur de la résolution consultative et non contraignante visant l'acceptation de l'approche de la Société en matière de rémunération des membres de la haute direction décrite dans la circulaire d'information de la direction de la Société datée du 11 juin 2021.

Le conseil d'administration invite les lecteurs à lire la rubrique « Analyse de la rémunération » de la présente circulaire, à partir de la page 25. Cette rubrique décrit l'approche de la Société en matière de rémunération des membres de la haute direction, y compris sa philosophie et ses programmes de rémunération des membres de la haute direction, lesquels visent à attirer, à motiver et à maintenir en poste des professionnels chevronnés afin d'assurer le succès continu de la Société et d'améliorer la valeur pour les actionnaires.

À l'assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, s'ils le jugent approprié, à adopter, à titre consultatif, une résolution ordinaire non contraignante visant à approuver l'approche du conseil d'administration en matière de rémunération des membres de la haute direction (la « **résolution consultative sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction** »). Le libellé de la résolution consultative sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction est le suivant :

IL EST RÉSOLU QUE, à titre de résolution ordinaire, consultative et non contraignante, et sans que soient restreints le rôle et les responsabilités du conseil d'administration, les actionnaires acceptent l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction présentée dans la circulaire d'information de la direction de la Société remise pour l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2022.

La résolution consultative sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction doit être adoptée à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires ayant le droit de voter qui assistent à l'assemblée en personne ou qui y sont représentés par un fondé de pouvoir.

Le conseil d'administration recommande à l'unanimité que les actionnaires votent EN FAVEUR de la résolution consultative sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction. En l'absence de directives contraires, les personnes désignées dans le formulaire de procuration voteront EN FAVEUR de l'approbation de la résolution consultative sur l'approche en matière de rémunération des membres de la haute direction.

Gouvernance d'entreprise

En qualité d'entreprise constituée en vertu de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) et d'« émetteur assujéti » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières, *Canaccord Genuity* est assujéti aux exigences, lignes directrices et obligations d'informations connexes (le cas échéant) en matière de gouvernance d'entreprise de la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), à ses statuts, aux chartes des comités du conseil d'administration et aux autres politiques et lois applicables, y compris le Règlement 52-110 (qui prévoit un certain nombre d'exigences obligatoires à l'égard des comités d'audit de sociétés ouvertes), le Règlement 58-201 (qui énonce les lignes directrices sur la gouvernance d'entreprise des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières visant, notamment, la composition et l'efficacité du conseil d'administration, l'adoption d'un mandat écrit du conseil d'administration reconnaissant la responsabilité du conseil d'administration à l'égard de l'identification des principaux risques liés aux activités d'un émetteur et de la mise en œuvre de systèmes appropriés pour gérer ces risques, de l'adoption et de la surveillance de normes écrites abordant diverses questions, dont les conflits d'intérêts, de la nomination d'un comité de la rémunération composé d'administrateurs indépendants responsables d'un certain nombre d'aspects liés à la rémunération, et de l'élaboration d'une politique efficace en matière de communication) et le Règlement 58-101 (qui exige que les sociétés ouvertes fournissent de l'information sur un certain nombre de questions liées à la gouvernance d'entreprise).

La *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique) peut être consultée sur le site Web de la Queen's Printer for British Columbia, à l'adresse www.bclaws.ca. Les statuts de la Société et les résumés des mandats des comités du conseil d'administration, la Politique sur les contrôles de divulgation, la Politique de dénonciation de Canaccord et le Code de déontologie et de conduite

se trouvent sur le site Web de la Société, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/fr (sous « Relations investisseurs – Ressources pour investisseurs – Gouvernance et déclarations d'entreprise »). Les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, y compris les Règlements 52-110, 58-201 et 58-101, peuvent être consultées sur le site Web de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, à l'adresse www.osc.gov.on.ca, sous « Droit des valeurs mobilières – Normes, règles et politiques ».

CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société compte actuellement onze administrateurs, la majorité (neuf) d'entre eux étant indépendants de la direction. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé une administratrice principale indépendante et se réunit hors de la présence de la direction à chaque réunion du conseil d'administration. Les candidats au poste d'administrateur qui font actuellement partie des administrateurs indépendants sont Charles Bralver, Gillian Denham (administratrice principale), Jo-Anne O'Connor, Dipesh Shah, Francesca Shaw et Sally Tennant. Les deux autres administrateurs ne sont pas indépendants : David Kassie et Daniel Daviau font tous deux partie de la haute direction de Canaccord Genuity. Michael Auerbach, le nouveau candidat à l'élection au conseil d'administration, est également indépendant. Si tous les candidats au poste d'administrateur sont élus dans la cadre de l'assemblée, la Société comptera alors par la suite neuf administrateurs, dont une majorité (sept) seront indépendants de la direction.

Aucun des administrateurs indépendants ne participe aux activités quotidiennes de la Société ou de l'une de ses filiales, n'est partie à un contrat important avec la Société ou l'une de ses filiales, ni ne reçoit de rémunération de la Société ou de ses filiales, à l'exception de sa rémunération et du remboursement des dépenses à titre d'administrateur.

Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur chaque administrateur qui se présente aux élections, y compris toute relation avec la Société, ainsi que sur les autres postes d'administrateurs occupés, à partir de la page 8 de la présente circulaire.

Le président du conseil d'administration n'est pas un administrateur indépendant; par conséquent, le conseil d'administration a nommé Gillian Denham, administratrice indépendante, pour agir à titre d'administratrice principale. L'administratrice principale a un mandat écrit. De manière générale, elle a la responsabilité d'agir comme agent de liaison entre la direction et le conseil d'administration afin de veiller à ce que leurs relations soient professionnelles et constructives. Elle doit notamment faire en sorte que les limites établies entre le conseil d'administration et la direction soient bien comprises et respectées par les membres de la direction et les administrateurs et que le conseil d'administration soit régulièrement et adéquatement mis au courant par le chef de la direction et les autres membres de la direction de l'évolution de toutes les questions d'importance pour le travail du conseil d'administration. Elle soutient le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération dans l'élaboration des critères de sélection des candidats au poste d'administrateur et la recommandation de candidats au conseil d'administration ainsi que dans la mise en œuvre d'un programme d'encadrement et de formation approprié à l'intention des nouveaux membres du conseil d'administration. L'administratrice principale s'assure que le conseil d'administration est doté d'un processus d'évaluation du rendement du chef de la direction et que des plans appropriés sont en place en ce qui a trait à la relève, au perfectionnement et à la rémunération des membres de la haute direction. Elle se penche sur les problèmes de conflit d'intérêts des administrateurs, le cas échéant.

L'administratrice principale est aussi chargée de recevoir les communications de parties intéressées destinées aux administrateurs indépendants et de déterminer s'il y a des mesures à prendre à leur égard. Ces communications peuvent être envoyées par écrit et par la poste à M^{me} Denham, à l'attention du secrétaire de Groupe Canaccord Genuity Inc. Il est recommandé de les acheminer comme suit : « Gillian Denham, administratrice principale, Groupe Canaccord Genuity Inc., à l'attention du secrétaire, 3000-161 Bay Street, Toronto (Ontario) M5J 2S1, NE S'ADRESSE QU'AU DESTINATAIRE ». Les enveloppes scellées seront acheminées à M^{me} Denham.

À chaque réunion du conseil d'administration prévue au calendrier, les administrateurs indépendants se réunissent, sous la direction de l'administratrice principale, hors la présence des administrateurs qui ne sont pas indépendants et des membres de la direction. Les administrateurs indépendants se sont réunis sept fois entre le 1^{er} avril 2021 et la date de la présente circulaire. Le conseil d'administration autorise les administrateurs et les présidents des comités à retenir, à leur initiative, les services de conseillers indépendants aux frais de la Société lorsque les circonstances le justifient.

Mandat du conseil d'administration et descriptions des fonctions

Le conseil d'administration, agissant dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, est responsable de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance du conseil d'administration, qui comprend un mandat écrit pour le conseil d'administration (le « mandat »), ainsi que des descriptions de fonctions pour le président du conseil d'administration, le chef de la direction, l'administratrice principale, chaque administrateur individuel, chaque comité du conseil d'administration et le président de chacun des comités du conseil d'administration.

Le mandat du conseil d'administration de la Société est présenté en annexe de la présente circulaire.

Le président du conseil d'administration a quatre principales fonctions : a) présider les réunions des actionnaires et agir à titre d'administrateur président aux réunions du conseil d'administration et gérer les activités du conseil d'administration, notamment s'assurer que le conseil d'administration est dûment organisé, qu'il fonctionne efficacement et qu'il s'acquitte de ses obligations et responsabilités; b) faire en sorte que les communications et les relations avec les parties intéressées et le public soient efficaces en mettant l'accent sur la collaboration avec le conseil d'administration et ses membres dans le but de faciliter la prise de décision en temps opportun; c) jouer le rôle de conseiller auprès du chef de la direction et de l'équipe de la haute direction en s'assurant que les exigences en matière de rendement et d'information du conseil d'administration sont respectées; et d) assumer le rôle de principal porte-parole de Canaccord Genuity.

Le chef de la direction est responsable de la direction et de l'orientation d'ensemble de Canaccord Genuity aux yeux du conseil d'administration. Il a directement accès au conseil d'administration. Il appuie le conseil d'administration, endosse son mandat et doit faire en sorte que Canaccord Genuity exerce ses activités en respectant les politiques et le cadre stratégique établis par le conseil d'administration. Le chef de la direction donne son avis et fait des recommandations au conseil d'administration sur toutes les questions qui ont une incidence sur Canaccord Genuity, et exerce un leadership opérationnel auprès de la direction et des membres du personnel de l'organisation.

Durée du mandat et priorités de l'administrateur

Le conseil d'administration a adopté une politique à l'égard de la durée du mandat et des priorités de l'administrateur. Aux termes de cette politique, dès qu'un administrateur atteint l'âge de 75 ans et qu'il demeure en poste, il est tenu de remettre sa lettre de démission au comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, ainsi qu'à chaque anniversaire subséquent. Le comité, dans les 30 jours, examinera la démission et recommandera au conseil d'administration de l'accepter ou de la refuser. Le conseil d'administration donnera suite à la recommandation du comité dans les 30 jours. Si la démission est acceptée, elle entrera en vigueur soit i) avant le commencement de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société au cours de laquelle les administrateurs sont élus ou, ii) à la suite de l'acceptation de cette offre de démission par le conseil d'administration, selon ce que le conseil d'administration déterminera.

En outre, la politique prévoit qu'avant de devenir administrateur de la Société pour la première fois et, par la suite, à chaque assemblée du conseil d'administration précédant immédiatement l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société au cours de laquelle les administrateurs sont élus, chaque administrateur doit démontrer au conseil d'administration que sa participation au conseil d'administration et que l'exercice de ses fonctions en qualité d'administrateur au sein du conseil d'administration et des comités constituent l'une des principales priorités et que sa situation personnelle ou professionnelle n'aura pas d'incidence négative sur sa capacité de remplir efficacement ses fonctions d'administrateur de la Société. Il est attendu de chaque administrateur qu'il démontre son engagement notamment par un taux de présence élevé aux réunions du conseil d'administration et des comités.

Encadrement et formation continue des administrateurs

L'encadrement des nouveaux administrateurs est expressément abordé dans les directives de fonctionnement du conseil d'administration écrites que celui-ci a adoptées, et il relève du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent des documents de référence volumineux sur la Société, son orientation stratégique, son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, ses pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et sa vision d'entreprise, et rencontrent individuellement tous les membres de la haute direction et les chefs des unités d'exploitation pour une séance d'information exhaustive sur la Société. Tous les administrateurs reçoivent un manuel contenant, entre autres, les actes constitutifs, un organigramme de la Société et de ses filiales, des documents d'information sur l'entreprise, des listes des comités et leurs chartes ainsi que diverses politiques de l'entreprise.

La formation continue des administrateurs est aussi expressément abordée dans les directives de fonctionnement du conseil d'administration et relève également du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Des séances d'information sur des sujets touchant des aspects importants de l'entreprise et des activités de la Société, dont les principales divisions commerciales, les exigences légales, réglementaires et sectorielles ainsi que le contexte dans lequel la Société évolue, sont régulièrement ajoutées à l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration.

Bien que cette pratique ait été interrompue en raison de la pandémie de COVID-19, le conseil d'administration visite régulièrement les principaux centres d'exploitation de la Société et reçoit de l'information sur les domaines d'une importance cruciale et stratégique. Les membres du conseil d'administration assistent également chaque année à une rencontre consacrée exclusivement à la formation. En juin 2022, le conseil d'administration a tenu une formation, axée sur des discussions stratégiques pour chacune des unités d'exploitation de la Société, à laquelle tous les administrateurs et membres du comité de gestion mondiale ont assisté.

Évaluation du rendement du conseil d'administration

Le conseil d'administration a une politique d'évaluation du rendement du conseil d'administration, de ses comités et de ses administrateurs individuels. Sur une période de deux ans a lieu une évaluation officielle du conseil d'administration et de ses

comités et une évaluation officielle et individuelle des administrateurs, y compris une évaluation par les pairs. L'évaluation officielle du conseil d'administration et de ses comités comprend un sondage détaillé portant sur l'organisation du conseil d'administration, le président du conseil d'administration, l'administratrice principale, la direction et les ressources humaines, la stratégie et les plans, les questions financières et celles touchant l'entreprise, les communications avec les actionnaires et les fonctions des comités du conseil d'administration qui est distribué à tous les administrateurs. L'évaluation individuelle officielle des administrateurs comprend une auto-évaluation détaillée, une évaluation par les pairs et une évaluation en fonction de la grille des compétences du conseil d'administration. Les sondages sont strictement confidentiels afin d'encourager les commentaires francs et exhaustifs. Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine les sondages et formule ses recommandations au conseil d'administration. Une fois l'évaluation individuelle des administrateurs complétée, l'administratrice principale et le président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération rencontrent ensuite chaque administrateur personnellement afin de passer en revue le sondage et les recommandations et d'examiner son rôle au sein du conseil d'administration.

Fort des recommandations du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, le conseil d'administration dans son ensemble évalue ensuite l'efficacité du conseil d'administration dans son ensemble et des comités du conseil d'administration ainsi que les contributions de chacun des administrateurs. Le conseil d'administration dans son ensemble prend alors, à la lumière des commentaires et des sondages, les mesures nécessaires pour procéder aux changements requis pour améliorer le rendement du conseil d'administration.

Planification de la relève

Le conseil d'administration, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le chef de la direction se partagent les tâches et responsabilités relatives au processus de planification de la relève. Le conseil d'administration est chargé d'approuver le plan de relève du chef de la direction. Dans le cas des autres membres de la haute direction, il doit s'assurer que des programmes sont en place pour leur relève et leur perfectionnement; s'assurer que les critères et les processus de reconnaissance, d'avancement, de perfectionnement et de nomination des membres de la haute direction sont conformes aux exigences futures en matière de leadership de la Société; et veiller à recevoir des comptes rendus pertinents et à acquérir une connaissance suffisante sur la relève éventuelle afin de prendre une décision éclairée à l'égard des prochaines nominations.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine chaque année le plan de relève du chef de la direction; reçoit des mises à jour périodiques ainsi qu'un rapport annuel du plan et les transmet au conseil d'administration en formulant des commentaires pertinents; examine les processus et les résultats liés à la reconnaissance, à l'avancement, à la nomination et au perfectionnement des membres de la haute direction et en discute avec le chef de la direction; et s'assure que le plan de relève comprend un processus qui prévoirait une incapacité imprévue du chef de la direction et toute autre situation d'urgence qui exigerait le remplacement immédiat du chef de la direction en poste.

Le chef de la direction veille à établir des processus internes pour cibler et former les leaders de la Société ainsi qu'à tenir le conseil d'administration informé et à susciter sa participation; travaille avec le conseil d'administration, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et les membres de la haute direction afin d'élaborer les processus de perfectionnement des leaders de la Société; évalue les principaux candidats à l'avancement; fait régulièrement le point avec le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le conseil d'administration sur les mécanismes qui permettent le développement du leadership et la relève potentielle au sein de la Société, y compris les cadres de compétences en leadership, le perfectionnement des membres de la direction, les changements de poste et une évaluation des successeurs les plus prometteurs pour les postes les plus élevés dans la Société; s'assure que le personnel des ressources humaines a recours à des critères et des ressources appropriés pour engager, promouvoir, transférer et retenir les employés de la Société, et que ces critères et processus sont conformes aux politiques de la Société; veille à ce que le plan de relève et de perfectionnement de la direction soit bien connu de tous les membres de la direction et du personnel de la Société; et examine le plan chaque année avec le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et le conseil d'administration.

Conduite des affaires et éthique

Le conseil d'administration a adopté le Code de déontologie et de conduite (le « **code** ») pour les administrateurs, les membres de la direction et les employés, qui fait partie des documents déposés par la Société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Le code peut aussi être consulté sur le site Web de la Société, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/fr (sous « Relations investisseurs – Ressources pour investisseurs – Gouvernance et déclarations d'entreprise »). Les administrateurs, les membres de la direction et les employés sont tenus de confirmer par écrit chaque année qu'ils acceptent de se conformer au code. À la connaissance du conseil d'administration, il n'y a eu au cours de l'exercice 2022 aucune dérogation au code qui aurait requis le dépôt d'une déclaration de changement important.

Tout administrateur, membre de la direction ou employé qui a connaissance d'une violation réelle ou possible du code est instamment prié d'en informer l'administratrice principale (Gillian Denham). M^{me} Denham fait rapport au conseil d'administration sur le respect du code. Autrement, la Société a embauché un fournisseur tiers pour gérer les déclarations à l'égard des questions éthiques ou d'une inconduite. Un service d'assistance par téléphone et en ligne (appelé « **Ligne Intégrité** ») est

disponible. Le service d'assistance est exploité par un fournisseur tiers qui est spécialisé dans ce type de service. Pour rapporter des problèmes par Internet, vous n'avez qu'à accéder au site Web, à l'adresse www.cgf.ethicspoint.com, et à remplir les champs d'information importants concernant la nature du problème ou du rapport. Si vous choisissez plutôt de téléphoner, composez le numéro du service d'assistance, le +1.855.817.0429, pour parler à un téléphoniste qui vous posera ces questions importantes. (Les numéros d'accès internationaux sont disponibles sur le site Web.) Les appels sont sans frais et les deux méthodes sont disponibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Quelle que soit la méthode choisie, le système prépare un rapport et le fait parvenir aux fins d'examen et, si nécessaire, d'enquête au responsable en matière d'éthique de Groupe Canaccord Genuity. Le système attribue un numéro de rapport, un code d'identification et une date d'appel. Le rapporteur conserve ainsi son anonymat.

Conformément au code et à la *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique), tout administrateur au courant d'une opération ou relation importante dont il est raisonnable de s'attendre qu'elle donne lieu à un conflit d'intérêts doit en discuter sans délai avec l'administratrice principale, et doit, dans le cas des questions examinées par le conseil d'administration, divulguer l'intérêt au conseil d'administration et s'abstenir de voter.

Transactions avec des parties liées

Le conseil d'administration a conféré au comité d'audit et de risque le pouvoir d'établir des lignes directrices concernant l'examen et l'approbation des transactions avec les parties liées. Le comité d'audit et de risque a établi des lignes directrices pour l'examen et l'approbation des transactions entre la Société et ses administrateurs et membres de sa haute direction (lesquels sont définis comme étant les dirigeants de la Société et de ses filiales qui sont membres du comité de gestion mondial de la Société), ainsi que les membres de la famille immédiate de ces personnes et toutes les entités membres du groupe de la Société. Le comité d'audit et de risque devra examiner toutes les transactions entre une de ces parties liées et la Société (ou ses filiales) et formuler des recommandations au conseil d'administration à des fins d'approbation, en excluant toutefois i) toutes les transactions entre une partie liée et la Société (ou ses filiales) dont les modalités et conditions ne diffèrent pas de celles qui ont offertes au public par la Société ou ses filiales, ii) toutes les transactions qui se rapportent à l'emploi ou à la charge que cette partie liée occupe (p. ex., la rémunération, les attributions fondées sur des actions ou les avantages), et iii) toutes les transactions approuvées par le conseil d'administration ou autrement autorisées selon les politiques de la Société. Au moment de donner son approbation et de formuler des recommandations au conseil d'administration, le comité d'audit et de risque devra évaluer si les modalités et conditions de ces transactions avec des parties liées sont au moins aussi avantageuses pour la Société que les modalités et conditions qui prévalent sur le marché pour de telles transactions. La Société a adopté les lignes directrices pour l'approbation des transactions avec les parties liées après la clôture de l'exercice 2022. Cependant, de l'avis de la Société, aucune transaction avec des parties liées n'aurait nécessité l'approbation du conseil d'administration conformément à ces lignes directrices au cours de l'exercice 2022.

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités permanents qui se réunissent régulièrement et qui ont un rôle précis et des fonctions particulières définis par le conseil d'administration. Ces comités doivent être composés exclusivement d'administrateurs ne faisant pas partie de la direction, et la majorité d'entre eux doivent être indépendants de la direction au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. À l'heure actuelle, le comité d'audit et de risque et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération ne comptent que des administrateurs indépendants.

Comité d'audit et de risque

Le comité d'audit et de risque aide le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Le comité d'audit et de risque a notamment comme fonctions et devoirs particuliers de revoir les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société, les rapports de gestion annuels et intermédiaires, ainsi que les analyses et communiqués s'y rapportant avant leur diffusion publique, d'évaluer les méthodes comptables de la Société, en discutant entre autres de leur caractère approprié avec la direction et les auditeurs externes de la Société, d'examiner les systèmes de contrôle interne pour assurer l'intégrité de la présentation de l'information financière de la Société, d'aider la direction à relever les principaux risques d'affaires de la Société, d'approuver les politiques de gestion des risques qui établissent les niveaux d'approbation appropriés à la prise de décisions et les autres automatismes régulateurs pour la gestion des risques, de s'assurer que les politiques adéquates sont en place pour gérer les risques auxquels la Société est exposée, y compris le risque de marché, le risque opérationnel, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque de cybersécurité, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, ainsi que le risque de réputation, d'examiner les plans des auditeurs externes aux fins de l'évaluation des contrôles financiers internes et des tests à leur égard et de superviser les auditeurs externes de la Société, notamment en approuvant les modalités de leur mission. Les membres du comité d'audit et de risque sont nommés annuellement par le conseil d'administration. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions du comité se déroule en l'absence des membres de la direction pour favoriser des discussions plus ouvertes.

Tous les membres du comité d'audit et de risque ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont tous la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Tous les membres du comité d'audit et de risque sont indépendants de la direction au sens des lois en matière de valeurs mobilières applicables. Le comité d'audit et de risque s'est réuni cinq fois entre le 1^{er} avril 2021 et la date de la présente circulaire.

Le comité d'audit et de risque a adopté un mandat qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. Le comité d'audit et de risque a des voies de communication directes avec les auditeurs externes, le chef des finances et les cadres supérieurs des finances et discute régulièrement des problèmes avec chacun et les passe en revue.

Le comité d'audit et de risque est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace.

Les auditeurs externes sont recommandés par le comité d'audit et de risque et nommés annuellement par les actionnaires de la Société. Ils relèvent directement du comité d'audit et de risque. Après consultation avec la direction, le comité d'audit et de risque est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit et de risque, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve annuellement la mission d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous travaux autres que d'audit par les auditeurs externes. Les politiques en matière de prestation de services autres que d'audit permettent également au président du comité d'audit et de risque d'approuver les dépenses modestes liées à ce type de services entre les réunions du comité d'audit et de risque. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances et de la gestion des risques assistent à chaque réunion du comité d'audit et de risque. Le comité d'audit et de risque revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

Gestion des risques

L'incertitude et le risque sont inhérents à toute activité sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de Canaccord Genuity. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Canaccord Genuity.

Le processus de gestion des risques rigoureux de Canaccord Genuity s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement au processus de gestion des risques et a élaboré des politiques et des rapports pour lesquels il faut appliquer des procédures et des mesures administratives précises afin d'évaluer et de maîtriser certains risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Canaccord Genuity en matière de risque, la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de Canaccord Genuity sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée au comité d'audit et de risque et au comité interne de gestion des risques.

Le comité d'audit et de risque aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. Également, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Canaccord Genuity. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord Genuity, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

À l'exercice 2017, la Société a mis sur pied un comité mondial de cybersécurité interne pour aider à identifier, à surveiller et à gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques, et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi

que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident. Tous les trimestres, le chef de la gestion des risques présente un rapport sur la cybersécurité au comité d'audit et de risque.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du processus de gestion des risques de Canaccord Genuity. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements sur le comité d'audit et de risque et les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques (dont les détails sur la gestion des principaux risques de la Société, le mandat du comité d'audit et de risque et les détails relatifs aux honoraires versés pour les services des auditeurs externes) se trouvent dans la notice annuelle de la Société, qui peut être consultée sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, et sur le site Web de la Société à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/fr (sous « Relations investisseurs – Ressources pour les investisseurs – Rapports financiers »). Plus particulièrement, se reporter aux rubriques « Comités du conseil d'administration – Comité d'audit et de risque » et « Honoraires pour les services des auditeurs externes » ainsi qu'à l'annexe A de la notice annuelle. Le mandat du comité d'audit et de risque peut aussi être consulté sur le site Web de la Société (sous « Relations investisseurs – Ressources pour les investisseurs – Gouvernance et déclarations d'entreprise – Conseil d'administration »).

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Le mandat du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération comprend entre autres l'élaboration de lignes directrices appropriées en matière de gouvernance d'entreprise et la formulation de recommandations à cet égard au conseil d'administration, l'identification de futurs membres du conseil d'administration et des comités et l'évaluation annuelle du rendement du conseil d'administration, l'évaluation du rendement du chef de la direction et la détermination de sa rémunération, l'examen de la rémunération de tous les membres de la haute direction et la formulation de recommandations à cet égard au conseil d'administration, l'établissement et l'octroi (ou la délégation de ce pouvoir) d'attributions aux employés en vertu des régimes d'intéressement de la Société ainsi que l'examen des politiques et programmes clés en matière de ressources humaines. Le comité sert aussi de comité de mise en candidature pour le conseil d'administration. Le comité est aussi responsable de surveiller le processus de nomination du chef de la direction. Le processus de détermination de la rémunération des administrateurs par le conseil d'administration est décrit à la rubrique « Rémunération des administrateurs » à la page 48 de la présente circulaire, et le processus de détermination de la rémunération des membres de la direction et employés par le conseil d'administration est décrit dans la présente circulaire à la rubrique « Analyse de la rémunération » à la page 25.

Devoirs et responsabilités liés à la RSE, au développement durable et aux facteurs ESG

Le conseil d'administration a adopté les principes de responsabilité sociale de l'entreprise et de développement durable de Canaccord Genuity (les « **principes de RSE** »). Les principes de RSE établissent trois principes qui doivent guider les activités de la Société au quotidien, à savoir : i) agir avec intégrité, ii) respecter les gens et les collectivités, et iii) préserver notre planète. Le conseil d'administration a également adopté un code de conduite des fournisseurs dans le cadre de son engagement à garantir que ses fournisseurs de biens et de services exercent leurs activités conformément aux principes de RSE et à l'énoncé sur les droits de la personne par lequel la Société s'engage à mener ses activités dans le respect, la protection et la promotion de l'ensemble des droits de la personne. Les principes de RSE, le code de conduite des fournisseurs et l'énoncé sur les droits de la personne peuvent être consultés sur le site Web de la Société.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération a également pour mandat de superviser les politiques et les objectifs de la Société en matière de RSE, de développement durable et de pratiques ESG. En particulier, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération doit s'assurer que : a) la Société a une stratégie de RSE, de développement durable et d'ESG (la « **stratégie** ») et que cette stratégie demeure pertinente; b) la Société a établi des objectifs à court et à long terme en matière de RSE, de développement durable et d'ESG et fait rapport sur les mesures clés de ces objectifs; c) toutes les politiques connexes sont revues et mises à jour régulièrement et demeurent conformes aux réglementations nationales et internationales; et d) la Société a rendu public son engagement à l'égard du développement durable et de la RSE. Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération doit également a) examiner l'efficacité de la stratégie et de la gouvernance en place pour s'assurer que toutes les activités sont menées dans le respect des principes de RSE; et b) approuver la stratégie globale de la Société, dont un plan de mise en œuvre, des indicateurs de performance clés et tous les rapports en matière de RSE, de développement durable et d'ESG, y compris les informations qui seront présentées dans le rapport annuel de la Société.

La Société a mis sur pied un comité ESG mondial, composé de membres de la direction de ses unités d'exploitation au Canada, aux États-Unis, en Australie, ainsi qu'au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Tous les trimestres,

le président du comité ESG mondial présente un rapport sur les pratiques ESG au comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. En janvier 2022, la Société a publié son premier rapport sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (« **rapport ESG** »). Le rapport ESG présente les activités courantes de la Société à l'égard des questions ESG, comme le travail effectué par le groupe Développement durable mondial de la Société et les initiatives de la Société visant à réduire au minimum son empreinte environnementale et à soutenir la diversité et l'inclusion, à l'échelle de l'organisation et du secteur des services financiers en général. Le rapport ESG peut être consulté sur le site Web de la Société.

Composition du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération doit être composé d'au moins trois membres indépendants de la direction, chacun étant nommé annuellement par le conseil d'administration. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions du comité se déroule en l'absence des membres de la direction pour favoriser des discussions plus ouvertes.

Tous les membres du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération possèdent une expérience significative et directe en matière de rémunération des membres de la haute direction, de leadership, de gestion des compétences, de gouvernance et de gestion des risques dans le cadre de mandats à titre de hauts dirigeants d'organisations importantes et complexes. Tous les membres du comité sont indépendants de la direction au sens des lois en matière de valeurs mobilières applicables.

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération s'est réuni huit fois entre le 1^{er} avril 2021 et la date de la présente circulaire.

Nomination des administrateurs

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine annuellement les critères généraux et particuliers applicables aux candidats dont la nomination au conseil d'administration sera envisagée. Cet examen vise à faire en sorte que la composition du conseil d'administration continue d'offrir la meilleure combinaison de compétences et d'expériences pour guider la stratégie à long terme et les activités commerciales courantes de la Société. Cet examen tient compte du bien-fondé du maintien chez les administrateurs d'une diversité raisonnable de compétences, d'expériences et de qualités personnelles, en plus des principales caractéristiques communes requises pour favoriser une participation efficace du conseil d'administration.

Bien que l'identification de candidats qualifiés à recommander aux actionnaires aux fins de l'élection des membres du conseil d'administration relève du conseil d'administration dans son ensemble, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé de réunir les noms de candidats éventuels, d'évaluer leurs qualifications à la lumière des compétences et expériences dont le conseil d'administration a besoin et de formuler des recommandations au conseil d'administration dans son ensemble. L'administratrice principale soutient le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération dans l'élaboration des critères de sélection des candidats au poste d'administrateur et la recommandation de candidats au conseil d'administration. Tous les administrateurs sont invités à suggérer des candidats éventuels, et le président du conseil d'administration, l'administratrice principale et le chef de la direction contribuent directement au processus.

Politique en matière de diversité

Groupe Canaccord Genuity Inc. a mis sur pied un groupe de travail mondial sur la diversité, l'équité et l'inclusion qui est composé de cadres intermédiaires et supérieurs de chaque région et fait rapport au chef de la direction et au comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération chaque trimestre. Le groupe de travail s'appuie sur la politique en matière de diversité mondiale que la Société a mise en œuvre en 2016 dans le but de promouvoir l'égalité des chances pour tous les employés actuels et potentiels de Canaccord Genuity à l'échelle mondiale et d'orienter les efforts déployés à cet égard. Le groupe de travail se réunit régulièrement et collabore à des initiatives visant le recrutement, le perfectionnement et le maintien en poste d'une main-d'œuvre diversifiée, l'établissement et le développement d'un environnement inclusif, ainsi que le renforcement de la notoriété de Canaccord Genuity en tant qu'employeur de choix. Les programmes de mentorat pour employés, les formations sur le leadership exclusif, la promotion de pratiques d'embauche diversifiée et les activités de sensibilisation auprès de partenaires de la collectivité soutenant la diversité, l'équité et l'inclusion sont des exemples de ces initiatives. Dans le cadre du mandat du groupe de travail et sur la recommandation du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, le conseil d'administration a adopté une politique officielle sur la diversité au sein du conseil d'administration à l'intention des administrateurs afin de refléter l'engagement de la Société à l'égard de la diversité et de l'inclusion à l'échelle de son organisation. La Société cherche à maintenir un conseil d'administration composé d'administrateurs talentueux et dévoués offrant un éventail de compétences, d'expériences et d'antécédents variés, et représenté par un nombre approprié de femmes et de personnes autochtones, noires et de couleur (PANDC) qui sera évalué périodiquement en tenant compte des besoins du conseil d'administration. Toute firme de recherche engagée pour aider le conseil d'administration ou le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération à trouver des candidats au poste d'administrateur indépendant sera spécifiquement chargée de rechercher des candidats issus de la diversité en général, en ciblant particulièrement des femmes. Chaque année, le conseil d'administration ou le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examinera cette politique et évaluera son efficacité à promouvoir un conseil d'administration diversifié représenté par un nombre approprié de femmes et de personnes autochtones, noires et de couleur.

Aucun objectif ou quota spécifique relatif au sexe ou toute autre déclaration touchant la diversité n'a été adopté pour le conseil d'administration ou les postes de haute direction au sein de la Société. Les objectifs ou quotas fondés sur des critères précis pourraient limiter la capacité du conseil d'administration et de la direction de s'assurer que la composition d'ensemble du conseil d'administration et de la haute direction répond aux besoins de la Société et de ses actionnaires.

À l'heure actuelle, le conseil d'administration est constitué de cinq administratrices (45 %) et de six administrateurs (55 %), et parmi les administrateurs indépendants, on compte cinq femmes (56 %) et quatre hommes (44 %). Quant aux candidats à l'élection à titre d'administrateur dans le cadre de l'assemblée, quatre (44 %) sont des administratrices et cinq (56 %), des administrateurs, et parmi les candidats à un poste d'administrateur indépendant, on compte quatre administratrices (57 %) et trois administrateurs (43 %). À l'heure actuelle, un membre du conseil d'administration (9 %) s'identifie comme une personne autochtone, noire ou de couleur. Pour ce qui est de la mixité et de la diversité raciale et ethnique, six des onze (55 %) administrateurs actuellement en poste et cinq de neuf (56 %) candidats à l'élection à titre d'administrateur dans le cadre de l'assemblée font profiter le conseil d'administration de perspectives et d'expériences diverses. À l'heure actuelle, aucun administrateur ou candidat à l'élection à titre d'administrateur dans le cadre de l'assemblée ne s'identifie comme ayant un handicap.

Le conseil d'administration et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération s'engagent à accroître la représentation des femmes, des personnes autochtones, noires et de couleur et des personnes handicapées au sein du conseil d'administration au fur et à mesure que des postes sont à pourvoir, en tenant compte des compétences, des antécédents, de l'expérience et des connaissances recherchés à ce moment-là par le conseil d'administration et ses comités; le sexe, l'origine ethnique, la nationalité, l'âge, l'expérience et d'autres caractéristiques du candidat sont et seront considérés favorablement lors de l'évaluation des candidats au poste d'administrateur.

Des efforts considérables ont été déployés au sein du conseil d'administration pour accroître la diversité, mais le groupe de travail continue de se consacrer à promouvoir cette même diversité et cette évolution au sein des équipes de haute direction et de direction. Parmi les onze membres du comité de gestion mondiale, lesquels relèvent directement du chef de la direction, 9 % s'identifient comme des personnes autochtones, noires ou de couleur, et on n'y compte aucune femme. À l'heure actuelle, dix postes de haute direction au sein de Groupe Canaccord Genuity Inc. et de ses filiales importantes sont occupés par des femmes, ce qui représente 18 % du nombre total de postes de haute direction. La Société reconnaît que pour parvenir à un meilleur équilibre en matière de représentation des femmes et des personnes autochtones, noires et de couleur dans les postes de haute direction et de cadres supérieurs, elle doit veiller à se constituer un bassin de talents adéquat.

En 2019, la Société a annoncé le lancement d'un programme de conseils pour les femmes entrepreneures (Canaccord Genuity Advisory Program for Women Entrepreneurs). Depuis la mise en œuvre d'un programme favorisant la diversité à l'échelle de la Société, nous avons beaucoup réfléchi aux types d'initiatives que nous voulons soutenir afin de sélectionner celles qui correspondent aux valeurs de notre entreprise et qui sont susceptibles d'avoir une incidence importante. Ces deux objectifs du programme témoignent de notre engagement à favoriser un environnement inclusif, novateur et propice à l'entrepreneuriat, tant au sein de notre organisation que du milieu des affaires en général. Le programme de 2019 a été lancé au Canada et a été élargi à d'autres régions depuis.

Interactions avec les actionnaires

La Société et le conseil d'administration estiment qu'il est essentiel d'avoir des interactions régulières et constructives directement avec les actionnaires de la Société pour les encourager à exprimer leur opinion sur la gouvernance d'entreprise et d'autres sujets directement au conseil d'administration et à la Société à l'extérieur des assemblées générales annuelles de la Société. Ces discussions se veulent un échange d'opinions sur les questions de gouvernance d'entreprise, de philosophie de rémunération et de communication de l'information faisant partie du domaine public, et non sur des faits importants non divulgués ou des changements significatifs.

À l'exercice 2022, la Société a organisé les initiatives suivantes à l'intention des actionnaires :

- Interactions avec les investisseurs institutionnels et les actionnaires dans le cadre d'une journée des analystes et des investisseurs et de séances de présentation sans transaction avec la direction et 49 investisseurs institutionnels à Toronto, Vancouver, Montréal, Palm Beach Gardens, New York, au New Jersey et à Londres; en raison des restrictions de voyage imposées par la pandémie mondiale, la plupart de ces séances ont eu lieu sur des plateformes de réunion en ligne sécurisées.
- Rencontres individuelles, la plupart ayant eu lieu également sur des plateformes de réunion en ligne sécurisées, entre le chef de la direction et le chef des finances et d'importants investisseurs institutionnels (représentant au moins un tiers des investisseurs institutionnels de la Société) pour discuter d'enjeux prioritaires.
- Autres initiatives à l'intention des investisseurs et des actionnaires organisées tout au long de l'année au moyen de rencontres virtuelles et de conférences téléphoniques.

Les commentaires sur ces initiatives font l'objet d'entretiens réguliers avec les administrateurs.

Au cours des cinq derniers exercices, la Société a eu longues discussions avec ses plus importants actionnaires sur la philosophie de rémunération et la gouvernance d'entreprise qui ont façonné les pratiques de la Société. Le lecteur trouvera de plus amples renseignements sur les mesures que nous avons prises pour donner suite aux commentaires des actionnaires institutionnels et des conseillers en matière de procuration dans le cadre de nos efforts pour actualiser les régimes d'intéressement et harmoniser la gouvernance de la rémunération avec les meilleures pratiques sous la rubrique « Minimiser les risques liés à la rémunération » de la présente circulaire.

Analyse de la rémunération

Le conseil d'administration et le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (aussi appelé le comité de rémunération) sont résolus à faire en sorte que la philosophie et les programmes de rémunération de Canaccord Genuity soient harmonisés afin d'attirer, de motiver et de maintenir en poste des professionnels chevronnés afin d'assurer le succès continu de la Société et d'améliorer la valeur pour les actionnaires.

PHILOSOPHIE ET OBJECTIFS

La philosophie de rémunération de Canaccord Genuity constitue la base de tous les programmes de rémunération des employés de la Société, y compris ceux des membres de la haute direction. La philosophie comprend les objectifs clés suivants dont s'inspirent les programmes conçus pour motiver les comportements qui stimulent le rendement de la Société :

- mettre sur pied des programmes de rémunération axés sur le rendement liés aux objectifs annuels et à long terme de la Société, des unités d'exploitation, des régions commerciales et des employés, qui soient structurés de manière à faire harmoniser les intérêts des employés et ceux des actionnaires;
- établir des attributions fondées sur le rendement à long terme pour le chef de la direction, le président du conseil d'administration à temps complet et les autres membres de la haute direction ainsi que des mesures de rendement à atteindre qui sont élaborées pour harmoniser les intérêts des employés et des actionnaires et requièrent qu'une partie importante de la rémunération globale soit payée sous forme d'attributions;
- s'assurer que les programmes de rémunération sont comparables à ceux des principaux concurrents, de sorte que la Société puisse attirer, maintenir en poste et motiver les employés compétents qui sont essentiels pour assurer la réussite à long terme de la Société;
- encourager une saine gestion des risques et la conformité aux politiques et procédures internes ainsi qu'aux lois applicables et aux règlements et politiques des organismes de réglementation et d'autoréglementation;
- veiller à ce que la rémunération ne repose pas seulement sur les produits des activités ordinaires attribuables à une seule personne, et ce, pour plusieurs raisons : d'abord, pareille approche ne tient pas compte des frais liés à la gestion des risques, à la conformité et à la surveillance, ni des autres coûts indirects; ensuite, il est intrinsèquement difficile de déterminer qui est directement responsable de la génération de produits des activités ordinaires spécifiques et de répartir de tels produits; enfin, ce genre de mécanisme de récompense tend à décourager le travail d'équipe, un comportement clé que la Société cherche à favoriser;
- verser une portion importante de la rémunération globale en attributions fondées sur des actions afin de mieux aligner les intérêts financiers des employés sur les intérêts des actionnaires, et d'encourager une gestion des risques et des décisions stratégiques à long terme prudentes ainsi que les longs états de service et la fidélité.

Reconnaissance du capital humain

L'objectif général de l'établissement de niveaux de rémunération globale à l'échelle de la Société est d'équilibrer les pressions concurrentielles du marché pour le talent professionnel avec les considérations économiques. Étant donné que le secteur des valeurs mobilières est un secteur à prédominance de capital humain, la rémunération et les avantages sociaux constituent des charges d'une importance cruciale. Ces charges (souvent appelées le ratio de rémunération) sont aussi lourdement touchées par la composition des activités d'une entreprise.

Les paragraphes qui suivent décrivent ce que chaque objectif du programme de rémunération de la Société est censé récompenser :

Rémunération selon le rendement

La Société place la rémunération variable au centre de sa stratégie de rémunération afin d'offrir aux membres de la haute direction un incitatif pour qu'ils se concentrent sur le rendement financier et également pour aider à stabiliser le résultat net en pourcentage des produits des activités ordinaires. Une grande partie de la rémunération variable versée est fondée sur un pourcentage fixe des produits des activités ordinaires générés par l'entreprise. Une des conséquences de la politique de la Société en matière de rémunération variable est que la rémunération de nombreux hauts dirigeants varie considérablement. Dans les années où la Société enregistre des produits des activités ordinaires élevés, les coûts de la rémunération globale

augmentent en même temps que le rendement de la Société. Inversement, lorsque les produits des activités ordinaires chutent, une part substantielle des coûts de rémunération globale de la Société diminue également.

Attirer, motiver et maintenir en poste les employés compétents

La Société évolue dans un environnement hautement concurrentiel, et son succès dépend du leadership des membres de la haute direction et du talent de ses employés clés. Pour pouvoir attirer et maintenir en poste des professionnels très compétents, la Société doit s'assurer que ses régimes de rémunération offrent des niveaux de rémunération concurrentiels. C'est pourquoi la Société analyse l'information concernant la rémunération versée aux membres de la haute direction d'entreprises comparables, y compris la corrélation qui existe entre la rémunération des membres de la haute direction et le rendement financier, et la comparaison entre le rendement financier de la Société et celui du groupe de pairs.

Encourager les longs états de service et la fidélité

La Société encourage les longs états de service et la fidélité en favorisant une culture où les employés détiennent des actions de la Société. Le fait qu'ils détiennent des actions encourage les employés à agir dans l'intérêt à long terme de la Société.

Refléter les conditions du marché pour les dirigeants compétents

Bien que, de façon générale, la Société ne fonde aucune tranche de sa rémunération sur les seuils de rémunération au sein d'autres sociétés, lors de la prise de décisions relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération de la Société tient compte des pratiques de rémunération, rendement total pour les actionnaires et du rendement financier au sein d'un groupe de pairs d'autres entreprises de services financiers dans les principales régions où la Société exerce ses activités. La Société tient à signaler qu'aucune société de services financiers cotée à une bourse canadienne et exerçant des activités de banque d'investissement et de gestion de patrimoine n'est de taille comparable à celle de la Société (compte non tenu des courtiers en placement et des gestionnaires de patrimoine détenus par des banques). C'est pourquoi le groupe de pairs de la Société est principalement composé de banques d'investissement nord-américaines (cotées à une bourse américaine) ainsi que de sociétés exerçant des activités de gestion de patrimoine importantes. Ces entreprises sont Cowen Inc., Evercore Inc., Houlihan Lokey, Inc., Moelis & Company, Oppenheimer Holdings, Inc., RF Capital Group Inc., Piper Sandler Companies, Lazard Ltd., PJT Partners, Inc., Perella Weinberg Partners, B. Riley Financial, Inc., Jefferies Financial Group Inc. et Stifel Financial Corp. En plus des sociétés cotées en Bourse comprises dans le groupe de pairs de Canaccord Genuity, les divisions des marchés des capitaux des banques à charte canadiennes (le cas échéant) et d'autres entreprises de services financiers, des sociétés privées et des partenariats qui exercent leurs activités au sein de l'industrie de la Société, y compris des entreprises de gestion d'actifs et des sociétés fermées, exercent aussi une influence sur les niveaux de rémunération de la Société. L'examen du groupe de pairs est particulièrement important pour l'évaluation de la rémunération du chef de la direction, car elle permet de comprendre la corrélation qui existe entre la rémunération des membres de la haute direction et le rendement financier, et la comparaison entre le rendement financier de Canaccord Genuity et celui du groupe de pairs. Bien qu'aucune mesure ou cible spécifique n'ait été établie pour évaluer le rendement de la Société par rapport à celui de son groupe de pairs et que la Société ne compare pas la rémunération qu'elle offre à celle offerte par les sociétés du groupe de pairs ou d'autres sociétés, la Société tient à souligner que son rendement total pour les actionnaires a été supérieur à la médiane de ce groupe pour les périodes de un an, trois ans et cinq ans se terminant le 31 mars 2022 et que la rémunération globale de son chef de la direction a été inférieure à la médiane de la rémunération globale des chefs de la direction du groupe de pairs ayant été rendue publique pour les périodes comparables de un an, trois ans et cinq ans.¹

Minimiser les risques liés à la rémunération

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération a examiné les répercussions des risques liés aux politiques et aux pratiques de la Société en matière de rémunération et estime qu'il est peu probable que ces politiques et pratiques exposent Canaccord Genuity à des risques inadéquats ou excessifs. Les politiques ayant une incidence sur la gestion et l'atténuation des risques liés à la rémunération comprennent :

- l'interdiction relative aux opérations de couverture visant les risques économiques liés aux actions détenues à des fins personnelles : il est interdit aux administrateurs et aux employés de la Société, y compris les membres de la haute direction visés, d'acquiescer des instruments financiers conçus pour couvrir ou contrebalancer une baisse de la valeur de marché des actions de la Société octroyées à titre de rémunération ou détenues, directement ou indirectement, par un administrateur ou un employé;
- des dispositions visant la récupération de la rémunération ont été mises en place pour les primes en espèces et les

¹ Aux fins du calcul du rendement total pour les actionnaires du groupe de pairs, la Société a utilisé : i) le cours moyen de l'action pour le premier mois et le dernier mois des périodes comparables de un an, trois ans et cinq ans; et ii) le taux supposé de réinvestissement des dividendes. Aux fins de la comparaison de la rémunération globale des chefs de la direction : i) les montants de la rémunération globale des chefs de la direction du groupe de pairs sont ceux ayant été rendus publics pour les cinq derniers exercices des sociétés de ce groupe; et ii) tous les montants de la rémunération versée en dollars américains au cours d'un exercice par les sociétés américaines membres du groupe de pairs ont été convertis en dollars canadiens au moyen du taux de change moyen entre le \$ US et le \$ CA publié par la Banque du Canada pour la période applicable.

attributions d'intéressement fondées sur des actions en cas de détournement, de fraude, de manquement au devoir fiduciaire ou de toute autre inconduite qui constitue une cause de congédiement contribuant de quelque manière que ce soit à un retraitement important des états financiers de la Société;

- les paramètres d'actionariat : le chef de la direction est tenu de détenir au moins l'équivalent de trois fois son salaire de base en actions ordinaires de la Société;
- les régimes de rémunération fondée sur des actions qui encouragent l'actionariat des membres de la haute direction et des employés de la Société, notamment le régime d'unités d'actions différées des membres de la direction qui encourage les membres de la haute direction admissibles à conserver leurs actions ordinaires pendant toute la durée de leur emploi auprès de la Société. Au 31 mars 2022, chacun des membres de la haute direction visés détenait des actions ordinaires dont la valeur représentait plus de trois fois leur salaire de base, et 91 % des membres du comité de gestion mondiale (11 sur 12) détenaient des actions ordinaires dont la valeur était supérieure à leur salaire de base, en fonction du cours de clôture des actions ordinaires de la Société à cette date;
- les « deux événements déclencheurs » en cas de changement de contrôle pour le versement d'indemnités de départ au chef de la direction et l'acquisition des droits rattachés aux UALR;
- la valeur du paiement final au titre des options sur actions liées au rendement (soit, le profit réalisé au moment de l'exercice des options) est plafonnée à trois fois le prix d'exercice.

Code de rémunération du Royaume-Uni

Les filiales d'exploitation de la Société qui sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni (y compris Adam & Company Investment Management Limited, Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, Hargreave Hale Limited, CG Wealth Planning Limited) doivent se conformer au code de rémunération MIFIDPRU de la FCA. Chacune de ces entités a adopté une politique de rémunération écrite qui est administrée par son comité de rémunération.

Dans le cas de Canaccord Genuity Limited, à compter de l'exercice 2023, les employés qui sont des preneurs de risque importants pourront recevoir jusqu'à 60 % des paiements et des primes au titre de la participation au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux sous forme d'attributions d'unités d'actions temporairement incessibles (UATI) en vertu du régime d'intéressement à long terme de la Société, lesquelles doivent être différées sur une période minimale de trois ans et dont les droits ne peuvent être acquis plus rapidement qu'au prorata. En outre, dans le cas d'une démission ou d'une cessation d'emploi pour tout autre motif qu'une situation de personnel excédentaire, tous les preneurs de risque importants sont visés par un ajustement au titre de la totalité du risque ex ante et ex post, ce qui comprend le malus et la récupération des paiements nets reçus le 31 mars de l'année suivante ou avant cette date.

Honoraires relatifs à la rémunération des membres de la haute direction

Au cours de l'exercice 2017, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen Consulting Inc. (Hugessen), un grand cabinet de services-conseils chef de file en rémunération des cadres supérieurs, en vue d'élaborer un Cadre de rémunération et de rendement afin de mesurer et d'évaluer le rendement de son chef de la direction. Au cours de l'exercice 2018, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen en vue d'élaborer des attributions fondées sur des actions axées sur le rendement à long terme et des mesures de rendement à atteindre. Au cours de l'exercice 2019, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen afin d'aider à la réalisation d'une analyse comparative de la rémunération versée aux administrateurs. Au cours de l'exercice 2020, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen pour examiner plus en profondeur les attributions fondées sur des actions axées sur le rendement à long terme et des mesures de rendement à atteindre. Au cours de l'exercice 2021, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen pour examiner les régimes d'intéressement des employés proposés par la direction, notamment le régime d'unités d'actions différées mis en œuvre pour l'exercice 2022. Au cours de l'exercice 2022, le comité de rémunération a retenu les services de Hugessen pour passer en revue la rémunération du chef de la direction et du chef des finances, ainsi que la conception des attributions d'UALR. Les honoraires de Hugessen se sont établis à 20 183 \$ pour l'exercice 2022 et à 40 231 \$ pour l'exercice 2021.

RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION VISÉS POUR L'EXERCICE 2022

Les « membres de la haute direction visés » d'une société sont le chef de la direction, le chef des finances, et les trois membres de la haute direction les mieux rémunérés, à l'exclusion du chef de la direction et du chef des finances, à la fin du dernier exercice. Au cours de l'exercice 2022, les membres de la haute direction visés de Groupe Canaccord Genuity Inc. étaient Dan Daviau, chef de la direction, Don MacFayden, chef des finances, David Kassie, président du conseil d'administration à temps complet, Jeffrey Barlow, président de Canaccord Genuity LLC et Marcus Freeman, chef de la direction, Groupe Canaccord Genuity (Asie-Pacifique).

Au cours de l'exercice 2022, la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société comprenait les éléments suivants :

- salaire de base – le but est d'attirer et de motiver du personnel compétent et de le maintenir en poste;
- prime annuelle : pour le chef de la direction, selon un montant déterminé conformément au Cadre de rémunération du chef de la direction, lequel peut varier considérablement d'un exercice à l'autre et dépend de la réalisation d'objectifs stratégiques, du rendement total pour les actionnaires relatif d'un an et de certaines mesures financières (se reporter au « Cadre de rémunération du chef de la direction » ci-dessous); pour les autres membres de la haute direction visés, selon un montant destiné à attirer, à motiver et à maintenir en poste les meilleurs talents et à récompenser la contribution et les efforts méritoires individuels, ainsi que l'engagement envers la stratégie, les valeurs et le rendement à l'échelle de la Société;
- versements directs du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux; les objectifs sont d'attirer du personnel compétent, de le motiver et de le maintenir en poste, et de récompenser la contribution et les efforts méritoires individuels, ainsi que l'engagement envers la stratégie, les valeurs et le rendement relativement aux divisions des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans diverses régions;
- proportion déterminée de la rémunération annuelle globale du chef de la direction et des autres membres de la haute direction visés qui doit être payée sous forme d'attributions fondées sur des actions, en UALR (réglées en espèces) pour harmoniser les intérêts des dirigeants et les intérêts des actionnaires ainsi que pour encourager les longs états de service et la fidélité; pour le chef de la direction et le président du conseil d'administration à temps complet, une tranche de 40 %, et pour les autres membres de la haute direction visés, une tranche de 33 1/3 % ou de 25 % de la rémunération globale, qui serait autrement payée en espèces, est payée sous forme d'UALR, dont les droits sont acquis en bloc après une période de trois ans sous réserve du maintien de l'emploi et de la réalisation de certains objectifs de rendement prospectif;
- amortissement d'une attribution d'options sur actions liées au rendement effectuée au cours de l'exercice 2019 aux termes du nouveau régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle, le 2 août 2018, et qui a pour objectif d'accroître l'actionnariat des employés et de faire le pont entre les objectifs stratégiques, les pratiques du marché et la culture d'actionnariat et d'entrepreneuriat, tout en attirant, en motivant et en maintenant en poste les employés; le régime vise à offrir un mécanisme harmonisant étroitement les intérêts des employés et des actionnaires et repose sur le principe que la croissance de la valeur boursière devrait faire partie intégrante de la rémunération globale;
- attribution d'unités d'actions différées (UAD) aux termes du régime d'unités d'actions différées (UAD) des membres de la direction pour harmoniser les intérêts des dirigeants et les intérêts des actionnaires ainsi que pour encourager les longs états de service et la fidélité en encourageant les dirigeants à maintenir un certain seuil de participation en actions ordinaires pendant toute la durée de leur emploi auprès de la Société;
- autres avantages et avantages indirects comprenant les avantages en matière de santé et de bien-être et le régime d'actionnariat des employés (RAE).

Il n'y a pas de régime de retraite pour les membres de la haute direction visés.

Chaque élément de rémunération est décrit ci-après plus en détail, y compris la manière dont la Société détermine le montant et dont chaque élément s'inscrit dans les objectifs de rémunération globale de la Société :

Salaire de base

Chacun des membres de la haute direction visés a reçu un salaire de base qui constitue un élément de rémunération non fondé sur le rendement qui est certain et prévisible et qui est généralement concurrentiel avec ce qui se fait sur le marché.

Le salaire de base du chef de la direction et du président du conseil d'administration à temps complet est revu annuellement par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.

Le salaire de base des autres membres de la haute direction visés est revu annuellement par le chef de la direction à partir d'une analyse des rôles et responsabilités de chacun et de données externes sur le marché pour des postes similaires pour lesquels la Société livre concurrence pour le recrutement de talents. La Société est d'avis qu'il est essentiel d'offrir un salaire de base prévisible pour attirer et maintenir en poste des hauts dirigeants de talent et offrir un régime de rémunération qui est perçu comme juste. La détermination du niveau approprié est subjective et non basée sur une formule.

Primes annuelles

La prime annuelle à l'intention du président du conseil d'administration à temps complet et du chef de la direction est déterminée par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération et, dans le cas du chef de la direction, conformément au Cadre de rémunération du chef de la direction. La prime à l'intention du chef des finances et des autres membres de la haute direction visés est déterminée par le chef de la direction et revue par le comité.

Une prime à l'intention de chacun des membres de la haute direction visés est déterminée annuellement, fondée sur l'évaluation du rendement du membre de la haute direction et l'atteinte des objectifs établis pour le membre de la haute direction ainsi

que sur une analyse du rôle et des responsabilités de chacun et de données externes sur le marché pour des postes similaires pour lesquels la Société livre concurrence pour le recrutement de talents.

Compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux

La Société a établi une politique en matière de rémunération variable au rendement discrétionnaire selon laquelle un pourcentage donné des produits des activités ordinaires, rajusté d'un montant discrétionnaire des charges de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans chacune des principales régions (Canada, Royaume-Uni, États-Unis et Australie) et dans l'unité d'exploitation au sein de la région, est versé au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity de cette région et de cette unité d'exploitation ainsi que d'autres ajustements et ajouts au compte de rémunération au rendement, tels qu'ils ont été approuvés par la haute direction. Après déduction des salaires des employés de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans la région et l'unité et de certaines autres charges, le reste est versé aux employés de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity de la région, comme le déterminent les hauts dirigeants régionaux de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity, sous réserve de l'approbation du chef de la direction et du chef des finances. Le montant des paiements se fonde entièrement sur le mérite et sur la contribution ainsi que sur l'engagement à l'égard de la stratégie, des valeurs et du rendement de la Société relativement à la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity dans la région.

Bien qu'une part substantielle de la rémunération globale augmentera ou diminuera généralement en fonction des produits des activités ordinaires de la Société, l'une des conséquences importantes de cet élément de rémunération est qu'il y aura des périodes où la croissance de la rémunération des membres de la haute direction visés pris individuellement dépassera la croissance des produits des activités ordinaires de la Société. Cette situation est susceptible de se produire lorsque la rémunération d'un membre de la haute direction visé qui correspond à son apport aux produits des activités ordinaires augmente de façon disproportionnée par rapport à la croissance des produits des activités ordinaires de la Société. Ainsi, les membres de la haute direction visés sont motivés à contribuer au succès de la Société même lorsque les conditions du marché sont difficiles.

Attributions fondées sur des actions et unités d'actions liées au rendement

Il est obligatoire qu'une tranche de 40 % de la rémunération globale (salaire de base, paiements au titre du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux et primes annuelles) du chef de la direction et du président du conseil d'administration à temps complet, qui serait autrement payée en espèces, soit payée sous forme d'UALR (se reporter à la rubrique « Régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) » à la page 39). Tous les autres membres de la haute direction visés sont tenus de participer au régime; au cours de l'exercice 2020, une tranche de 40 % ou de 25 % et, à compter de l'exercice 2021, de 33 1/3 % ou de 25 % de leur rémunération globale, qui serait autrement payée en espèces, est versée sous forme d'UALR. Ceux qui participent au régime d'unités d'actions liées au rendement ne recevront aucune UATI en vertu du RILT.

Régime d'options sur actions liées au rendement

Au cours de l'exercice 2018, le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (formé uniquement d'administrateurs indépendants), le conseil d'administration et les membres de la haute direction ont consacré beaucoup de temps à revoir les régimes de rémunération fondée sur des actions de la Société. Une composante de ces régimes a été le nouveau régime d'options sur actions liées au rendement, lequel comporte des conditions d'acquisition liées à la période de service et au rendement (cours de l'action) sur le marché. Le régime a pour objectif d'accroître l'actionnariat des employés et de faire le pont entre les objectifs stratégiques, les pratiques du marché et la culture d'actionnariat et d'entrepreneuriat, tout en attirant, en motivant et en maintenant en poste les employés. Le régime vise à offrir un mécanisme harmonisant étroitement les intérêts des employés et des actionnaires et repose sur le principe que la croissance de la valeur boursière devrait faire partie intégrante de la rémunération globale.

Régime d'unités d'actions différées des membres de la direction

Au cours de l'exercice 2022, la Société a mis en place le régime d'unités d'actions différées (UAD) des membres de la direction (« régime d'UAD des membres de la direction ») à l'intention de certains membres clés de la haute direction de la Société (à l'exception du chef de la direction et du président du conseil d'administration à temps complet). La participation au régime d'UAD des membres de la direction se fait sur une base volontaire pour les dirigeants admissibles. Pour participer au régime, chaque participant doit y cotiser en versant ses actions ordinaires nouvellement acquises dans un compte soumis à restrictions, dans lequel elles doivent être détenues pendant au moins trois ans à compter de la date d'attribution. Les participants reçoivent une UAD (soit une inscription en compte qui reproduit la valeur d'une action ordinaire) pour chaque tranche de deux actions ordinaires versée dans le compte soumis à restrictions. Les UAD sont payées en espèces, mais seulement lorsque l'employé quitte la Société. Le régime d'UAD des membres de la direction vise à encourager les dirigeants à maintenir un certain seuil de participation en actions ordinaires de la Société pour favoriser une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et des intérêts des actionnaires de la Société.

Autres avantages

Tous les employés, y compris les membres de la haute direction, sont admissibles au régime d'avantages à grande échelle de la Société, constitué généralement d'une assurance soins médicaux et soins dentaires, d'une assurance-vie, d'une assurance-invalidité et d'autres avantages similaires. De façon générale, la Société n'offre pas aux membres de sa haute direction d'avantages indirects importants ou d'autres avantages personnels autres que les avantages qui sont généralement offerts sans discrimination à tous les employés.

Cadre de rémunération du chef de la direction

Le chef de la direction joue un double rôle au sein de Canaccord Genuity : il occupe les fonctions de chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity et agit activement à titre de producteur de revenus tirés du financement de sociétés et de contributeur aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. Cette dualité trouve ses origines dans la culture de la Société (culture entrepreneuriale comprenant une structure hiérarchique horizontale et rentable de dirigeants qui prèchent par l'exemple) et dans la personne qui occupe le poste de chef de la direction (à titre de contributeur important aux produits des activités ordinaires générés par les activités sur les marchés des capitaux de la Société depuis plusieurs années). Le conseil d'administration et le comité de rémunération soutiennent tous deux fermement ces rôles, et le chef de la direction est rémunéré a) à titre de chef de la direction en vertu du Cadre de rémunération du chef de la direction et b) à titre de producteur actif de revenus selon les mêmes conditions de rémunération que les autres producteurs de revenus.

À partir de l'exercice 2017, le comité de rémunération a adopté un cadre de rendement de type « tableau de bord équilibré » pour déterminer la rémunération du chef de la direction. Cette approche a permis au conseil d'administration de mesurer le rendement, de fixer des objectifs et d'évaluer les résultats plus rigoureusement afin de déterminer la rémunération du chef de la direction. Ce cadre sert à appliquer les trois principes de rémunération suivants :

- a) assurer une bonne compréhension et un accord clair entre le conseil d'administration et le chef de la direction à l'égard de ce qui constitue un rendement faible, bon ou excellent, et établir un équilibre entre les deux rôles du chef de la direction;
- b) conserver une certaine souplesse; il n'est pas prescriptif ou fondé sur des formules, il reconnaît que les activités de la Société varient beaucoup et dépendent des conditions du marché;
- c) permettre à la Société de mieux communiquer aux actionnaires la façon dont est déterminée la rémunération du chef de la direction.

Au cours de l'exercice 2018, le comité de rémunération a entrepris un examen de la rémunération du chef de la direction. Cet examen s'appuie sur des renseignements fournis par le programme d'interactions avec les actionnaires de la Société et est effectué avec l'assistance de Hugessen. À l'issue de cet examen, le comité de rémunération a établi pour le chef de la direction des attributions fondées sur des actions axées sur le rendement à long terme (sous forme d'UALR) et des mesures de rendement à atteindre. Ces attributions sont établies pour harmoniser les intérêts du chef de la direction et ceux des actionnaires et requièrent qu'une partie importante de la rémunération globale du chef de la direction, qui serait autrement payée en espèces, soit payée sous forme d'attributions, lesquelles dépendent de l'atteinte d'objectifs pluriannuels prédéterminés, fondés sur le marché et sur le rendement financier.

Les composantes du Cadre de rémunération du chef de la direction se présentent comme suit :

Étendue de la rémunération : À l'exception de la rémunération attribuée pour le rôle de producteur de revenus, l'étendue de la rémunération globale du chef de la direction (salaire de base, prime annuelle à l'intention du chef de la direction et attributions fondées sur des actions) s'établit entre 1 million \$ et 7 millions \$. Cette étendue représente la rémunération à laquelle on pourrait raisonnablement s'attendre pour recruter une personne ayant les compétences et le talent de M. Daviau, et la fourchette supérieure de l'étendue est directement comparable à la rémunération versée à un certain nombre de chefs de la direction, qui ne sont pas des producteurs de revenus, de sociétés de services financiers américaines au sein du groupe de pairs ayant des pratiques en matière de rémunération semblables à celles de la Société. Cela reflète les activités d'envergure de la Société qui vont bien au-delà des frontières canadiennes et qui se taillent une place importante du marché aux États-Unis.

Combinaison de la rémunération : La rémunération se compose d'un salaire de base de 850 000 \$ et le solde est payé en espèces sous la forme d'une prime annuelle, d'attributions d'UALR, de l'amortissement des options sur actions liées au rendement attribuées au cours de l'exercice précédent et, pour les exercices antérieurs à l'exercice 2022, de l'amortissement des attributions spéciales de maintien en fonction sous la forme d'UATI octroyées au cours des exercices précédents.

Évaluation du rendement : Le tableau suivant présente les mesures de rendement et leur pondération relative pour déterminer la rémunération du chef de la direction; ces mesures visent à encourager le chef de la direction à obtenir des résultats financiers, stratégiques et d'exploitation supérieurs :

Pondération	Mesures
60 %	Mesures financières (maintien du résultat net ajusté après impôt et amélioration du ratio de la charge de rémunération et du ratio des charges totales) qui constituent des mesures objectives de réussite absolue et qui assurent un alignement clair sur les intérêts des actionnaires; pour des raisons de concurrence et de gestion interne, les détails des cibles établies pour le chef de la direction ne sont pas communiqués au public ou en interne (sauf en cas de nécessité absolue).
20 %	Rendement total pour les actionnaires relatif d'un an qui mesure le rendement relatif par rapport au groupe de pairs de Canaccord Genuity, prévoyant une harmonisation étroite avec les intérêts des actionnaires et la perception du marché quant aux réalisations de Canaccord Genuity.
20 %	Réalisation des objectifs stratégiques qui sont fixés chaque année à l'intention du chef de la direction; pour l'exercice 2022, des objectifs stratégiques clés précis destinés au chef de la direction ont été établis quant à certains aspects, notamment la planification des immobilisations, la croissance des actifs sous administration dans les activités de gestion de patrimoine, la croissance des activités liées aux fusions et acquisitions, l'avancement de certaines nouvelles initiatives de croissance, la planification de la relève ainsi que la diversité et l'inclusion.

Rendement et rémunération du chef de la direction pour l'exercice 2022

Dan Daviau travaille dans le secteur du financement de sociétés depuis plus de 25 ans et s'est joint à la Société au moment de la fusion de Financière Canaccord Ltée et de Genuity Marchés des Capitaux en 2010. De 2010 à 2012, il a été chef, Financement de sociétés de Canaccord Genuity. De 2012 à 2015, il a été président du segment de l'entreprise axé sur les marchés des capitaux des États-Unis. Pendant toutes ces années, il a été l'un des principaux producteurs de revenus du groupe. En octobre 2015, M. Daviau est devenu président et chef de la direction de la Société et il demeure depuis l'un des principaux producteurs de revenus pour le groupe.

M. Daviau reçoit un salaire de base de 850 000 \$. Son salaire est revu annuellement par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération. Le chef de la direction est tenu de détenir au moins l'équivalent de trois fois son salaire de base en actions ordinaires de la Société.

Compte non tenu de la rémunération qui lui est versée pour son rôle de producteur de revenus, le salaire et la prime de M. Daviau pour l'exercice 2022 se sont établis à 7 millions \$ (dont une tranche de 2 800 000 \$ payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre), comparativement à 7 000 000 \$ pour l'exercice 2021 (dont une tranche de 2 800 000 \$ payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre). Cette rémunération est conforme à l'étendue précisée dans le Cadre de rémunération du chef de la direction. Le fait que la rémunération globale se situe dans la fourchette supérieure de l'étendue signifie que toutes les mesures ont été dépassées malgré le contexte attribuable à la pandémie de COVID-19 en cours.

La rémunération de M. Daviau tenait compte de ce qui suit :

- la Société a enregistré des produits des activités ordinaires, un résultat net et un résultat par action records;
- les activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni ont conclu l'acquisition d'Adam & Company et exécuté une convention d'achat d'actions visant l'acquisition de Punter Southall Wealth Limited grâce à un financement obtenu à des conditions intéressantes;
- les activités de la Société liées aux fusions et acquisitions ont généré des produits et une rentabilité records;
- une importante amélioration de la marge d'exploitation des activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni;
- une hausse considérable des actifs sous administration (ASA) et de la rentabilité des activités de gestion de patrimoine de la Société;
- une amélioration marquée des marges bénéficiaires des activités de la Société sur les marchés des capitaux aux États-Unis;
- une augmentation de la rentabilité des activités de la Société en Australie, y compris une solide croissance des activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie;
- des progrès intéressants réalisés dans le cadre de plusieurs nouvelles initiatives d'affaires;
- des progrès notables réalisés en matière de planification de la relève;
- des progrès considérables accomplis dans le cadre des initiatives de diversité et d'inclusion.

Le comité de rémunération est d'avis que les mesures financières (correspondant à 60 % de la pondération), le rendement total pour les actionnaires (correspondant à 20 % de la pondération) et les objectifs stratégiques (correspondant à 20 % de la pondération) ont été dépassés. Par conséquent, la rémunération du chef de la direction se situe dans la fourchette supérieure de la cible de la rémunération globale du chef de la direction (à l'exception de la rémunération versée pour son rôle de producteur de revenus). La Société est d'avis que son niveau de rémunération reflète de façon appropriée l'atteinte des mesures de rendement.

M. Daviau est un producteur actif et un contributeur important aux produits de la Société tirés des activités sur les marchés des capitaux et, en plus d'apporter son soutien à titre de membre de la haute direction dans le cadre de toutes les activités génératrices de produits, il a été partie prenante directe et a joué un rôle actif dans des mandats en financement de sociétés qui ont fait en sorte que le total des produits des activités ordinaires de la Société s'est élevé à plus de 2 milliards \$ pour l'exercice 2022. En tant que producteur de revenus tenu d'établir et de gérer les mandats et les relations avec les clients, il a participé à un compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux de Canaccord Genuity pour le Canada et a reçu un montant de 6 millions \$ (dont une tranche de 2 400 000 \$ payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre) selon des conditions de rémunération qui sont inférieures à la rémunération qui aurait été versée à d'autres producteurs de revenus du secteur des mandats en financement de sociétés comportant le même niveau d'engagement auprès des clients et qui aurait été versée à même le compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux.

Le tableau suivant présente la rémunération globale de 2022 et 2021 versée à M. Daviau. Au cours de l'exercice 2022, le salaire de base, la prime annuelle et la rémunération versée pour le rôle de producteur de revenus ont totalisé 5 200 000 \$ sous forme d'UALR et 7 800 000 \$ sous forme d'espèces.

	2021	2022
Salaire de base	850 000 \$	850 000 \$
Primes annuelles	6 150 000 \$	6 150 000 \$
Rémunération versée pour le rôle de producteur de revenus	6 000 000 \$	6 000 000 \$
Amortissement des attributions spéciales en vertu du RILT	660 000 \$	—
Amortissement des options sur actions liées au rendement	386 000 \$	386 000 \$
Autre rémunération (équivalent dividende sur les UATI attribuées avant l'exercice 2018, certains avantages imposables et contribution à un régime d'actionnariat des employés)	24 643 \$	9 083 \$

Autres membres de la haute direction visés

M. MacFayden a reçu un salaire de base et une prime annuelle. Une tranche de la prime annuelle a été payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre.

M. Kassie a été un producteur actif et un contributeur important aux produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada. Il a ainsi participé au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux pour le Canada. Il a également reçu un salaire de base et une prime annuelle. Une tranche des versements du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux et de la prime annuelle a été payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre.

M. Barlow a été un producteur actif et un contributeur important aux produits tirés des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Il a ainsi participé au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux pour les États-Unis. Il a également reçu un salaire de base et une prime annuelle. Une tranche des versements du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux et de la prime annuelle a été payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre.

M. Freeman a été un producteur actif et un contributeur important aux produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie. Il a ainsi participé au compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux pour l'Australie. Il a également reçu un salaire de base et une prime annuelle. Une tranche des versements du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux et de la prime annuelle a été payée sous forme d'UALR, lesquelles sont assujetties à des critères de rendement à atteindre.

COÛT DE LA RÉMUNÉRATION

Le coût de la rémunération est une mesure utilisée par certains actionnaires pour établir une comparaison entre la performance financière d'une société et la rémunération versée aux membres de sa haute direction. Bien que cette mesure ne soit pas prise en compte par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération pour la prise de décisions concernant la rémunération des membres de la direction, les données suivantes font partie des renseignements communiqués aux actionnaires.

Le tableau suivant présente une comparaison entre la rémunération globale versée aux membres de la haute direction visés les mieux rémunérés et les produits des activités ordinaires (tels qu'ils sont présentés dans nos états financiers annuels audités).

Exercice	Produits des activités ordinaires ¹ (en millions \$)	Rémunération globale des membres de la haute direction visés ² (en millions \$)		Rémunération globale des membres de la haute direction visés en pourcentage des produits des activités ordinaires (%)
2022	2 046	34		1,7 %
2021	2 007	36		1,8 %
2020	1 224	22		1,8 %

1) Les produits des activités ordinaires sont ceux présentés dans les comptes de résultat consolidés des états financiers consolidés annuels audités de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020, 2021 et 2022.

2) La rémunération globale des membres de la haute direction visés correspond à la rémunération totale versée au cours de l'exercice à tous les membres de la haute direction visés, telle qu'elle est présentée dans le « Tableau sommaire de la rémunération » à la page 35.

SOMMAIRE

Le tableau qui suit présente la rémunération des membres de la haute direction visés pour chacun des trois exercices clos les plus récents de la Société indiquant les éléments de rémunération. Ce tableau doit être lu avec le « Tableau sommaire de la rémunération », à la page 35, qui présente la rémunération des membres de la haute direction visés, comme l'exige l'Annexe 51-102A6 (*Déclaration de la rémunération de la haute direction*). **Ce tableau permet de mieux comprendre la rémunération actuelle du chef de la direction, car il présente la partie de la rémunération du chef de la direction qui est liée au fait qu'il soit un producteur et un contributeur actif aux activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis plutôt qu'à ses responsabilités à titre de chef de la direction, et l'amortissement des attributions spéciales d'UALR (y compris celles octroyées en juin 2016) et des attributions d'options sur actions liées au rendement sur une période de plusieurs années.**

Nom et poste principal	Année	Compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux (2)				Primes annuelles (5)				
		Salaire (\$) (1)	Montants payés en espèces (2.1)	Unités d'actions liées au rendement (UALR) (2.2)	Options (3)	Amortissement des attributions spéciales (\$) (4)	Payées en espèces ou en UATI (\$) (5.1)	Unités d'actions liées au rendement (UALR) (5.2)	Autre rémunération (\$) (6)	Rémunération totale (\$) (7)
Daniel Daviau Chef de la direction	2022	850 000 \$	3 600 000 \$	2 400 000 \$	386 000 \$	— \$	3 350 000 \$	2 800 000 \$	9 083 \$	13 395 083 \$
	2021	850 000 \$	3 600 000 \$	2 400 000 \$	386 000 \$	660 000 \$	3 372 751 \$	2 800 000 \$	1 892 \$	14 070 643 \$
	2020	850 000 \$	2 011 200 \$	1 340 800 \$	386 000 \$	660 000 \$	1 847 842 \$	1 600 000 \$	9 083 \$	8 704 925 \$
Donald D. MacFayden Chef des finances	2022	475 000 \$	— \$	— \$	193 000 \$	— \$	1 483 051 \$	650 000 \$	— \$	2 801 051 \$
	2021	495 500 \$	— \$	— \$	193 000 \$	— \$	1 597 928 \$	687 500 \$	— \$	2 973 928 \$
	2020	496 060 \$	— \$	— \$	193 000 \$	— \$	666 748 \$	375 000 \$	— \$	1 730 808 \$
David Kassie Président du conseil d'administration à temps complet	2022	450 000 \$	600 000 \$	400 000 \$	193 000 \$	— \$	2 100 000 \$	1 700 000 \$	— \$	5 443 000 \$
	2021	450 000 \$	450 000 \$	300 000 \$	193 000 \$	— \$	2 243 756 \$	1 780 000 \$	— \$	5 416 756 \$
	2020	450 000 \$	413 400 \$	275 600 \$	193 000 \$	— \$	1 270 851 \$	1 060 000 \$	— \$	3 662 851 \$
Jeffrey Barlow Président, Canaccord Genuity LLC	2022	500 000 \$	773 000 \$	387 000 \$	193 000 \$	— \$	4 116 735 \$	2 298 000 \$	— \$	8 267 735 \$
	2021	531 000 \$	2 568 000 \$	1 284 000 \$	193 000 \$	— \$	3 147 841 \$	1 770 860 \$	— \$	9 494 701 \$
	2020	532 000 \$	948 000 \$	316 000 \$	193 000 \$	— \$	1 995 027 \$	831 384 \$	— \$	4 815 411 \$
Marcus Freeman Chef de la direction Groupe Canaccord Genuity (Asie-Pacifique)	2022	650 000 \$	1 421 000 \$	710 000 \$	193 000 \$	— \$	1 512 000 \$	1 081 000 \$	8 658 \$	5 575 658 \$
	2021	661 000 \$	1 840 500 \$	613 500 \$	193 000 \$	— \$	1 604 750 \$	755 250 \$	7 918 \$	5 675 918 \$
	2020	653 000 \$	— \$	— \$	193 000 \$	— \$	176 500 \$	276 500 \$	11 421 \$	1 310 421 \$

(2) Les montants des colonnes 2.1 et 2.2 représentent les montants versés à partir du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux à titre de rémunération, qui découle directement de la participation du membre de la haute direction visé aux activités sur les marchés des capitaux en tant que producteur et contributeur actif. Les montants de la colonne 2.2 correspondent aux montants réglés en UALR.

(3) Les montants de la colonne 3 représentent l'amortissement sur quatre ans de la juste valeur à la date d'attribution des options sur actions attribuées aux membres de la haute direction visés au cours de l'exercice 2019.

(4) Les montants de la colonne 4 représentent l'amortissement sur cinq ans de la valeur pour M. Daviau des UATI attribués dans le cadre du placement privé de juin 2016, au moyen de la valeur de 4,17 \$ versée par M. Daviau pour chaque unité de placement privé.

(5.1) Les montants de la colonne 5.1 représentent les primes annuelles. Les montants comprennent le montant versé en espèces ainsi que tout montant versé en équivalent dividende à l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribués avant l'exercice 2018.

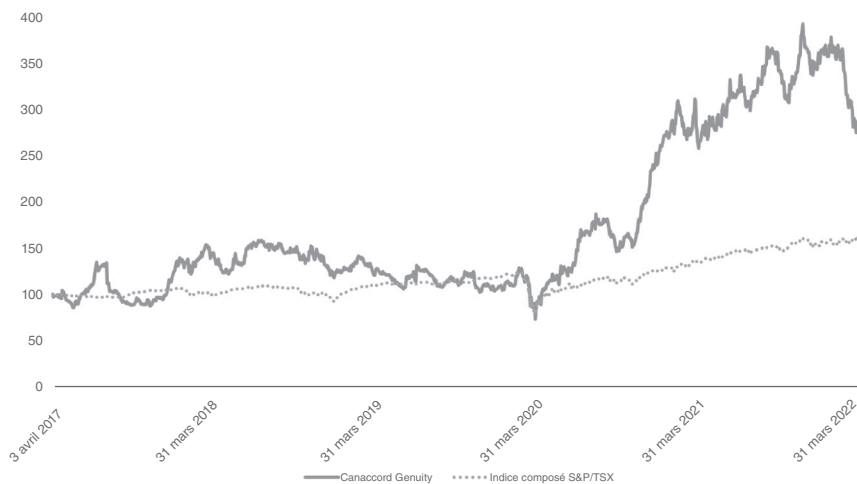
(5.2) Les montants de la colonne 5.2 représentent la juste valeur des UALR octroyées aux membres de la haute direction visés à chaque exercice. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc et sont réglés en espèces après une période de rendement de trois ans applicable à ces UALR sur la base d'un emploi continu et de l'atteinte de cibles de rendement prédéterminées. Le paiement sera réglé en espèces, selon certains multiplicateurs de rendement établis en fonction de cibles de rendement prédéterminées et du cours moyen sur dix jours consécutifs des actions de la Société à la fin de la période de rendement.

(6) Les montants de la colonne 6 comprennent certains avantages imposables et la contribution de la Société à un régime d'actionnariat des employés.

GRAPHIQUE DU RENDEMENT

Le graphique du rendement suivant illustre le rendement cumulé, pour les cinq exercices les plus récents (du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2022), des actions ordinaires de la Société (en supposant que les dividendes sont réinvestis, nets de l'impôt de 25 %) par rapport à l'indice composé de rendement global S&P/TSX. Le graphique et le tableau montrent la valeur à la fin de l'exercice 2022 d'un placement de 100 \$ effectué le 1^{er} avril 2017 dans l'indice et dans des actions ordinaires.

Rendement cumulé d'un placement de 100 \$ (\$ CA) sur une période de cinq exercices (1^{er} avril 2017 au 31 mars 2022)



	3 avril 2017	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2022
Actions ordinaires de Canaccord Genuity	100 \$	145,39 \$	125,14 \$	98,54 \$	268,96 \$	295,30 \$
Indice composé de rendement global S&P/TSX	100 \$	101,45 \$	109,69 \$	94,12 \$	135,77 \$	163,30 \$

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération utilise une analyse plus générale que le rendement total des investissements pour déterminer la rémunération annuelle des membres de la haute direction de la Société, mais les niveaux de rémunération du chef de la direction (compte non tenu de sa rémunération comme producteur de revenus et des attributions d'options ponctuelles) et du chef des finances (compte non tenu des attributions d'options ponctuelles) correspondent de façon générale à la tendance du rendement total des investissements indiquée dans le graphique du rendement.

TABLEAU SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau qui suit présente la rémunération des membres de la haute direction visés pour chacun des trois exercices clos les plus récents de la Société.

Nom et poste principal (a)	Année (b)	Salaire (\$) (c)	Attributions à base d'actions (\$) (d)	Attributions fondées sur des options (\$) (e)	Rémunération aux termes de régimes incitatifs autres qu'à base d'actions (\$) (f)		Valeur du régime de retraite (\$) (g)	Autre rémunération (\$) (h)	Rémunération totale (\$) (i)
					Régimes incitatifs annuels (f1)	Régimes d'intéres- sement à long terme (f2)			
Daniel Daviau Chef de la direction	2022	850 000 \$	5 200 000 \$	— \$	6 950 000 \$	— \$	— \$	9 083 \$	13 009 083 \$
	2021	850 000 \$	5 222 751 \$	— \$	6 950 000 \$	— \$	— \$	1 892 \$	13 024 643 \$
	2020	850 000 \$	3 249 842 \$	— \$	3 550 000 \$	— \$	— \$	9 083 \$	7 658 925 \$
Donald D. MacFayden Chef des finances	2022	475 000 \$	658 051 \$	— \$	1 475 000 \$	— \$	— \$	— \$	2 608 051 \$
	2021	495 500 \$	697 928 \$	— \$	1 587 500 \$	— \$	— \$	— \$	2 780 928 \$
	2020	496 060 \$	391 748 \$	— \$	650 000 \$	— \$	— \$	— \$	1 537 808 \$
David Kassie Président du conseil d'administration à temps complet	2022	450 000 \$	2 100 000 \$	— \$	2 700 000 \$	— \$	— \$	— \$	5 250 000 \$
	2021	450 000 \$	2 103 756 \$	— \$	2 670 000 \$	— \$	— \$	— \$	5 223 756 \$
	2020	450 000 \$	1 466 851 \$	— \$	1 553 000 \$	— \$	— \$	— \$	3 469 851 \$
Jeffrey Barlow Président, Canaccord Genuity LLC	2022	500 000 \$	2 705 735 \$	— \$	4 869 000 \$	— \$	— \$	— \$	8 074 735 \$
	2021	531 000 \$	3 191 701 \$	— \$	5 579 000 \$	— \$	— \$	— \$	9 301 701 \$
	2020	532 000 \$	1 179 411 \$	— \$	2 911 000 \$	— \$	— \$	— \$	4 622 411 \$
Marcus Freeman Chef de la direction Groupe Canaccord Genuity (Asie-Pacifique)	2022	650 000 \$	1 791 000 \$	— \$	2 933 000 \$	— \$	— \$	8 658 \$	5 382 658 \$
	2021	661 000 \$	1 369 000 \$	— \$	3 445 000 \$	— \$	— \$	7 918 \$	5 482 918 \$
	2020	653 000 \$	276 452 \$	— \$	176 548 \$	— \$	— \$	11 421 \$	1 117 421 \$

La rémunération versée à Jeffrey Barlow et à Marcus Freeman est payée en dollars américains et en dollars australiens, respectivement. Les taux de change \$ US/\$ CA d\$ et AU/\$ CA qui ont été utilisés correspondent aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice correspondant.

- (d) Les montants de la colonne (d) représentent la valeur de la rémunération au titre des attributions aux termes du régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) à la date de référence, soit le début de la période de rendement. Dans le cas des membres de la haute direction visés auxquels des UATI ont été attribuées avant l'exercice 2018, les montants de la colonne (d) comprennent le montant versé en équivalent dividende à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc et sont réglés en espèces après une période de rendement de trois ans applicable à ces UALR sur la base d'un emploi continu et de l'atteinte de cibles de rendement prédéterminées. Le paiement sera réglé en espèces, en fonction de l'application de certains multiplicateurs de rendement et du cours moyen sur dix jours consécutifs des actions de la Société à la fin de la période de rendement.

Les UATI attribuées aux membres de la haute direction visés dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice et dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2022 sont présentées dans le tableau qui suit.

Nom du membre de la haute direction visé	Valeur de marché des UATI dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022	Nombre d'UATI dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2022	Valeur de marché des UATI dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2022
Donald MacFayden	114 739 \$	—	— \$
Jeffrey Barlow	298 319 \$	—	— \$

La valeur de marché des UATI dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'UATI dont les droits ont été acquis par le cours de clôture des actions sous-jacentes à la date d'acquisition des droits.

Les UALR attribuées en 2019 aux membres de la haute direction visés dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice et les UALR attribuées en 2020 et en 2021 dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2022 sont présentées dans le tableau qui suit.

Nom du membre de la haute direction visé	Valeur (\$) des UALR dont les droits ont été acquis relativement à la période de rendement close le 31 mars 2022	Nombre d'UALR attribuées mais dont les droits n'avaient pas été acquis au 31 mars 2022		Estimation au 31 mars 2022	
		2020	2021	Nombre d'UALR (A)	Valeur (\$) (B)
Daniel Daviau	17 262 218	2020	752 681	1 579 910	19 261 315
		2021	437 589	522 144	6 365 666
Donald MacFayden	1 907 930	2020	95 979	201 464	2 456 128
		2021	57 854	69 033	841 609
David Kassie	6 087 190	2020	341 839	717 536	8 747 768
		2021	175 036	208 858	2 546 271
Jeffrey Barlow	5 610 750	2020	293 666	616 418	7 514 998
		2021	257 072	306 746	3 739 663
Marcus Freeman	1 204 291	2020	70 756	148 520	1 810 667
		2021	153 566	183 239	2 233 940

Le nombre d'UALR attribuées mais dont les droits n'avaient pas été acquis qui est présenté pour l'exercice 2020 et l'exercice 2021 correspond au nombre d'UALR initialement attribuées pour chacun de ces exercices, sans ajustement au titre des dividendes. Le nombre d'UALR dont les droits sont éventuellement acquis est ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits et est multiplié par un facteur se situant dans une fourchette de 0x à 2x en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées au moment de l'acquisition des droits. Les montants qui figurent à la colonne (A) consistent en une estimation du nombre d'UALR dont les droits seraient acquis si l'acquisition des droits avait eu lieu le 31 mars 2022, en tenant compte d'ajustements au titre des dividendes et des multiplicateurs estimés. La valeur au comptant des UALR dont les droits sont acquis correspond au nombre d'UALR dont les droits sont acquis multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société sur dix jours à la fin de la période de rendement. Le montant présenté à la colonne (B) correspond au nombre présenté à la colonne (A), multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour la période de dix jours se terminant le 31 mars 2022 (c.-à-d., 12,19 \$). Toutes les UALR sont versées à l'acquisition des droits s'y rapportant. Par conséquent, les UALR dont les droits ne sont pas acquis sont les seules UALR qui n'ont pas été payées ou distribuées. Les UALR attribuées relativement à l'exercice 2022 sont exclues du tableau ci-dessus, car les attributions ont été octroyées après le 31 mars 2022. La valeur des attributions au titre des UALR correspond aux montants présentés dans le Tableau sommaire de la rémunération ci-dessus.

- (e) Les options qui n'avaient pas été exercées au 31 mars 2022 sont présentées dans le tableau ci-après. Dans certaines circonstances, il peut arriver que les options viennent à échéance avant cette date.

Nom du membre de la haute direction visé	Nombre d'actions sous-jacentes aux options qui n'avaient pas été exercées au 31 mars 2022 (#)	Prix d'exercice des options (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022 (\$)	Valeur des options dans le cours qui n'avaient pas été exercées au 31 mars 2022 (\$)
Daniel Daviau	800 000	6,73 \$	14 juin 2023	1 760 000 \$	4 496 000 \$
Donald MacFayden	400 000	6,73 \$	14 juin 2023	880 000 \$	2 248 000 \$
David Kassie	400 000	6,73 \$	14 juin 2023	880 000 \$	2 248 000 \$
Jeffrey Barlow	355 619	6,73 \$	14 juin 2023	880 000 \$	1 998 579 \$
Marcus Freeman	400 000	7,067 \$	16 août 2023	835 067 \$	2 113 200 \$

Les droits rattachés aux options sur actions liées au rendement s'acquièrent au prorata sur une période de quatre ans et l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu et l'atteinte des objectifs relatifs au cours des actions. Se reporter à la rubrique sur le « Régime d'options sur actions liées au rendement » à la page 44. Un tiers des droits rattachés aux options a été acquis au cours de l'exercice, soit le 14 juin 2021, en raison du calendrier d'acquisition qui est fonction du passage du temps et du fait que tous les objectifs relatifs au cours des actions avaient déjà été atteints à cette date. La valeur de marché des options sur actions liées au rendement dont les droits ont été acquis au cours de l'exercice correspond à la valeur globale qui aurait été réalisée si les options avaient été exercées le 14 juin 2021. Ce montant correspond à la différence entre le cours des actions sous-jacentes à cette date (13,33 \$) et le prix d'exercice

des options. La valeur des options dans le cours qui n'avaient pas été exercées au 31 mars 2022 est calculée en multipliant le nombre d'options sur actions liées au rendement par la différence entre le cours de clôture des actions sous-jacentes le 31 mars 2022 (12,35 \$) et le prix d'exercice des options.

Le tableau qui suit indique la valeur reçue à l'exercice des options sur actions liées au rendement par chaque membre de la haute direction visé au cours des trois derniers exercices. La valeur est calculée en multipliant le nombre d'options sur actions liées au rendement exercées au cours de l'exercice par la différence entre le prix d'exercice et le cours de clôture des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto à la date de la demande d'exercice.

Nom du membre de la haute direction visé	Exercice	Valeur reçue à l'exercice des options sur actions (S)
Daniel Daviau	2022	—
	2021	—
	2020	—
Donald MacFayden	2022	—
	2021	—
	2020	—
David Kassie	2022	—
	2021	—
	2020	—
Jeffrey Barlow	2022	233 888
	2021	—
	2020	—
Marcus Freeman	2022	—
	2021	—
	2020	—

- (f1) Les montants de la colonne (f1) représentent les paiements et les primes annuelles au titre du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux. Les montants excluent toute tranche des paiements et des primes au titre du compte de rémunération au rendement de la division des marchés des capitaux qui aurait autrement été payée en espèces et à la place de laquelle le membre de la haute direction visé a reçu des UATI en vertu du RILT ou des UALR.
- (h) Les montants de la colonne (h) comprennent certains avantages imposables et la contribution de la Société à un régime d'actionnariat des employés.

Contrats d'emploi et de changement de contrôle

M. Daviau a conclu un contrat d'emploi qui prévoit, entre autres, le versement d'une indemnité de départ en cas a) de cessation d'emploi par son employeur sans motif valable; b) de démission pour motif valable (c'est-à-dire, dans des circonstances où la conduite de son employeur fait en sorte qu'il s'agit d'un congédiement déguisé au sens de la loi (p. ex., si ses responsabilités sont largement réduites en violation de son contrat d'emploi) et qu'une telle conduite n'est pas corrigée dans les dix jours suivant l'envoi d'un avis écrit par M. Daviau); ou c) de démission par suite d'un changement de contrôle si i) le conseil d'administration ne confirme pas qu'il est chef de la direction de la Société dans les 30 jours suivant le changement de contrôle; ii) ses responsabilités sont largement réduites; ou iii) la Société cesse d'être une société ouverte (disposition « à deux événements déclencheurs » en cas de changement de contrôle). Dans ces circonstances, M. Daviau recevrait, en plus de son salaire et de sa prime au prorata jusqu'à la date de cessation, une indemnité équivalant à deux fois le total a) de son salaire de base annuel et b) de la moyenne des primes annuelles versées ou à verser à M. Daviau pour les deux exercices complets clos juste avant la date de cessation. L'indemnité exclut les primes de maintien en fonction ou primes extraordinaires, les options d'unités ou d'actions, les UATI, les UALR, les attributions fondées sur des actions et tous les autres droits ou paiements ou toutes autres attributions à l'égard d'intéressement à long terme (y compris en vertu du RILT) ou en remplacement de ce qui précède autre que toute attribution d'option d'unités ou d'actions, d'UATI, d'UALR, d'attributions fondées sur des actions et de tous les autres droits ou paiements ou de toutes les autres attributions octroyés ou payés en remplacement du salaire de base ou des primes annuelles (lesquels doivent tous être inclus). En outre, M. Daviau bénéficierait de certaines des polices ou de certains régimes auxquels il participe pendant les 24 mois suivant la date de cessation ou jusqu'au début d'un autre emploi, selon la plus rapprochée des deux éventualités. L'entente prévoit des restrictions liées à la non-concurrence pour une période de six mois suivant la date de cessation et des restrictions liées à la non-sollicitation pour une période de 12 mois suivant la date de cessation. Selon cette entente, si un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2022, l'indemnité de départ

totale payable à M. Daviau aurait été de 26 000 000 \$. Tout droit rattaché aux UALR aurait été acquis ou payé en vertu de leurs modalités, lesquelles sont résumées à la rubrique « Dispositions en matière de départ » à la page 41. Selon les modalités du régime d'UALR, si M. Daviau avait présenté sa démission en date du 31 mars 2022 et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », alors un montant de 7 632 946 \$ lui aurait été versé; par ailleurs, si M. Daviau avait été licencié sans motif valable moyennant une période de préavis débutant le 31 mars 2022 et que ce licenciement n'était pas considéré comme un « départ en bons termes », ou s'il avait démissionné avec motif valable en date du 31 mars 2022, après un changement de contrôle, alors un montant de 14 962 766 \$ lui aurait été versé.

Selon les modalités du régime d'UALR, si M. MacFayden présentait sa démission et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », ou s'il était licencié sans motif valable ou s'il avait démissionné avec motif valable après un changement de contrôle, alors les droits rattachés aux UALR auraient été acquis et payés en vertu de leurs modalités, lesquelles sont résumées à la rubrique « Dispositions en matière de départ » à la page 41. Selon ces modalités, si M. MacFayden avait présenté sa démission en date du 31 mars 2022 et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », alors un montant de 979 015 \$ lui aurait été versé; par ailleurs, si M. MacFayden avait été licencié sans motif valable moyennant une période de préavis débutant le 31 mars 2022 et que ce licenciement n'était pas considéré comme un « départ en bons termes », ou s'il avait démissionné avec motif valable en date du 31 mars 2022, après un changement de contrôle, alors un montant de 1 917 955 \$ lui aurait été versé.

M. Kassie a, dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity en avril 2010, conclu un contrat d'emploi qui prévoit, entre autres, le versement d'une indemnité de départ en cas de cessation d'emploi par son employeur sans motif valable ou de démission pour motif valable (c'est-à-dire, dans des circonstances où la conduite de son employeur fait en sorte qu'il s'agit d'un congédiement déguisé au sens de la loi). Dans ces circonstances, il recevrait, en plus de son salaire et de sa prime au prorata jusqu'à la date de cessation, une indemnité d'un montant équivalent à l'« indemnité de départ » pour chaque période de 12 mois (calculée au prorata pour toute période de moins de 12 mois) jusqu'à l'expiration de la période de 24 mois visée par les restrictions liées à la non-concurrence et à la non-sollicitation, à moins que, dans les 90 jours suivant la date de cessation, la Société décide, à son entière discrétion, de réduire à un an la période visée par les restrictions liées à la non-concurrence et à la non-sollicitation et de ne verser qu'un montant équivalent à l'indemnité de départ pour une année. L'indemnité de départ correspondant au total i) du salaire de base annuel du membre de la haute direction à la date de cessation et ii) de la moyenne des primes annuelles versées ou à verser au membre de la haute direction par la Société pour les deux exercices complets de la Société clos juste avant la date de cessation (mais à titre d'exemple plus précis : compte non tenu de tout régime d'intéressement à long terme, de toute attribution fondée sur des options sur actions ou des actions, ainsi que de tout droit ou paiement au titre de ce qui précède), à la condition que le montant pour chaque période de 12 mois suivant les douze premiers mois ne soit pas inférieur à 2,0 millions \$. En outre, M. Kassie bénéficierait de certaines des polices ou de certains régimes auxquels il participe pendant les 12 mois suivant la date de cessation ou jusqu'au début d'un autre emploi, selon la plus rapprochée des deux éventualités. Selon cette entente, si un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2022 et que la Société n'avait pas exercé son droit de réduire à un an la période visée par les restrictions liées à la non-concurrence et à la non-sollicitation, alors le montant total à payer à M. Kassie aurait été de 10 450 000 \$. Tout droit rattaché aux UALR aurait été acquis ou payé en vertu de leurs modalités, lesquelles sont résumées à la rubrique « Dispositions en matière de départ » à la page 41. Selon les modalités du régime d'UALR, si M. Kassie avait présenté sa démission en date du 31 mars 2022 et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », alors un montant de 3 400 927 \$ lui aurait été versé; par ailleurs, si M. Kassie avait été licencié sans motif valable moyennant une période de préavis débutant le 31 mars 2022 et que ce licenciement n'était pas considéré comme un « départ en bons termes », ou s'il avait démissionné avec motif valable en date du 31 mars 2022, après un changement de contrôle, alors un montant de 6 680 602 \$ lui aurait été versé.

Selon les modalités du régime d'UALR, si M. Barlow présentait sa démission et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », ou s'il était licencié sans motif valable ou s'il avait démissionné avec motif valable après un changement de contrôle, alors les droits rattachés aux UALR auraient été acquis et payés en vertu de leurs modalités, lesquelles sont résumées à la rubrique « Dispositions en matière de départ » à la page 41. Selon ces modalités, si M. Barlow avait présenté sa démission en date du 31 mars 2022 et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », alors un montant de 3 217 315 \$ lui aurait été versé; par ailleurs, si M. Barlow avait été licencié sans motif valable moyennant une période de préavis débutant le 31 mars 2022 et que ce licenciement n'était pas considéré comme un « départ en bons termes », ou s'il avait démissionné avec motif valable en date du 31 mars 2022, après un changement de contrôle, alors un montant de 6 256 553 \$ lui aurait été versé.

M. Freeman a conclu un contrat d'emploi qui, entre autres modalités, permet à l'employeur de M. Freeman de mettre fin à son emploi en lui donnant un préavis écrit de cessation d'emploi de 90 jours et de lui verser un montant, calculé en fonction du salaire annuel de base actuel de M. Freeman, en remplacement d'une partie ou de la totalité de la période visée par le préavis qui lui a été donné. De plus, le contrat d'emploi prévoit des restrictions liées à la non-concurrence pour une période de douze mois suivant la date de la démission de M. Freeman ou de sa cessation d'emploi pour faute grave. L'employeur peut réduire la période visée par les restrictions à son entière discrétion. En contrepartie de ces restrictions, son employeur peut lui verser un montant équivalent à un mois de rémunération pour chaque mois visé par la période de restriction. Selon cette entente, si

un événement déclencheur avait eu lieu le 31 mars 2022 et que l'employeur n'avait pas exercé son droit de réduire la durée de la période de restrictions, l'indemnité de départ totale payable à M. Freeman aurait été de 700 000 \$ AU. Tout droit rattaché aux UALR aurait été acquis ou payé en vertu de leurs modalités, lesquelles sont résumées à la rubrique « Dispositions en matière de départ » à la page 41.

Selon les modalités du régime d'UALR, si M. Freeman avait présenté sa démission en date du 31 mars 2022 et que celle-ci n'était pas considérée comme un « départ en bons termes », alors un montant de 1 029 068 \$ lui aurait été versé; par ailleurs, si M. Freeman avait été licencié sans motif valable moyennant une période de préavis débutant le 31 mars 2022 et que ce licenciement n'était pas considéré comme un « départ en bons termes », ou s'il avait démissionné avec motif valable en date du 31 mars 2022, après un changement de contrôle, alors un montant de 1 951 758 \$ lui aurait été versé aux termes du régime d'UALR.

Canaccord Genuity n'a conclu aucun autre contrat d'emploi ou entente d'indemnité de départ avec des membres de la haute direction visés qui prévoit des paiements, montants à payer ou avantages additionnels qui découlent d'une cessation d'emploi (qu'elle soit volontaire, involontaire ou un congédiement déguisé), d'une démission, d'un départ à la retraite, d'un changement de contrôle ou d'une modification des responsabilités du membre de la haute direction visé. Toutefois, les droits non acquis rattachés à des UALR ou à des UATI ou les droits non acquis rattachés à des options sur actions peuvent être acquis, et les autres obligations ou dettes peuvent faire l'objet d'une renonciation en tout temps à la discrétion du conseil d'administration, du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération ou, sous réserve des lignes directrices établies par le comité, du chef de la direction ou du chef des finances. L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une cessation d'emploi combinée à un changement de contrôle de la Société ou dans le cas où l'acquisition immédiate de droits rattachés à des UALR ou à des UATI est négociée dans le cadre d'ententes liées à des indemnités de départ.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société ne compte que les régimes suivants en vertu desquels des attributions ont été octroyées pour l'exercice 2022 ou pourront être octroyées à l'avenir. Il n'y a qu'en vertu du régime d'options sur actions liées au rendement que des actions pourront être émises sur le capital autorisé.

- Régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) : Les attributions sont réglées en espèces et sont assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché et aux conditions d'acquisition autres que celles liées au rendement sur le marché.
- Unités d'actions temporairement incessibles (UATI) en vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT) : Les attributions sont réglées au moyen d'achats par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles et sont assujetties aux conditions d'acquisition liées à la période de service.
- Régime d'unités d'actions différées (UAD) des administrateurs : Les attributions ne sont octroyées qu'aux administrateurs indépendants et sont réglées en espèces au moment où ils quittent le conseil d'administration; voir « Unités d'actions différées » à la page 49.
- Régime d'unités d'actions différées (UAD) des membres de la direction : Les attributions ne sont octroyées qu'aux membres de la haute direction et sont réglées en espèces au moment où ils quittent la Société; voir « Régime d'unités d'actions différées (UAD) des membres de la direction » à la page 47.
- Régime d'options sur actions liées au rendement : Les attributions sont réglées par l'intermédiaire de l'émission d'actions sur le capital autorisé et sont assujetties aux conditions d'acquisition liées à la période de service et au rendement (cours de l'action) sur le marché.
- Régime d'actionariat des employés (RAE) : Sous réserve de certaines conditions, en vertu du RAE, pour chaque dollar qu'un employé admissible cotise au RAE, Canaccord Genuity cotise également un dollar, jusqu'à un montant annuel maximum de 3 000 \$ par employé. Les cotisations servent à acheter des actions ordinaires de Groupe Canaccord Genuity Inc. à la Bourse de Toronto ou sur tout autre marché.

Les attributions d'UALR, d'UATI, d'UAD des membres de la direction et d'options sur actions liées au rendement octroyées aux membres de la haute direction sont recommandées par l'équipe de direction et revues annuellement par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération.

Régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR)

Le chef de la direction, le président du conseil d'administration à temps complet, tous les membres de la haute direction visés et certains autres membres de la haute direction participent au régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR). Aucune des personnes auxquelles une attribution d'UALR est octroyée ne reçoit une attribution d'UATI en vertu du RILT. Toutes les attributions d'UALR sont réglées en espèces.

Un résumé des principales règles du régime d'UALR est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

Concept du régime. Le régime permet aux personnes admissibles (soit le chef de la direction, le président du conseil d'administration à temps complet et certains autres membres de la haute direction de Canaccord Genuity qui seront désignés au gré du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération du conseil d'administration) de recevoir des attributions annuelles d'UALR. Les participants au régime d'UALR ne recevront aucune attribution d'UATI en vertu du RILT.

Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la pleine valeur des actions de la Société qui sont versées après une période d'acquisition des droits de trois ans en fonction de l'atteinte de certaines cibles de rendement prédéterminées (contrairement aux droits rattachés aux UATI en vertu du RILT qui sont acquis qu'en fonction du passage du temps et, sauf dans certaines circonstances, de l'emploi continu).

Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc et sont réglés en espèces après une période de rendement de trois ans applicable à ces UALR sur la base d'un emploi continu et de l'atteinte de cibles de rendement prédéterminées. Le paiement sera réglé en espèces, en fonction du cours moyen pondéré selon le volume des actions de la Société sur une période de dix jours consécutifs, à la fin de la période de rendement.

Le régime sert à reporter une portion de la rémunération annuelle en espèces. Pour le chef de la direction et le président du conseil d'administration à temps complet, dont la participation au régime est obligatoire, une tranche de 40 % de la rémunération globale qui serait autrement versée en espèces est versée sous forme d'UALR. Pour tous les autres membres de la haute direction visés, dont la participation au régime est également obligatoire, une tranche de 33 1/3 % ou de 25 % de la rémunération globale, qui serait autrement payée en espèces est versée sous forme d'UALR.

Le nombre d'UALR dont les droits seront ultimement acquis varie d'aucune UALR à deux fois le nombre d'UALR attribuées, ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période de référence, selon le rendement par rapport aux cibles du rendement total pour les actionnaires relatif (par rapport à l'indice composé de rendement global S&P/TSX) et du résultat par action (RPA) évalué sur la période de rendement de trois ans.

Le nombre d'UALR attribuées chaque année est calculé en divisant la valeur d'attribution par le cours moyen pondéré selon le volume des actions de la Société pour les dix jours de Bourse qui précèdent le début de la période de mesure du rendement.

Conditions d'acquisition liées au rendement. Le nombre d'UALR dont les droits seront ultimement acquis sera ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits et sera déterminé en fonction du multiplicateur de rendement. Le multiplicateur de rendement sera assorti d'une fourchette de 0x (ce qui correspond à aucun paiement) à 2x (ce qui correspond à deux fois le nombre d'unités initialement attribuées dont les droits sont acquis ajusté en fonction des dividendes).

Le multiplicateur de rendement sera calculé comme suit :

- 50 % selon le rendement total pour les actionnaires relatif par rapport à l'indice composé de rendement global S&P/TSX
 - Rendement total pour les actionnaires = variation de la valeur totale d'un placement en actions, y compris la variation du cours de l'action et du réinvestissement des dividendes
 - Période d'évaluation = 1^{er} avril de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel l'attribution a eu lieu jusqu'au 31 mars trois exercices plus tard (à titre d'exemple plus précis : la période d'évaluation au titre de l'exercice 2020 se terminerait le 31 mars 2023). Pour déterminer le cours de l'action de Canaccord Genuity au début et à la fin de chaque période de rendement, un cours moyen pondéré selon le volume des actions pendant une période de dix jours sera utilisé.
 - Les cibles de rendement sont décrites dans le tableau ci-après :

Niveau de rendement	Cibles de rendement	Nombre d'unités dont les droits sont acquis* (en % de la cible)
Minimum	CF ≤ à 2 000 pdb en deçà du rendement de l'indice	0 %
Cible	CF = rendement de l'indice	100 %
Maximum	CF ≥ à 2 000 pdb au-dessus du rendement de l'indice	200 %

* Le nombre d'unités dont les droits seront acquis lorsque le rendement se situe entre le minimum et la cible ou entre la cible et le maximum sera interpolé de façon linéaire.

- Plus précisément : si le rendement de l'indice sur trois ans est de 20 %, le rendement total pour les actionnaires de Canaccord Genuity sur trois ans devra être ≥ à 40 % pour atteindre un pourcentage d'acquisition des droits de 200 %.
- 50 % selon le résultat par action (RPA) moyen sur trois ans
 - Évalué comme le RPA moyen de l'exercice au cours duquel la date d'attribution survient et des deux exercices suivants (à titre d'exemple plus précis : pour l'attribution effectuée au premier trimestre de l'exercice 2022, le RPA moyen pour l'exercice 2022, l'exercice 2023 et l'exercice 2024 sera évalué en le comparant aux cibles fixées).
 - Le RPA correspondra au montant présenté à titre de résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants dans la publication des résultats pour chaque exercice de la période de rendement, comme le conseil d'administration l'a approuvé.

Niveau de rendement	Cibles de rendement	Nombre d'unités dont les droits sont acquis* (en % de la cible) Attributions octroyées pour l'exercice
Minimum	Fixées au moment de l'attribution pour la période de rendement applicable	0 %
Cible	Fixées au moment de l'attribution pour la période de rendement applicable	100 %
Maximum	Fixées au moment de l'attribution pour la période de rendement applicable	200 %

* Le nombre d'unités dont les droits seront acquis lorsque le rendement se situe entre le minimum et la cible ou entre la cible et le maximum sera interpolé de façon linéaire.

Règlement. Les UALR sont réglées en espèces.

Dividendes. Les UALR permettront d'accumuler un crédit en unités équivalentes à des fins de dividendes et les montants cumulés seront versés au moment de l'acquisition des droits.

Dispositions en matière de départ. Dans tous les cas, le conseil d'administration peut, à son gré, accélérer l'acquisition des droits ou le versement des attributions, et le montant des versements aux participants américains sera conforme aux exigences de l'article 409A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis :

- Licenciement motivé : tous les droits, acquis ou non, rattachés à des UALR se périment.
- Démission (autrement qu'un « départ en bons termes ») : À moins de décision contraire du conseil d'administration, tous les droits, acquis ou non, rattachés à des UALR se périment, et le participant reçoit, dans les 90 jours suivant la démission, le montant le moins élevé de i) la valeur de l'attribution initiale et ii) la valeur des UALR, calculée au prorata de la date de l'attribution à la date de la démission et après application du multiplicateur de rendement applicable. Dans un tel cas, le multiplicateur de rendement sera fixé et calculé au plus faible iii) du multiplicateur de rendement appliqué par la Société aux fins du calcul de son résultat net, tel qu'il a été présenté dans les derniers résultats trimestriels publiés avant la date de la démission et iv) de la cible (c.-à-d., 100 %).
- Licenciement sans motif valable (autrement qu'un « départ en bons termes ») : Les droits rattachés aux UALR sont acquis au prorata, de la date de l'attribution à la fin de la période de préavis et les UALR sont monnayées dans les 90 jours suivant la fin de la période de préavis à la valeur des UALR au début de la période de préavis, après application du multiplicateur de rendement applicable. Dans un tel cas, le multiplicateur de rendement sera fixé et calculé comme le multiplicateur de rendement appliqué par la Société aux fins du calcul de son résultat net, tel qu'il a été présenté dans les derniers résultats trimestriels publiés avant la fin de la période de préavis.
- Participant admissible à la retraite : Les droits rattachés aux UALR continueront d'être acquis et les UALR seront monnayées après la fin de la période de rendement de trois ans; au gré du participant, toutes les UALR peuvent être monnayées à leur valeur au moment du départ à la retraite en fonction du multiplicateur de rendement appliqué par la Société aux fins du calcul de son résultat net, tel qu'il a été présenté dans les derniers résultats trimestriels publiés avant la date du départ à la retraite.
- Participant qui n'est plus admissible au régime : Les droits rattachés aux UALR continueront d'être acquis et les UALR seront monnayées après la fin de la période de rendement de trois ans.
- Invalidité : Les droits rattachés aux UALR continueront d'être acquis et les UALR seront monnayées après la fin de la période de rendement de trois ans.
- Décès : Les droits rattachés aux UALR non encore acquis le sont immédiatement et sont réglés avec la succession dans les 90 jours suivant le décès; le multiplicateur de rendement sera fixé au plus élevé du rendement du dernier exercice complet au moment du décès ou de la cible.
- Changement de contrôle : Aucune acquisition anticipée automatique des droits dans le cadre d'un changement de contrôle; le multiplicateur de rendement sera fixé en fonction du rendement du dernier exercice complet au moment du changement de contrôle ou en fonction de la cible de rendement, au gré des gestionnaires (c'est-à-dire, le conseil d'administration ou toute autre personne pouvant avoir été désignée à ce titre par le conseil d'administration).
- Licenciement sans motif valable ou démission pour motif valable par suite d'un changement de contrôle : La démission du membre de la haute direction peut être traitée comme un licenciement sans motif valable par suite d'un changement de contrôle dans certaines circonstances, y compris lorsque des changements importants ont été apportés à la description de poste, à la rémunération, au lieu de travail, etc. (deux événements déclencheurs) pourvu que les titres de Canaccord Genuity continuent d'exister; tout transfert devra être négocié avec l'acquéreur par le conseil d'administration de Canaccord Genuity.

Dispositions relatives au départ en bons termes. Le régime comporte des dispositions relatives au « départ en bons termes » qui établissent le traitement des droits non acquis rattachés aux UALR à la démission ou au licenciement d'un participant fondé sur l'appréciation des gestionnaires.

La définition de l'expression « départ en bons termes » est laissée à la discrétion des gestionnaires; toutefois, le participant devra agir de façon à faciliter son départ conformément à l'entente conclue entre lui et la Société (ce qui veut dire entre autres

choses, donner un préavis raisonnable, assumer les responsabilités relatives à la transition, ne pas recevoir d'indemnisation de départ, se conformer à des clauses restrictives, etc.).

- Si le départ du membre de la haute direction est considéré comme un « départ en bons termes », le conseil d'administration peut décider que les droits non acquis rattachés aux UALR, en totalité ou en partie, continueront d'être acquis conformément au calendrier établi.
- Si le départ du membre de la haute direction n'est pas considéré comme un « départ en bons termes », les droits rattachés aux UALR sont acquis conformément aux dispositions relatives au départ décrites précédemment.

Récupération. Les attributions d'UALR sont assujetties à la récupération en cas de détournement de fonds, de fraude, de manquement à une obligation fiduciaire ou de toute autre inconduite qui constitue un motif de licenciement et qui contribue d'une façon ou d'une autre à l'obligation de retraiter les états financiers de la Société.

Unités d'actions temporairement incessibles (UATI) en vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT)

Le 2 août 2007, les actionnaires de la Société ont adopté le régime d'intéressement à long terme (le « **RILT** ») et ont approuvé l'émission d'au plus 10 000 000 d'actions ordinaires de la Société en vertu du RILT. Ces actions ont toutes été émises et toutes les attributions en vertu du RILT sont dorénavant réglées par le transfert d'actions à partir des fiducies pour les avantages du personnel, lesquelles acquièrent les actions par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le RILT a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le RILT.

Un résumé des principales règles du RILT est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

a) Admissibilité au titre des attributions

Les participants admissibles sont les employés de la division des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity ainsi que les cadres supérieurs des groupes de l'exploitation et de l'administration des sociétés faisant partie du Groupe.

Les attributions sont octroyées sous la forme d'UATI dont les droits ne sont pas acquis. À l'acquisition des droits relatifs aux UATI, le participant aura le droit de recevoir (par voie de transfert des fiducies pour les avantages du personnel) un nombre équivalent d'actions ordinaires.

Le RILT est administré par le conseil d'administration, par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (ou par un autre comité autorisé à cette fin par le conseil d'administration) (le « **comité** ») et par le chef de la direction, le chef de l'exploitation, le cas échéant, et le chef des finances de la Société (les « **membres de la haute direction** » aux fins de la présente section).

b) Prix d'exercice

Le prix auquel le participant peut acquérir des actions ordinaires au moment de l'acquisition de droits se rattachant à des unités d'actions s'établit à néant.

c) Dividendes

Les dividendes versés sur les actions ordinaires au cours de la période d'acquisition des droits ne sont pas cumulés sur les UATI sous-jacentes. Cependant, les participants ont le droit de recevoir un montant en espèces équivalent aux dividendes qui s'accumulent (« équivalent dividende ») au moment de l'acquisition des droits rattachés à leurs unités d'actions.

d) Plafonds autorisés par le régime

Aux termes du RILT, tel qu'il a été approuvé par les actionnaires, un total de 10 000 000 d'actions ordinaires a été autorisé pour émission à même le capital autorisé. Sur la durée de vie du RILT jusqu'au 31 mars 2021, un total de 10 000 000 d'actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé; aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

e) Acquisition ou exercice des droits, cessation d'emploi, changement de contrôle

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, aucune action ordinaire n'a été émise à même le capital autorisé et 5 096 244 actions ordinaires ont été transférées des fiducies pour les avantages du personnel à l'acquisition des droits attribués.

Le comité peut, à son entière discrétion, déterminer les critères d'acquisition des droits attribués aux termes du RILT, dans la mesure où la période d'acquisition des droits n'est pas supérieure à trois ans (ou, dans le cas du Royaume-Uni et des États-Unis, cinq ans) après la fin de l'année civile au cours de laquelle ils sont attribués.

En l'absence de critères déterminés par le comité ou l'un des membres de la haute direction, les droits non acquis rattachés aux UATI sont acquis comme suit :

- i) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la date de la première « publication des résultats » de la Société (comme il est défini plus précisément dans le RILT) qui précède immédiatement le premier anniversaire de la date d'attribution;
- ii) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la première publication des résultats de la Société qui précède immédiatement le deuxième anniversaire de la date d'attribution; et
- iii) un tiers des droits s'acquiert le premier jour ouvrable suivant la première publication des résultats de la Société qui précède immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution.

L'attribution de droits dans le cadre du RILT ne dépend d'aucun critère de rendement.

Si la Société met fin à l'emploi d'un participant pour un motif déterminé (comme il est défini plus précisément dans le RILT), ses droits non acquis rattachés à des unités d'actions sont automatiquement échus à la date de la cessation d'emploi. Dans toute autre circonstance de cessation d'emploi (autre que le décès), les droits non acquis rattachés à des unités d'actions d'un participant continuent d'être acquis conformément aux règles du RILT, sauf si le participant fait concurrence à la Société en tout temps au cours d'une période de 12 mois (qui peut être rallongée à 24 mois) suivant sa cessation d'emploi et si, à la discrétion du comité ou de l'un des membres de la haute direction ou pour toute autre raison que le comité ou le membre de la haute direction juge appropriée dans les circonstances, la Société ne consent pas à cette concurrence. Si l'emploi d'un participant prend fin en raison de son décès, ses droits non acquis rattachés à des UATI sont automatiquement acquis à la date du décès.

Nonobstant ce qui précède, le comité ou un membre de la haute direction peut, sans modifier les règles du RILT, déterminer que les droits seront acquis, en tout ou en partie, dans des circonstances qui, autrement, auraient pu faire en sorte que les droits n'auraient pas été acquis ou l'auraient été ultérieurement.

L'exercice de ce pouvoir discrétionnaire devrait être envisagé dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une cessation d'emploi combinée à un changement de contrôle de la Société ou dans le cas où l'acquisition immédiate de droits rattachés à des UATI est négociée dans le cadre d'ententes liées à des indemnités de départ.

f) Mode d'acquisition des droits

L'acquisition des droits est conditionnelle au paiement par le participant de tous les impôts sur le résultat et cotisations d'assurance nationale des employés exigibles (ou autres dispositions légales d'État équivalentes) ou à tout engagement par le participant de faire un tel paiement.

g) Variation du capital social

En cas de fusion, d'accord, d'émission d'actions gratuites ou d'offre au moyen d'un placement de droits (y compris une offre publique), ou lors de tout regroupement, subdivision, reclassement ou réduction, ou de toute autre variation du capital social de la Société, ou dans le cas où la Société ferait l'objet d'une scission, le nombre d'actions ordinaires visées par une attribution aux termes du RILT peut être ajusté d'une manière que le comité juge équitable.

h) Modifications et généralités

Aucun droit visé par une attribution aux termes du RILT ne peut être cédé ou transféré par un titulaire d'attributions à toute autre personne, sauf en cas de décès du titulaire d'attributions. Les droits liés aux attributions octroyées en vertu du RILT ne doivent pas ouvrir droit à pension.

Les règles du RILT peuvent être modifiées par le comité pourvu :

- i) qu'aucune modification qui pourrait porter gravement atteinte aux intérêts des participants relativement à des attributions déjà octroyées ne soit apportée sans leur consentement;
- ii) que toutes les modifications au nombre maximal d'actions ordinaires qui peuvent être émises sur le capital autorisé aux termes du RILT, aux critères d'admissibilité des participants et aux dispositions de modification soient soumises à l'approbation préalable des actionnaires de la Société à l'occasion d'une assemblée annuelle ou extraordinaire, à moins qu'il ne s'agisse de modifications mineures au bénéfice de l'administration du régime ou en vue de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les titulaires d'attributions, la Société ou un membre du Groupe.

Régime d'options sur actions liées au rendement

Le 2 août 2018, les actionnaires de la Société ont approuvé le régime d'options sur actions liées au rendement aux termes duquel un maximum de 6 % des actions ordinaires de la Société émises et en circulation peuvent être émises de temps à autre; ils ont en outre approuvé la capacité de la Société à continuer d'attribuer des options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement jusqu'au 2 août 2021. Le 5 août 2021, les actionnaires de la Société ont approuvé toutes les options non attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement ainsi que la capacité de la Société à continuer d'attribuer des options jusqu'au 5 août 2024, date du troisième anniversaire de la date d'approbation des actionnaires.

En 2021, le régime d'UALR a également été modifié pour permettre à la Société d'offrir aux participants une modalité d'exercice sans décaissement ou d'exercice contre règlement en espèces afin d'éviter que l'émission d'actions dilue inutilement les avoirs des actionnaires existants. Les modifications apportées au régime permettent aux participants de racheter leurs options dont les droits sont acquis et de les exercer pour une contrepartie en espèces ou en actions d'un montant égal à la valeur dans le cours de ces options au moment de l'exercice. Ces modifications, dont le dépôt a été accepté par la Bourse de Toronto, n'ont pas eu à recevoir l'approbation des actionnaires afin d'être mises en œuvre, conformément aux modalités du régime ou aux politiques de la Bourse de Toronto.

Un résumé des principales règles du régime d'options sur actions liées au rendement est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

Les options sur actions liées au rendement s'apparentent aux options sur actions conventionnelles, mais comportent une caractéristique supplémentaire qui fait en sorte que l'acquisition des droits est conditionnelle au passage du temps et à l'atteinte des objectifs relatifs au cours des actions sur la durée de l'option. Les options sur actions liées au rendement pour lesquelles les objectifs relatifs au cours des actions n'ont pas été atteints avant l'expiration de l'option se périment.

Les droits rattachés aux options sur actions liées au rendement seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les conditions d'acquisition liées au rendement sont respectées une fois que le cours des actions ordinaires de Canaccord Genuity est atteint ou est supérieur aux « niveaux » d'augmentation fixés pour le cours des actions pendant la durée de vie de l'option. Les niveaux peuvent être atteints à tout moment au cours de la durée de vie de cinq ans des options, l'atteinte étant évaluée au moyen du cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours.

Ce qui suit décrit les modalités du régime d'options sur actions liées au rendement de Canaccord Genuity.

Concept du régime. Le régime permettra aux personnes admissibles (soit les membres de la haute direction de Canaccord Genuity approuvés au gré du conseil d'administration) de recevoir des attributions d'options sur actions liées au rendement.

L'acquisition des droits rattachés aux options sur actions liées au rendement est fonction du passage du temps, c'est-à-dire que les droits d'un tiers des options sont acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'attribution et à l'atteinte des objectifs relatifs au cours des actions.

Administration. Le régime d'options sur actions liées au rendement est administré par le conseil d'administration ou tout autre comité du conseil d'administration désigné au gré du conseil d'administration.

Admissibilité aux options sur actions liées au rendement. Les participants admissibles sont les employés de Canaccord Genuity et de ses filiales. Les administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société ou de l'une de ses filiales ne sont pas admissibles.

Durée. À moins que les gestionnaires ne fixent une date antérieure, l'expiration de chaque option sur actions survient au cinquième anniversaire de la date de l'attribution. Dans l'éventualité d'une période d'interdiction d'opérations, la date d'expiration sera dix jours ouvrables après la fin de la période d'interdiction d'opérations.

Prix d'exercice. La juste valeur du marché par action ordinaire de la Société à la date d'attribution qui, lorsque les actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto, correspond au cours moyen pondéré selon le volume des actions à la Bourse pendant les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution.

Aide financière. Aucune aide financière ne sera accordée par la Société pour faciliter le paiement du prix d'exercice des options sur actions liées au rendement.

Plafond de participation des initiés. Le régime d'options sur actions liées au rendement plafonne la participation des initiés de façon à ce que, en aucun cas, l'exercice des droits rattachés aux options sur actions liées au rendement attribuables aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement ne puisse, en aucun moment, faire en sorte que le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises aux initiés de Canaccord Genuity en tout temps, ou émises aux initiés de Canaccord Genuity au cours d'une période de un an, aux termes du régime et de tous les autres régimes de rémunération fondée sur des actions de Canaccord Genuity, dépasse 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation immédiatement avant la date de l'exercice.

Nombre maximal pouvant être émis à une personne donnée. Le régime d'options sur actions liées au rendement ne limite pas à un nombre maximal le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à une personne donnée aux termes du régime et de tout autre régime de rémunération fondé sur des actions (exprimé en pourcentage ou autrement).

Plafond relatif aux paiements. La valeur du paiement final (soit, le profit réalisé au moment de l'exercice des options) est plafonnée à trois fois le prix d'exercice. Par conséquent, si la valeur du paiement final dépasse le plafond au moment de l'exercice des options, le nombre d'actions ordinaires émises à l'exercice de ces options est alors réduit en conséquence.

Calendrier d'acquisition qui est fonction du passage du temps. Les droits rattachés aux options sur actions liées au rendement s'acquissent au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'attribution) et l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu et l'atteinte des objectifs relatifs au cours des actions comme il est décrit ci-après.

Conditions d'acquisition liées au rendement (« objectifs relatifs au cours des actions »). En plus de la condition d'acquisition liée au passage du temps, les droits rattachés aux options sur actions liées au rendement s'acquissent et peuvent être exercés par « niveau » au fur et à mesure où les objectifs relatifs au cours des actions sont atteints au cours de la durée de vie de l'option. Une fois qu'un « niveau » est atteint, les droits rattachés au nombre d'options liées à ce « niveau » sont immédiatement acquis et peuvent être exercés, dans la mesure où la condition d'acquisition liée au passage du temps a été également respectée. Si un « niveau » ou plus d'un « niveau » n'ont pas été respectés au cinquième anniversaire de la date d'attribution (soit la date de l'expiration de l'option), les options correspondantes se périment.

Les objectifs de rendement établis aux fins des attributions d'options les 14 juin 2018, 16 août 2018 et 12 juin 2019 sont fondés sur le cours des actions de Canaccord Genuity et sont comme suit :

- 25 % des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de Canaccord Genuity négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 1,00 \$ le prix d'exercice.
- 25 % additionnel des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de Canaccord Genuity négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 2,00 \$ le prix d'exercice.
- 25 % additionnel des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de Canaccord Genuity négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 3,00 \$ le prix d'exercice.
- 25 % additionnel des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de Canaccord Genuity négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 4,00 \$ le prix d'exercice.

Les objectifs de rendement établis aux fins de l'attribution d'options le 23 novembre 2020 sont fondés sur le cours des actions de Canaccord Genuity et sont comme suit :

- 50 % des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 1,4245 \$ le prix d'exercice (soit, 3,00 \$ au-delà du prix d'exercice des options attribuées le 14 juin 2018).
- 50 % additionnel des droits rattachés aux options sont acquis si le cours de clôture moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires négociées à la Bourse de Toronto pour une période de 20 jours consécutifs au cours de la durée de vie de l'option excède de 2,4245 \$ le prix d'exercice (soit, 4,00 \$ au-delà du prix d'exercice des options attribuées le 14 juin 2018).

Règlement. Les options sur actions liées au rendement sont réglées au moyen d'actions émises sur le capital autorisé.

Nombre d'actions de la réserve. Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises au moment de l'exercice des options sur actions liées au rendement ne peut, en aucun cas, excéder 6 % des actions ordinaires émises et en circulation, ce nombre étant calculé à la date d'attribution de chaque option. Donc, si la Société devait émettre des actions ordinaires supplémentaires dans l'avenir, le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement augmentera en conséquence. Le régime d'options sur actions liées au rendement est considéré comme un régime « à réserve universelle », étant donné que les actions ordinaires couvertes par des options sur actions liées au rendement qui ont été exercées seront disponibles pour de futures attributions aux termes de ce régime et que le nombre d'options sur actions liées au rendement disponibles aux fins d'attribution augmente au même rythme que le nombre d'actions ordinaires de la Société émises et en circulation.

Cessibilité. Les options sur actions liées au rendement et tous les droits aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement ne peuvent être cédés ou transférés à un tiers, que ce soit par l'application de la loi ou d'une autre manière.

Dispositions de modification. Les gestionnaires peuvent apporter à leur gré des modifications au régime d'options sur actions liées au rendement qu'ils considèrent comme nécessaires, sans avoir à solliciter l'approbation des actionnaires, y compris, sans s'y limiter :

- aux fins de modifications officielles, mineures ou techniques à l'une des dispositions du régime d'options sur actions liées au rendement, y compris des modifications de nature administrative;
- aux fins de la correction de toute ambiguïté, de toute disposition inopérante, d'erreurs ou d'omissions dans les dispositions du régime d'options sur actions liées au rendement;
- aux fins de modification des dispositions d'acquisition des droits rattachés aux options sur actions liées au rendement contenues dans le régime;
- aux fins de modification des dispositions relatives à l'expiration des options sur actions liées au rendement ou du régime d'options sur actions liées au rendement;
- aux fins du règlement de questions (y compris les questions fiscales) applicables à un territoire en particulier dans lequel les participants résident;
- aux fins du respect des lois, de la réglementation fiscale ou des lois sur les valeurs mobilières étrangères pertinentes ou de l'obtention ou du maintien d'un traitement fiscal, d'un contrôle du change ou d'un traitement réglementaire favorable pour les participants, Canaccord Genuity ou une filiale et/ou les gestionnaires d'un territoire à l'étranger;
- aux fins de toute autre modification qui ne nécessite pas l'approbation des actionnaires en vertu des lois applicables ou des règles de la Bourse de Toronto.

Sous réserve du respect des règles de la Bourse de Toronto applicables ou de toute autre Bourse à laquelle les actions ordinaires sont inscrites, l'approbation préalable des actionnaires doit être obtenue aux fins des modifications au régime d'options sur actions liées au rendement qui auraient pour effet :

- d'augmenter le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement;
- de diminuer le prix d'exercice des options sur actions liées au rendement en cours, y compris d'annuler des options sur actions liées au rendement et d'en attribuer d'autres en lien avec cette annulation, ce qui constitue une diminution du prix d'exercice des options sur actions liées au rendement;
- de modifier la définition de « particulier admissible » précisée à l'article 2.1(l) du régime d'options sur actions liées au rendement ou de « participant » précisée à l'article 2.1(t) du régime d'options sur actions liées au rendement pouvant permettre l'admissibilité, sur une base discrétionnaire, d'administrateurs qui ne sont pas également des employés de Canaccord Genuity ou de l'une de ses filiales;
- de prolonger la durée des options sur actions liées au rendement au-delà de la date initiale d'expiration de ces options (sous réserve des périodes d'interdiction décrites dans la définition de « date d'expiration » contenue dans l'article 2.1(o) du régime d'options sur actions liées au rendement);
- de permettre le transfert ou la cession, autre que le transfert par testament ou en vertu des lois applicables sur les successions, d'options sur actions liées au rendement attribuées aux termes du régime à des sociétés contrôlées par le particulier ou des fiducies familiales;
- de modifier le plafond imposé aux initiés énoncé à l'article 5.4 du régime d'options sur actions liées au rendement;
- de modifier les dispositions de modification énoncées à l'article 12 du régime d'options sur actions liées au rendement ou d'accorder aux gestionnaires des pouvoirs additionnels leur permettant de modifier le régime d'options sur actions liées au rendement ou d'accorder des droits sans l'approbation des actionnaires.

Dispositions en matière de départ. Dans tous les cas, le conseil d'administration peut, à son gré, accélérer l'acquisition des droits ou le versement des attributions.

- Licenciement motivé : les droits, acquis ou non, rattachés aux options sur actions liées au rendement expirent au moment du licenciement.
- Démission (autrement que dans le cas d'un « départ en bons termes ») : tous les droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement se périment et les droits acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement peuvent être exercés au plus tard à la date de départ (mais dans tous les cas avant la date d'expiration de ces options).
- Licenciement sans motif valable ou participant admissible à la retraite (dans tous les cas, autrement que dans le cas d'un « départ en bons termes ») : tous les droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement se périment et les droits acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement peuvent être exercés dans les 90 jours suivant la date de départ (mais dans tous les cas avant la date d'expiration de ces options).
- Invalidité : Les droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement continuent d'être acquis et leur acquisition repose sur le respect des conditions d'acquisition liée au passage du temps et au rendement; les droits acquis rattachés aux options peuvent être exercés jusqu'à la date d'expiration de l'option ou trois ans à compter de la date de l'invalidité, selon la plus rapprochée des deux éventualités.
- Décès : L'acquisition des droits rattachés aux options sur actions liées au rendement s'effectue de façon anticipée; les droits acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement peuvent être exercés jusqu'à la date d'expiration de l'option ou un an après la date du décès, selon la plus rapprochée des deux éventualités.

- Changement de contrôle : Aucune acquisition anticipée automatique des droits dans le cadre d'un changement de contrôle tandis que le régime permet aux gestionnaires de négocier le transfert dans la nouvelle société des droits non acquis rattachés aux titres ou permet, au gré des gestionnaires, une acquisition anticipée des droits.

Dispositions relatives au départ en bons termes. Le régime d'options sur actions liées au rendement comporte des dispositions relatives au « départ en bons termes » qui établissent le traitement des droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement dans l'éventualité du départ d'un participant de la Société, fondé sur l'appréciation des gestionnaires (ou du chef de la direction et du chef des finances si ce pouvoir leur est délégué).

La définition de l'expression « départ en bons termes » est laissée à la discrétion des gestionnaires (ou du chef de la direction et du chef des finances si ce pouvoir leur est délégué); toutefois, le participant devra agir de façon à faciliter son départ conformément à l'entente conclue entre lui et la Société (ce qui veut dire entre autres choses, donner un préavis raisonnable, assumer les responsabilités relatives à la transition, ne pas recevoir d'indemnisation de départ, se conformer à des clauses restrictives, etc.).

- Si le départ du membre de la haute direction est considéré comme un « départ en bons termes », les gestionnaires peuvent décider que les droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement, en totalité ou en partie, continuent d'être acquis conformément au calendrier établi ou s'effectue de façon anticipée.
- Si le départ du membre de la haute direction n'est pas considéré comme un « départ en bons termes », les droits non acquis rattachés aux options sur actions liées au rendement seront traités conformément aux dispositions relatives au départ décrites précédemment.

Récupération. Toutes les options sur actions liées au rendement sont assujetties à la récupération ou à la renonciation dans les circonstances suivantes :

- Retraitement important qui a donné lieu aux versements de montants qui autrement n'auraient pas été versés si les états financiers avaient été établis correctement; ou
- Détournement de fonds, fraude, manquement à une obligation fiduciaire ou toute autre inconduite qui constitue un motif de retraitement important.

Dans de telles circonstances, le conseil d'administration peut, à son gré, annuler les droits acquis ou non rattachés aux options sur actions liées au rendement et récupérer les gains.

Taux de combustion. Pour les exercices 2020, 2021 et 2022, les options attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement ont dégagé des taux de combustion de respectivement 0,09 %, 0,09 % et 0 %.

Titres visés par des attributions. Depuis la création du régime d'options sur actions liées au rendement en 2018, 6 420 000 options ont été attribuées, desquelles 825 378 options ont été exercées. Par conséquent, 5 594 622 options sont visées par des attributions, ce qui équivaut à 5,6 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société au 6 juin 2022.

Titres disponibles à des fins d'attribution. Au 6 juin 2022, 354 727 options demeurent disponibles à des fins d'attribution aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement, ce qui équivaut à 0,4 % des actions ordinaires en circulation de la Société.

Titres émis et pouvant être émis. Le nombre total d'actions ordinaires émises et pouvant être émises en vertu d'options attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement équivaut à 6,47 % des actions ordinaires en circulation de la Société au 6 juin 2022.

Régime d'unités d'actions différées (UAD) des membres de la direction

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour certains membres clés de la haute direction du groupe. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces soit au moment du départ à la retraite de l'employé, soit après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou en cas de décès. Le chef de la direction et le président du conseil d'administration à temps complet ne participeront pas au régime d'UAD des membres de la direction.

La Société prévoit attribuer des unités d'actions différées aux termes du régime d'unités d'actions différées des membres de la direction à certains participants admissibles au cours de l'exercice 2023. Dans les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022, la valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer au titre des attributions futures aux termes du régime d'unités d'actions différées des membres de la direction était de 5,4 millions \$ au 31 mars 2022.

Un résumé des principales règles du régime d'UAD des membres de la direction est exposé ci-dessous à titre informatif uniquement et ne saurait remplacer les règles elles-mêmes.

Concept du régime. La Société a pour objectif d'accroître l'actionariat des employés et de faire le pont entre les objectifs stratégiques, les pratiques du marché et la culture d'actionariat et d'entrepreneuriat, tout en attirant, en motivant et en

maintenant en poste les employés; ainsi, le régime vise à offrir un mécanisme harmonisant étroitement les intérêts des employés avec ceux des actionnaires et repose sur le principe que les cadres supérieurs devraient détenir une participation importante dans les actions de la Société et que la croissance de la valeur de cette participation devrait constituer un élément significatif de la rémunération globale.

Règlement. Une UAD est une inscription en compte qui reproduit la valeur d'une action ordinaire. Les UAD ne sont versées que lorsque l'employé quitte la Société, conformément aux modalités du régime, lui procurant ainsi une participation continue dans la Société pendant la durée de son mandat. Dans le cas d'un « départ en bons termes », lorsque l'employé quitte la Société, le paiement des UAD est réglé en espèces un an plus tard, mais seulement s'il n'est pas entré en concurrence avec la Société.

Dans le cas d'un départ autre qu'un « départ en bons termes », les UALR du participant seront libérées, mais il devra renoncer à ses UAD.

Modalités de participation. Pour participer au régime, chaque participant doit y cotiser en versant ses actions ordinaires nouvellement acquises dans un compte soumis à restrictions, avant une date fixée par la Société, mais au moins trois ans après que les modalités de cette attribution ont été communiquées à l'employé. Les cotisations au compte soumis à restrictions peuvent être faites à même les actions ordinaires reçues à l'acquisition des droits rattachés aux UATI ou à l'exercice des options sur actions (dans chaque cas, après impôt) ou à partir d'actions ordinaires acquises sur le marché, au moyen du produit après impôt tiré des UALR en circulation, ou acquises d'une autre façon. Les actions acquises avant une date fixée par la Société ne sont pas admissibles à titre de cotisation au compte soumis à restrictions. Les participants conservent tous les droits rattachés aux actions ordinaires détenues dans le compte soumis à restrictions, y compris les droits de vote et les droits aux dividendes.

Objectif de cotisation. L'objectif de cotisation de chaque participant est établi par la Société au début de sa participation au régime, et est fixé selon un nombre d'actions ordinaires équivalant à un montant se situant dans une fourchette de 500 000 \$ à 2 500 000 \$, déterminé en fonction du cours de l'action au moment où l'objectif est communiqué au participant. Une UAD est attribuée pour chaque tranche de deux actions ordinaires cotisée au compte soumis à restrictions. Les actions ordinaires cotisées au compte soumis à restrictions peuvent être vendues ou transférées après la date fixée pour dépôt dans le compte soumis à restrictions seulement si le participant renonce aux UAD qui y sont rattachées. Les participants disposent d'au moins trois ans pour atteindre leur objectif de cotisation, et s'ils ne l'atteignent pas, ils devront renoncer à toutes les UAD dans leur compte.

Dividendes. Lorsque des dividendes en espèces sont versés sur les actions ordinaires, les participants sont crédités d'UAD supplémentaires. Le nombre d'UAD supplémentaires est calculé en multipliant le dividende en espèces par action ordinaire par le nombre d'UAD dans le compte du participant à la date de clôture des registres, divisé par la juste valeur de marché d'une action ordinaire à la date du versement du dividende.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération examine chaque année la rémunération versée aux administrateurs à ce titre. En évaluant cette rémunération, le comité passe en revue des études externes et d'autres renseignements de tiers concernant la rémunération qui est versée aux administrateurs d'autres entreprises du secteur de la Société et aux administrateurs d'autres sociétés au Canada.

Le tableau qui suit présente la rémunération de tous les administrateurs qui ne sont pas des membres de la haute direction visés pour le plus récent exercice clos de la Société (2022). Tous les administrateurs présentés dans le tableau qui suit sont des administrateurs ne faisant pas partie de la direction et des administrateurs indépendants.

Nom (a)	Honoraires gagnés (\$) (b)	Attributions fondées sur des actions (\$) (c)	Attributions fondées sur des options (\$) (d)	Rémunération aux termes de régimes incitatifs autres qu'à base d'actions	Valeur du régime de retraite (\$) (f)	Autre rémunération (\$) (g)	Total (\$) (h)
				(\$) (e)			
Charles Bralver	100 000 \$	122 687 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	222 687 \$
Gillian Denham	265 000 \$	92 467 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	357 467 \$
Michael Harris	100 000 \$	147 750 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	247 750 \$
Merri Jones	95 000 \$	99 243 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	194 243 \$
Terrence Lyons	115 000 \$	124 602 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	239 602 \$
Jo-Anne O'Connor	62 312 \$	59 224 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	121 536 \$
Dipesh Shah	95 000 \$	116 746 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	211 746 \$
Francesca Shaw	49 347 \$	46 844 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	96 191 \$
Sally Tenant	95 000 \$	97 882 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	192 882 \$

- (b) En ce qui a trait aux administrateurs indépendants, les montants de la colonne (b) comprennent la rémunération annuelle. M^{me} O'Connor s'est jointe au conseil d'administration le 5 août 2021, et M^{me} Shaw s'est jointe au conseil d'administration le 24 septembre 2021.
- (c) Les montants de la colonne (c) pour les administrateurs indépendants (M. Bralver, M^{me} Denham, M. Harris, M^{me} Jones, M. Lyons, M^{me} O'Connor, M. Shah, M^{me} Shaw et M^{me} Tennant) représentent la juste valeur à la date d'attribution des unités d'actions différées (UAD) attribuées aux administrateurs au cours des quatre trimestres de l'exercice. Ces chiffres comprennent les UAD supplémentaires versées relativement aux dividendes en espèces. Pour plus de renseignements sur les UAD, se reporter à la rubrique « Unités d'actions différées » à la page 49. La juste valeur à la date d'attribution se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume des actions à la Bourse de Toronto pendant les dix jours précédant immédiatement la date d'attribution. La valeur des UAD versées relativement aux dividendes en espèces est calculée en utilisant le cours de clôture des actions sous-jacentes à la date de paiement des dividendes. Cette méthode représente la meilleure estimation de la direction de la juste valeur à la date d'attribution.

Le tableau suivant illustre les UAD attribuées aux administrateurs au cours de l'exercice et qui étaient en circulation au 31 mars 2022. Ces chiffres comprennent les UAD supplémentaires versées relativement aux dividendes en espèces. La valeur de marché des UAD attribuées au cours de l'exercice est calculée en multipliant le nombre d'UAD attribuées par la juste valeur à la date d'attribution ou le cours de clôture des actions sous-jacentes à la date de paiement des dividendes, selon le cas. La valeur de marché des UAD détenues au 31 mars 2022 est calculée en multipliant le nombre d'UAD détenues par le cours de clôture des actions sous-jacentes le 31 mars 2022 (12,35 \$).

Nom de l'administrateur	Nombre d'UAD attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022	Valeur de marché des UAD attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022	Nombre d'UAD détenues au 31 mars 2022	Valeur de marché des UAD détenues au 31 mars 2022
Charles Bralver	8 983	122 687 \$	111 016	1 371 048 \$
Gillian Denham	6 736	92 467 \$	12 827	158 413 \$
Michael Harris	10 821	147 750 \$	206 418	2 549 262 \$
Merri L. Jones	7 236	99 243 \$	36 557	451 479 \$
Terrence Lyons	9 109	124 602 \$	125 358	1 548 171 \$
Jo-Anne O'Connor	4 325	59 224 \$	4 325	53 414 \$
Dipesh Shah	8 528	116 746 \$	97 844	1 208 373 \$
Francesca Shaw	3 460	46 844 \$	3 460	42 731 \$
Sally Tennant	7 136	97 882 \$	31 792	392 631 \$

Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ont touché des honoraires annuels de 180 000 \$, dont une moitié a été versée en trésorerie et l'autre sous forme d'UAD. L'administratrice principale a touché une somme supplémentaire de 170 000 \$ par année. Le président du comité d'audit et de risque a reçu une rémunération supplémentaire de 20 000 \$ par année, et le président du comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération a touché une somme supplémentaire de 10 000 \$ par année. Les autres membres du comité toucheront une somme de 5 000 \$ par année pour chacun des comités auxquels ils siègent.

Les administrateurs ne faisant pas partie de la direction ne sont pas autrement rémunérés pour leurs services en tant qu'administrateurs ne faisant pas partie de la direction de filiales de Groupe Canaccord Genuity ni pour leur participation aux réunions. Les administrateurs ont aussi droit au remboursement des débours engagés pour participer aux réunions de n'importe lequel des conseils d'administration et de leurs comités, et des autres dépenses engagées raisonnablement dans le cadre des activités de la Société.

Unités d'actions différées

Les administrateurs reçoivent une attribution trimestrielle d'unités d'actions différées (UAD). La moitié des honoraires annuels de 180 000 \$ des administrateurs a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Une UAD est une inscription en compte qui reproduit la valeur d'une action ordinaire. Lorsque des dividendes en espèces sont versés sur les actions ordinaires, les administrateurs admissibles sont crédités d'UAD supplémentaires. Le nombre d'UAD supplémentaires est calculé en multipliant le dividende en espèces par action ordinaire par le nombre d'UAD dans le compte de l'administrateur à la date de clôture des registres, divisé par la juste valeur de marché d'une action ordinaire à la date du versement du dividende. Les UAD s'accumulent pendant la durée du mandat de l'administrateur et ne sont versées que lorsqu'il quitte le conseil d'administration, lui procurant ainsi une participation continue dans la Société pendant la durée de son mandat. Lorsque l'administrateur quitte le conseil d'administration, le paiement des UAD est effectué en espèces.

Paramètres d'actionariat

Les administrateurs disposent de cinq ans à compter de la date de leur élection ou de leur nomination pour acquérir des actions et des UAD d'une valeur de marché de 250 000 \$. La valeur des actions est leur valeur de marché et la valeur des

UAD est la valeur de marché des actions sous-jacentes aux UAD. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir en partie ou en totalité leurs honoraires sous forme d'UAD.

En ce qui concerne les candidats en vue de la réélection à titre d'administrateur, au moyen du cours de clôture des actions ordinaires le 31 mars 2022 (12,35 \$) et du nombre d'actions détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou sur lesquelles une emprise ou un contrôle est exercé et le nombre d'UAD détenues directement le 31 mai 2022, la valeur cumulative totale des placements en actions de chaque administrateur, y compris les actions et les UAD (évaluées à la valeur de marché des actions sous-jacentes aux UAD), se présente comme suit :

	Nombre d'actions ordinaires	Nombre d'UAD	Valeur cumulative totale	Atteinte du seuil minimal de la participation en actions
Charles Bralver	60 500	111 016	2 118 223 \$	Oui
Daniel Daviau	3 307 045	—	40 842 006 \$	Oui
Gillian Denham	—	12 827	158 413 \$	À atteindre d'ici août 2025
David Kassie	4 804 743	—	59 338 576 \$	Oui
Jo-Anne O'Connor	63 050	4 325	832 082 \$	Oui
Dipesh Shah	—	97 844	1 208 373 \$	Oui
Francesca Shaw	—	3 460	42 731 \$	À atteindre d'ici septembre 2026
Sally Tenant	30 350	31 792	767 454 \$	Oui

Assurance et indemnisation

Les administrateurs et membres de la direction de la Société ainsi que ceux des entités membres de son groupe sont protégés par un contrat d'assurance des administrateurs et membres de la direction offrant une garantie maximale totale de 60 millions \$ pour l'ensemble des administrateurs et membres de la direction assurés.

Les statuts de la Société prévoient également l'indemnisation obligatoire de ses administrateurs et anciens administrateurs à l'égard de toute obligation et de tous frais relatifs à une action ou poursuite intentée contre eux relativement à l'accomplissement de leurs devoirs ou de leur charge, que ce soit pour le compte de la Société ou pour celui d'une entité membre de son groupe, sous réserve de certaines limites usuelles. La Société a conclu une entente d'indemnisation à titre d'administrateur avec chacun de ses administrateurs, entente qui complète les statuts et prévoit notamment le paiement des dépenses engagées (sous réserve d'un remboursement s'il est plus tard établi que l'administrateur n'avait pas droit à une indemnisation), la détermination des droits par un conseiller juridique indépendant et le maintien de l'assurance aux niveaux actuels si elle est raisonnablement disponible.

Titres pouvant être émis en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions

INFORMATIONS SUR LES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS¹

Catégorie des régimes	Nombre de titres devant être émis à l'exercice des options, bons de souscription et droits en cours (a)	Prix d'exercice moyen pondéré des options, bons de souscription et droits en cours (b)	Nombre de titres encore disponibles à des fins d'émission en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions (à l'exclusion des titres indiqués à la colonne a) (c)
Régimes de rémunération fondée sur des actions approuvés par les porteurs de titres			
Régime d'options sur actions liées au rendement	5 627 955	6,79 \$	353 913
Total	5 627 955	Sans objet	353 913

1) L'information présentée dans ce tableau est en date du 31 mars 2022.

Le seul régime incitatif de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel des actions pourront être émises sur le capital autorisé est le régime d'options sur actions liées au rendement.

Le 2 août 2018, les actionnaires de la Société ont approuvé la création d'un régime d'options sur actions liées au rendement aux termes duquel un maximum de 6 % des actions ordinaires de la Société émises et en circulation peuvent être émises. Le 5 août 2021, les actionnaires de la Société ont approuvé toutes les options non attribuées aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement ainsi que la capacité de la Société à continuer d'attribuer des options jusqu'au 5 août 2024, date du troisième anniversaire de la date d'approbation des actionnaires.

Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options avec un prix d'exercice de 6,73 \$ par action, selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). Le 23 novembre 2020, la Société a attribué 100 000 options avec un prix d'exercice de 8,3055 \$ par action. Au cours de l'exercice 2022, 609 046 options ont été exercées. Au 31 mars 2022, 5 627 955 options étaient en cours. Si elles avaient été exercées et si les droits s'y rattachant avaient été acquis, elles auraient entraîné l'émission de 5 627 955 actions ordinaires, soit approximativement 5,68 % du nombre d'actions ordinaires en circulation à la date de clôture des registres.

Un résumé des principales règles du régime d'options sur actions liées au rendement est présenté à la page 44.

Prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction

Le tableau suivant présente l'encours total, au 31 mai 2022, de la dette contractée relativement à l'achat de titres de la Société ou de ses filiales ainsi que de toutes les autres dettes (à l'exception des « prêts de caractère courant ») de l'ensemble des membres de la haute direction, administrateurs, employés et anciens membres de la haute direction, administrateurs et employés de Groupe Canaccord Genuity.

Encours total des prêts (\$)

Objectif (a)	Consentis par la Société ou ses filiales (\$) (b)	Consentis par une autre entité (\$) (c)
Achat d'actions ¹	11 465 895	0
Autres	177 283 265	0

1) Il s'agit de prêts avec droit de recours intégral ou de prêts à recours limité d'un montant en capital total de 7 193 159 £ (11 465 895 \$ CA selon le taux de change au 31 mai 2022) consentis à des employés en lien avec l'achat d'actions ordinaires d'une filiale de la Société dans le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni. Les intérêts sont calculés au taux officiel du HMRC, tel qu'il est établi de temps à autre, ou à un taux plus élevé établi par l'administration fiscale compétente. Les prêts avec droit de recours intégral viennent à échéance à la date du départ de l'employé de la Société ou après deux ans, selon la première éventualité.

Le tableau qui suit présente les prêts contractés (autre qu'un « prêt de caractère courant ») auprès de la Société ou de l'une de ses filiales au 31 mai 2022 par un administrateur ou membre de la haute direction de la Société, un candidat au poste d'administrateur de la Société ou une personne du même groupe de cet administrateur, membre de la haute direction ou candidat.

Prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction

Nom et poste principal (a)	Participation de la Société ou d'une filiale (b)	Encours le plus élevé au cours de l'exercice 2022 (\$) (c)	Encours au 31 mai 2022 (\$) (d)
Daniel Daviau ¹ Chef de la direction	Le prêteur est une filiale.	1 735 496	1 595 289
Stuart Raftus ¹ Chef de l'administration	Le prêteur est une filiale.	12 115 164	10 674 811
Marcus Freeman ¹ Chef de la direction Groupe Canaccord Genuity (Asie-Pacifique)	Le prêteur est une filiale.	4 985 180	4 902 944
Davis Esfandi ² Chef de la direction Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)	Le prêteur est une filiale.	6 376 000	6 376 000

1) Les prêts ci-dessus consistent en des prêts sur marges accordés dans le cours normal des affaires d'un courtier en valeurs mobilières et assortis de modalités, dont celles visant le taux d'intérêt et la valeur mobilière, qui sont pour l'essentiel identiques à celles qui prévalent lorsqu'un prêt sur marge est accordé à d'autres clients de la filiale présentant des caractéristiques de crédit semblables. Ces prêts sont garantis conformément aux exigences réglementaires applicables régissant les différentes catégories d'actifs des comptes de négociation de titres de participation de l'emprunteur.

2) Ce prêt est un prêt à recours limité de 4,0 millions £ (6 376 000 \$ CA selon le taux de change au 31 mai 2022) qui a été consenti en lien avec l'achat d'actions ordinaires d'une filiale de la Société dans le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni. Les intérêts sont calculés au taux officiel du HMRC, tel qu'il est établi de temps à autre, et le prêt vient à échéance au moment de certains événements en matière de départ de l'employé.

Intérêt de personnes informées dans des transactions importantes

La Société n'a connaissance d'aucune personne informée (au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*) de Canaccord Genuity, ni d'aucun candidat au poste d'administrateur de la Société, ni d'aucune personne faisant partie du même groupe que cette personne informée ou que ce candidat au poste d'administrateur, ou ayant un lien avec la personne informée ou le candidat au poste d'administrateur, qui a ou aurait eu un intérêt important, directement ou indirectement, dans une transaction depuis le 1^{er} avril 2021 ou dans une transaction envisagée qui a ou aurait eu une incidence importante sur le Groupe Canaccord Genuity.

Intérêt de certaines personnes dans des questions à débattre

Aucune des personnes qui sont ou ont été des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société depuis le 1^{er} avril 2021, aucun des candidats proposés en vue de l'élection au conseil d'administration de la Société ou des membres du groupe de ces personnes ou ayant un lien avec elles n'a ou n'a eu d'intérêt important, directement ou indirectement, du fait de la propriété réelle de titres ou autrement, dans toute question à débattre autre que l'élection des membres du conseil d'administration.

Autres questions à débattre

On ignore si d'autres questions que celles énoncées précédemment et celles mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée seront soumises à l'assemblée, mais, le cas échéant, les personnes nommées dans la procuration ont l'intention de voter dans tout scrutin conformément à leur jugement, en exerçant un pouvoir discrétionnaire à l'égard des modifications des questions mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée ainsi que d'autres questions pouvant dûment être soumises à l'assemblée ou dans le cadre d'une reprise de celle-ci.

Fait le 13 juin 2022.

Annexe

Mandat du conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc.

I. Introduction

1. La responsabilité première du conseil d'administration (le « conseil d'administration ») est de favoriser le succès à long terme de la Société conformément à sa responsabilité à l'égard des actionnaires de maximiser la valeur pour les actionnaires.
2. Le présent mandat vise à aider le conseil d'administration et la direction à préciser les responsabilités et à assurer des communications efficaces entre le conseil d'administration et la direction.

II. Composition et organisation du conseil d'administration

1. Les candidats au poste d'administrateur sont initialement déterminés et recommandés par le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération, sont approuvés par l'ensemble du conseil d'administration et sont élus chaque année par les actionnaires de la Société.
2. Certaines des responsabilités du conseil d'administration mentionnées aux présentes peuvent être déléguées à ses comités. Les responsabilités de ces comités seront celles énoncées dans leur mandat, dans sa version modifiée, le cas échéant.

III. Devoirs et responsabilités

A. Gestion des affaires du conseil d'administration

Le conseil d'administration fonctionne en déléguant certains de ses pouvoirs, y compris l'autorisation des dépenses, à la direction et en se réservant certains pouvoirs. Sous réserve des obligations légales et des statuts de la Société, le conseil d'administration conserve la responsabilité de gérer ses propres affaires, notamment :

- a) la planification de sa composition et de sa taille;
- b) le choix de son président;
- c) la nomination de candidats à l'élection au conseil d'administration;
- d) la mise sur pied de comités;
- e) la détermination de la rémunération des administrateurs indépendants;
- f) l'évaluation de l'efficacité du conseil, des comités et des administrateurs dans l'exécution de leurs fonctions.

B. Direction et ressources humaines

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de la nomination et de la relève du chef de la direction et de la surveillance du rendement du chef de la direction, de l'approbation de sa rémunération et de la prestation de conseils au chef de la direction dans l'exécution de ses fonctions;
- b) de l'approbation du mandat du chef de la direction;
- c) de l'approbation des objectifs à l'échelle de la Société que le chef de la direction a la responsabilité d'atteindre;
- d) de l'examen, au moins une fois l'an, du rendement du chef de la direction par rapport aux objectifs convenus;
- e) dans la mesure du possible, de l'obtention de la conviction que le chef de la direction et les autres membres de la haute direction sont intègres et qu'ils créent une culture d'intégrité et de conformité à l'échelle de la Société;
- f) de l'approbation de certaines décisions relatives au chef de la direction et aux membres de la haute direction qui relèvent directement de ce dernier, notamment :
 - i) la nomination et la destitution de ces membres de la direction,
 - ii) la rémunération et les avantages sociaux de ces membres de la direction,
 - iii) l'acceptation des conseils d'administration d'autres sociétés ouvertes où peuvent siéger ces membres de la direction (à l'exception des organismes sans but lucratif);
- g) de l'assurance que des programmes de planification de la relève sont en place, y compris des programmes de formation et de perfectionnement des membres de la direction;

- h) de l'approbation de certaines questions relatives à l'ensemble des employés, dont :
 - i) la politique/le programme sur le salaire annuel des employés,
 - ii) les nouveaux programmes d'avantages sociaux ou les changements importants aux programmes existants.

C. Stratégie et plan

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de l'adoption d'un processus d'élaboration d'un plan stratégique pour la Société qui tient compte notamment des possibilités et des risques de l'entreprise;
- b) de la collaboration avec la direction à l'élaboration du plan stratégique de la Société et de son approbation finale;
- c) de l'approbation des plans annuels relatifs aux immobilisations et à l'exploitation à l'appui de la capacité de la Société de respecter son plan stratégique;
- d) de l'approbation de l'ajout ou du retrait de secteurs d'activité qui ont ou sont susceptibles d'avoir de l'importance pour la Société;
- e) de l'approbation des cessions et des acquisitions importantes;
- f) du contrôle des progrès de la Société vers l'atteinte de ses objectifs et de la revue et de la modification de son orientation par l'intermédiaire de la direction, à la lumière de l'évolution de la situation.

D. Questions liées aux finances et à l'entreprise

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre et l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de gestion de la Société;
- b) de la surveillance des résultats d'exploitation et financiers;
- c) de l'approbation des états financiers annuels et des résultats financiers trimestriels;
- d) de la déclaration des dividendes;
- e) de l'approbation des financements, des changements au capital autorisé, de l'émission et du rachat d'actions, de l'émission de titres de créance, de l'inscription d'actions et d'autres titres, de l'émission de billets de trésorerie et des prospectus et actes de fiducie connexes;
- f) de la recommandation de la nomination des auditeurs externes et de l'approbation de leur rémunération.

E. Gestion de l'entreprise et des risques

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de la vérification que la direction recense les principaux risques des activités de la Société et met en œuvre des systèmes appropriés pour les gérer;
- b) de l'évaluation et de la surveillance des systèmes de contrôle de gestion :
 - i) évaluation de l'information fournie par la direction et d'autres (p. ex. les auditeurs internes et externes) quant à l'efficacité des systèmes de contrôle de gestion,
 - ii) compréhension des principaux risques et examen du fait que la Société réussit à établir un bon équilibre entre les risques et les rendements et que la direction veille à ce que des systèmes soient en place en réponse aux risques recensés,
 - iii) examen d'un rapport annuel du chef de la conformité qui intégrera les résultats de l'audit de l'OCRCVM, les changements du contexte réglementaire et les autres initiatives en matière de conformité.

F. Politiques et procédures

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de la revue de la conformité à toutes les politiques et procédures importantes régissant l'exploitation de la Société;
- b) des directives à la direction pour veiller à ce que la Société soit exploitée en tout temps en conformité avec les lois et règlements applicables;

- c) de l'examen des nouvelles politiques importantes ou des modifications notables aux politiques existantes (y compris, par exemple, les politiques concernant la conduite des affaires, les conflits d'intérêts et les autres exigences réglementaires).

G. Rapports de conformité et communications de l'entreprise

Le conseil d'administration est responsable :

- a) de l'assurance que la Société est dotée de rapports et systèmes de conformité légale et réglementaire efficaces;
- b) de l'assurance que la Société est dotée de processus efficaces de communication avec les actionnaires et autres parties intéressées et avec les interlocuteurs en matière de finances, de réglementation ou autres, y compris une politique de communication pour la Société;
- c) de l'approbation de l'interaction avec les actionnaires sur tous les points exigeant leur approbation;
- d) de l'assurance que le rendement financier de la Société est adéquatement et régulièrement présenté en temps opportun aux actionnaires, aux autres porteurs de titres et aux organismes de réglementation;
- (e) de l'assurance que les résultats financiers sont présentés fidèlement et selon les principes comptables généralement reconnus;
- f) de la présentation annuelle d'un rapport aux actionnaires sur la gérance du conseil d'administration pour l'année précédente (le rapport annuel).

IV. Obligations légales générales du conseil d'administration

1. Le conseil d'administration est responsable :

- a) des directives à la direction pour assurer que les exigences juridiques ont été respectées et que les documents et registres ont été dûment préparés, approuvés et conservés;
- b) de l'approbation des changements aux statuts, des points exigeant l'approbation des actionnaires et de l'ordre du jour des assemblées des actionnaires.

2. En vertu du droit de la Colombie-Britannique, les administrateurs sont assujettis à des devoirs et obligations fiduciaires définis par la *common law* et partiellement par la loi. Il est impossible de définir exhaustivement ces devoirs et obligations, mais les plus importants sont les suivants :

- a) sous réserve de la *Business Corporations Act* et des statuts de la Société, les administrateurs doivent gérer les affaires et l'entreprise de la Société ou en superviser la gestion (al. 136(1), *Business Corporations Act*);
- b) chaque administrateur doit agir honnêtement, de bonne foi et au mieux des intérêts de la Société (al. 142(1)a), *Business Corporations Act*);
- c) chaque administrateur doit faire preuve de la diligence et de la compétence qu'exercerait une personne raisonnablement prudente dans des circonstances comparables (al. 142(1)b), *Business Corporations Act*);
- d) chaque administrateur qui, d'une façon ou d'une autre, a un intérêt direct ou indirect dans un projet de contrat ou d'opération avec la Société doit divulguer la nature et la portée de son intérêt à une réunion des administrateurs et sera tenu de rendre compte de tout bénéfice réalisé, à moins que les procédures prévues dans la *Business Corporations Act* et dans les statuts ne soient suivies (art. 147 et 148, *Business Corporations Act*);
- e) les administrateurs sont, en vertu d'un certain nombre de lois provinciales et fédérales, personnellement responsables d'éléments comme les traitements impayés, la TPS impayée et les remises de la taxe provinciale pour les services sociaux (social service tax), les cotisations d'assurance-emploi impayées, les remises non effectuées au titre du régime de pensions du Canada et des retenues d'impôt sur le revenu à la source non versées.

3. La Société, ses actionnaires ou les organismes gouvernementaux peuvent forcer l'exécution desdits devoirs et obligations. Comme la Société exerce ses activités dans un secteur fortement réglementé, les administrateurs font face au risque particulier que les organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières tiennent compte de ces devoirs et obligations dans le cadre de l'évaluation de leur aptitude à agir comme administrateurs ou du maintien de l'inscription en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

AVEZ-VOUS DES QUESTIONS OU BESOIN D'AIDE POUR VOTER?

Communiquez avec nous :

Numéro de téléphone sans frais en
Amérique du Nord

1.800.775.3159



Courriel : contactus@kingsdaleadvisors.com



Télécopieur : 416.867.2271

Télécopieur sans frais : 1.866.545.5580



À l'extérieur de l'Amérique du Nord, banques et courtiers
À frais virés : 416.867.2272



KINGSDALE Advisors